



LUXDEV

RAPPORT ANNUEL 2011

DOSSIER
SPÉCIAL

Eau & Assainissement



SOMMAIRE



Mot du Président et du Directeur	05
Dossier spécial	08
Eau et Assainissement	
Reportage photographique	32
Les projets	40
Récapitulatif des fonds mis en œuvre dans les différents pays partenaires	123
100 Jours sur le terrain	125
Laura Jungers	126
Lena van den Kerchove	128
Marie-Blanche Valenne	130
Yannick Baraquin	132
Finances	134





mot du président et du directeur

Small is beautiful!

LuxDev a toujours fait de sa taille modeste et de la qualité de sa gestion des atouts pour conserver et développer ses capacités opérationnelles construites sur un socle de professionnalisme, de réactivité, de proximité et de flexibilité. Cette rigueur et cette adaptabilité ont été couronnées en 2005 par une certification ISO 9001-2000.

Aujourd'hui il ne suffit plus d'être de bons gestionnaires ou des contrôleurs fiables. La communauté internationale, et en particulier nos partenaires dans les neuf pays privilégiés de la Coopération luxembourgeoise, attendent de nous beaucoup plus que cela! Ils veulent nous voir jouer un rôle substantiel dans l'accompagnement des réformes qui sont devenues partout nécessaires pour répondre aux enjeux de la lutte contre la pauvreté ainsi que du développement inclusif, soutenu et durable.

Small has to be effective!

Les résultats dans le domaine de l'aide au développement ne peuvent plus se mesurer en termes de produits immédiats, tels que, par exemple, le nombre d'écoles construites ou le nombre de cliniques équipées. Notre efficacité doit désormais se mesurer dans notre capacité à intervenir dans des situations complexes et afin de renforcer les institutions compétentes et de leur donner les

moysens de mener à bien des processus de changement leur permettant d'atteindre leurs objectifs. Comme le souligne le consensus de Tunis (2010) pour une vision africaine du développement, l'enjeu consiste à «Renforcer les capacités des États, car [...] l'Afrique a besoin d'États efficaces et capables de produire des résultats en termes de développement [...] et d'administrations publiques plus solides. Les engagements pris par les agences de développement à Paris et à Accra en vue de renforcer les systèmes nationaux et de faire appel à ces systèmes pour l'apport de l'aide jouent un rôle important dans la réalisation de cet objectif, et nous invitons les agences à accélérer leurs progrès dans ce programme inachevé. L'utilisation des systèmes nationaux doit être la position par défaut. Néanmoins, le renforcement des capacités doit s'étendre bien au-delà de la protection fiduciaire des flux de l'aide.»

Small and global!

LuxDev doit bien sûr rester un acteur opérationnel et fiable dans le contexte global que nous a donné en 2011 le «Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement». Mais LuxDev, tout en sauvegardant son identité, ses valeurs et ses atouts, ne peut plus jouer ce rôle d'une manière isolée. Après avoir assuré la présidence du réseau Train4Dev

(www.train4dev.net) en 2010-2011, notre Agence a répondu favorablement à la demande du réseau européen des praticiens du développement (www.dev-practitioners.eu) d'assurer sa présidence en 2011-2012. Ces réseaux nous permettent non seulement de renforcer notre capacité opérationnelle en nouant des partenariats sectoriels dans les différents pays, mais ils nous donnent un cadre idéal pour apprendre et pour anticiper ensemble. C'est dans le cadre de la présidence du *Practitioners' network* que LuxDev a lancé une étude intitulée « Traduire Busan et l'*Agenda for Change* de l'UE dans la pratique : pratiques émergentes et enjeux opérationnels » dont les enseignements sont très utiles à LuxDev, car c'est dans un contexte de transformations profondes de la Coopération au Développement que LuxDev s'engage, en 2012, dans la redéfinition de son cadre stratégique que nous avons baptisé Vision 2020.


Compétences

Comme l'ont souligné nos pairs du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE lors de leur récente mission de revue par les pairs à Luxembourg, il est primordial de pouvoir anticiper les besoins futurs de la Coopération au Développement. À côté des Objectifs du Millénaire pour le Développement, la focalisation s'oriente dorénavant également sur la croissance durable et les biens globaux, tels que le changement climatique, la sécurité, le contrôle des pandémies, l'accès universel à l'eau et à l'énergie, etc. Notre dossier spécial sur l'eau et l'assainissement donne des exemples de nos interventions dans ce secteur. Il met en lumière l'évolution de notre métier et les résultats durables que nous pouvons obtenir lorsque nous sommes capables d'analyser les enjeux sectoriels et de renforcer les institutions-clefs. Dans ce secteur, comme dans les autres, LuxDev est efficace si elle est capable de se fixer des objectifs clairs, de nouer les partenariats stratégiques et d'intervenir en adoptant un mix de modalités adéquats.

N'ayons pas peur ! Le monde qui nous attend est bien sûr plein d'incertitudes, mais aussi généreux en opportunités de faire valoir notre savoir faire !



Gaston SCHWARTZ
Directeur Général



Jeannot WARINGO
Président du Conseil
d'Administration



Eau & Assainissement

De l'eau pour tous et à tout prix ?

Un foyer américain moyen consomme près de 480 m³ d'eau par an. Les habitants de Washington DC paient environ 290 EUR (0,60 EUR le m³) pour cette quantité. Acheter autant d'eau à un vendeur dans un bidonville de Guatemala City coûterait plus de 1 400 EUR...

La situation à Lima (Pérou) est symptomatique. Une famille pauvre paie 3 USD le m³ d'eau à un vendeur, soit plus de 20 fois plus que le tarif de l'eau fournie à une famille de la classe moyenne par un branchement domestique. La famille pauvre a une consommation d'eau six fois moindre que celle d'une famille de classe moyenne, mais sa note d'eau mensuelle est trois fois supérieure à celle d'une famille raccordée au réseau municipal.

À Abidjan (Côte d'Ivoire), les pauvres paient cinq fois plus cher que les particuliers raccordés au réseau public; à Cali (Colombie) et Tunis (Tunisie), 10 fois plus; à Nairobi et Lagos, 11 fois plus; à Lima, 17 fois plus; à Guayaquil (Équateur), 20 fois plus; à Dhaka (Bangladesh), 25 fois plus et au Caire, 40 fois plus¹.

Le 28 juillet 2010, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution dans laquelle elle déclare que le « droit à l'eau potable et à l'assainissement est un droit fondamental, essentiel à la pleine jouissance de la vie et à l'exercice de tous les droits de l'Homme ». La résolution appelle les États et les organisations internationales à « fournir des ressources financières, à renforcer les capacités et à procéder à des transferts de technologie grâce à l'aide et à la coopération internationales, en particulier en faveur des pays en développement ». L'objectif est d'accroître les efforts pour fournir « de l'eau potable, salubre et propre, accessible et abordable et l'assainissement pour tous² ».

Pour la première fois, le droit à l'eau potable est explicitement mentionné dans un texte international. Le droit à l'eau devient l'un des droits humains fondamentaux, au même titre que le droit à la vie, le droit à la santé, le droit à une nourriture de qualité et à un logement adéquat. Ceux qui tiennent l'accès à l'eau pour un droit

économique et social (c'est-à-dire soumis aux lois du marché) ou pour lesquels l'accès à l'eau représente un simple besoin de base ont subi un revers. Il s'agit là d'un pas important vers la reconnaissance de l'eau comme un bien commun.

Mais cette avancée sur le plan du droit international se traduit-elle par des progrès effectifs sur le terrain ? Les populations les plus pauvres ont-elles réellement accès à l'eau potable et à l'assainissement, et dans quelles conditions ?

L'eau, un bien commun non accessible à tous

L'accès à l'eau potable et à l'assainissement constitue un des Objectifs (OD) du Millénaire pour le Développement fixés par les Nations unies (cible 7C). Entre 1990 et 2010 des progrès significatifs ont été enregistrés puisque deux milliards de personnes ont accédé à des sources d'eau améliorées.³ Le rapport 2012 de

¹ Source : www.waternunc.com/fr/banqmd01.htm

² Centre d'Actualités de l'ONU, L'Assemblée générale déclare que l'accès à l'eau et potable est un droit fondamental, New York, 28 juillet 2010

³ UNICEF and World Health Organization, *Progress on Drinking Water and Sanitation: 2012 Update*, New York, 2012

l'UNICEF et de l'Organisation mondiale de la Santé sur le suivi de l'OMD relatif à l'eau et à l'assainissement indique que l'objectif portant sur l'eau potable et visant une couverture de 89 % au niveau mondial a été atteint en 2010, cinq ans avant la date prévue. Ces progrès cachent néanmoins de fortes disparités, car 780 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable.

Disparités géographiques

Si plusieurs régions géographiques, comme l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Afrique du Nord, l'Asie de l'Est, l'Asie du Sud, l'Asie

de l'Ouest et l'Asie du Sud-Est ont déjà atteint, voire dépassé, la cible globale de 89 % de couverture en eau potable, cette cible paraît hors d'atteinte pour d'autres régions. De fait, l'Océanie et l'Afrique subsaharienne présentent le plus faible taux de couverture en eau potable : respectivement, à peine 54 % et 61 % de leur population ont accès à une source améliorée et d'importantes parties de leur population ont encore recours à des eaux de surface tels que cours d'eau, lacs ou marigots pour s'approvisionner en eau (13 % en Afrique subsaharienne et 31 % en Océanie).

Tableau 1 : Proportion de la population ayant accès à l'eau potable en 2010 (en pourcentage)⁴

Zone géographique	Accès à une source d'eau améliorée	Pas d'accès	OMD 2015*
Amérique latine et Caraïbes	94	6	7
Afrique du Nord	92	8	7
Asie de l'Est	91	9	15
Asie du Sud	90	10	12
Asie de l'Ouest	89	11	7
Asie du Sud-Est	88	12	14
Caucase et Asie centrale	87	13	6
Afrique subsaharienne	61	39	25
Océanie	54	46	24
Moyenne des régions en développement	86	14	14
Régions développées	99	1	1
Monde	89	11	11

* OMD 2015 : le pourcentage de la population n'ayant pas accès à l'eau potable doit être inférieur au chiffre indiqué dans cette colonne.

⁴ Source : Ibid.

Objectif du Millénaire pour le Développement n° 7 : Assurer un environnement durable

Cible 7C : Réduire de moitié d'ici à 2015 le pourcentage de la population qui n'a pas d'accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base.

Définitions :

- les sources d'approvisionnement en eau améliorées comprennent l'eau sous canalisation alimentant le domicile, la parcelle ou la cour, les bornes-fontaines et fontaines publiques, les puits tubés et puits forés, les puits creusés protégés, les sources protégées et les citernes d'eau de pluie ;
- les installations d'assainissement améliorées comprennent les chasses d'eau raccordées au tout-à-l'égout, à une fosse septique ou à des latrines à fosse, les fosses d'aisance améliorées et auto ventilées, les fosses d'aisance avec une dalle et les latrines sèches à compost⁵.

⁵ Définitions données dans : Organisation mondiale de la Santé, UNICEF, Atteindre l'OMD relatif à l'eau potable et à l'assainissement – Le défi urbain et rural de la décennie, 2007

Notons que l'OMD est formulé de façon qu'il puisse être considéré au niveau mondial, régional ou national et que les résultats ne sont pas forcément identiques selon le point de vue que l'on adopte. Ainsi, certaines régions comme l'Afrique du Nord ou l'Asie de l'Ouest ont atteint ou dépassé l'objectif global de 89 % de couverture en eau potable. Cependant elles n'ont pas encore atteint l'objectif spécifique qui leur est assigné : réduire de moitié le pourcentage de personnes n'ayant pas d'accès à l'eau potable.

Disparités entre zones urbaines et zones rurales et entre riches et pauvres

Dans toutes les régions en développement, ce sont surtout les populations rurales qui ont des difficultés pour accéder à l'eau potable. La pauvreté accentue encore cette tendance. En Afrique subsaharienne parmi les 20 % de la population urbaine la plus pauvre, 65 % ont accès à l'eau potable, alors que ce pourcentage est seulement de 35 % en zone rurale. Cette disparité se maintient jusque dans le quintile le plus riche, où 94 % de la population a accès à l'eau améliorée en zone urbaine, mais seulement 68 % en zone rurale⁶.

Disparités entre les genres

L'UNICEF et l'OMS ont analysé les données de 25 pays d'Afrique subsaharienne et soulignent que dans 71 % des foyers n'ayant pas l'eau courante, ce sont les femmes et les jeunes filles qui sont chargées de la collecte de l'eau. Le temps consacré à la collecte de l'eau est en moyenne d'une demi-heure pour un aller-retour et chaque foyer requiert au moins un aller-retour par jour.

« Aujourd'hui, les tâches liées à l'approvisionnement, à l'usage et à la

gestion de l'eau incombent encore majoritairement aux femmes et aux jeunes filles, responsables également de l'entretien des ouvrages d'assainissement et de l'éducation à l'hygiène. Si leur rôle est désormais largement reconnu en tant qu'usagères, elles sont encore insuffisamment associées aux processus de décision et de gestion des ouvrages. Le 6^e Forum mondial de l'eau est une fois de plus l'occasion de dresser ce constat et d'aborder cette problématique mais aussi d'envisager des solutions concrètes pour une implication plus forte des femmes dans les instances de gouvernance locale de l'eau et plus généralement dans les projets menés au sud en faveur de l'accès à l'eau et à l'assainissement⁷ ».

Situation peu satisfaisante pour l'accès à l'assainissement

Parler d'eau potable implique de s'intéresser dans le même temps à la situation de l'assainissement. Le monde n'est pas près d'atteindre la cible prévue pour 2015, qui voudrait que 75 % de la population mondiale ait accès à un assainissement amélioré. En 2010, le taux de couverture n'était de 63 % au niveau mondial et de seulement 56 % si on ne prend en compte que les seules régions en développement. En termes absolus, 2,5 milliards de personnes n'utilisaient pas d'infrastructure d'assainissement améliorée et 1,1 milliard pratiquaient la défécation en plein air, avec les importants risques sanitaires que cette situation implique.

Voir tableau ci-contre

Comme pour l'eau potable, ce sont surtout les populations les plus pauvres qui sont privées d'accès à l'assainissement et les disparités entre populations urbaines et populations

rurales, sont encore plus fortes dans ce secteur : au niveau mondial 79 % de la population urbaine a accès à l'assainissement amélioré, contre seulement 47 % de la population rurale. La population rurale représente 72 % du total des personnes n'ayant pas accès à l'assainissement amélioré, soit 1,8 milliards de personnes en chiffres absolus, la population urbaine ne comptant que pour 28 %.

Enjeux globaux, réalités locales

Le secteur de l'eau potable et de l'assainissement est complexe. Il se trouve au confluent d'importants enjeux politiques, stratégiques, économiques, techniques et idéologiques dont l'acuité est amenée à croître au fur et à mesure de la raréfaction de la ressource et de l'augmentation des besoins.

L'accès, la répartition, l'usage, la gestion et le prix de l'eau sont l'objet d'intenses débats dont les implications se font ressentir sur les habitants des pays du Nord, les paysans du Sahel ou encore les habitants d'un bidonville en Asie ou en Amérique latine.

Le 6^e Forum mondial de l'Eau qui s'est tenu à Marseille du 12 au 17 mars dernier a réuni quelque 20 000 participants provenant de 140 pays. Cette instance regroupe des représentants des gouvernements, d'élus, du secteur privé, des organisations non gouvernementales et donne tous les trois ans l'occasion de faire le point, d'échanger et de débattre sur les enjeux locaux, régionaux et mondiaux de l'eau et l'assainissement. Ces enjeux sont nombreux, complexes et interconnectés.

⁶ Source : Nations unies, Objectifs du Millénaire pour le Développement, Rapport de 2011, New York, 2011

⁷ Programme Solidarité Eau, Newsletter no 1, 12 mars 2012

Tableau 2 : Proportion de la population utilisant des infrastructures d'assainissement améliorées en 2010 (en pourcentage)⁸

Zone géographique	Accès à l'assainissement amélioré	Pas d'accès	OMD 2015*
Caucase et Asie centrale	96	4	4
Afrique du Nord	90	10	14
Asie de l'Ouest	85	15	10
Amérique latine et Caraïbes	80	20	15
Asie du Sud-Est	69	31	27
Asie de l'Est	66	34	28
Océanie	56	44	22
Asie du Sud	41	59	37
Afrique subsaharienne	30	70	36
Moyenne des régions en développement	53	47	29
Régions développées	95	5	2
Monde	63	37	25

* OMD 2015 : le pourcentage de la population n'ayant pas accès à l'eau potable doit être inférieur au chiffre indiqué dans cette colonne.

L'accès à l'eau potable et l'assainissement

Les OMD donnent une indication des progrès réalisés quant à l'accès des populations à des sources améliorées d'eau potable. Ces progrès sont réels et doivent être salués ; cependant, il ne faut pas perdre de vue qu'en termes absolus, environ 780 millions de personnes étaient encore privés d'accès à l'eau potable en 2010, notamment dans les zones rurales et en Afrique subsaharienne. Si les OMD renseignent sur la quantité de personnes ayant accès à l'eau potable, ils ne renseignent en rien sur la qualité de cet accès, ni sur le prix de l'eau.

Selon la Fédération internationale des Opérateurs privés des Services d'Eau, Aquafed, «entre 3 et 4 milliards de personnes n'ont pas accès de façon pérenne à l'eau et utilisent tous les

jours une eau de qualité douteuse .» Aquafed ajoute qu'un milliard de personnes n'ont l'eau que quelques heures par jour, et ce parfois quelques jours par semaine. Peut-on dans ce cas réellement parler d'accès à l'eau potable ?

La répartition de l'eau potable sur Terre

La répartition de l'eau douce sur la planète est très inégale. Seulement 2,5% de l'eau sur Terre est de l'eau douce, ce qui représente environ 35 millions de km³, et la majeure partie de cette eau est inaccessible, car sous forme solide dans les calottes glaciaires du Groenland ou de l'Antarctique. On estime que l'eau douce disponible pour la consommation humaine représente entre 9 000 et 14 000 km³ et que les prélèvements annuels sont actuellement d'environ 3 600 km³. Certaines régions du globe, à l'image de la zone sahélienne

ou du Moyen Orient, connaissent déjà des situations tendues, voire critiques en termes de disponibilité en eau.

Lorsque l'eau devient rare, elle peut être utilisée comme une arme. Tel est déjà le cas en Cisjordanie où la ressource hydrique est gérée par Israël. Certains villages autour d'Hébron n'ont de l'eau courante que pendant 70 heures tous les 10 jours. Le reste du temps, les habitants font appel à des camions-citernes et il leur est interdit de creuser des puits. Un rapport de l'Assemblée nationale française publié en février 2012 va même jusqu'à parler d'«apartheid de l'eau».

Cet exemple est certes lié à un contexte politique spécifique, mais «le droit à l'eau» constitue une source potentielle de conflits. Ainsi, les pays riverains du cours supérieur du Nil ont-ils des droits limités de prélèvement afin de ne pas priver l'Egypte du précieux liquide, alors qu'ils souffrent eux-mêmes du manque d'eau, notamment en Éthiopie et au Soudan. En Asie, le partage de l'eau de l'Himalaya, impliquant le Pakistan, l'Inde et la Chine, mais aussi le Népal et le Bangladesh, devient également une source croissante de frictions.

Effets du changement climatique

Le réchauffement de la planète a déjà commencé à produire ses effets sur le cycle de l'eau, et ceux-ci ne pourront que s'amplifier et s'intensifier au cours des prochaines années. Le réchauffement climatique et l'évaporation qu'il provoque accroissent le volume d'eau dans l'atmosphère. Les données scientifiques indiquent qu'une hausse de 1°C de la température induit environ 3% d'évaporation en plus. Ce surplus d'évaporation provoque à la fois des précipitations plus intenses, davantage d'ouragans et de phénomènes climatiques extrêmes, et de plus longues périodes de sécheresse en d'autres endroits du

⁸ UNICEF and World Health Organization, *op.cit.*

globe. Les inondations sont plus nombreuses, les glaces fondent, ce qui diminue d'autant les quantités d'eau de fonte pour les prochaines décennies et risque à terme de mettre en danger l'approvisionnement en eau potable des régions montagneuses⁹.

La compétition entre les usages de l'eau

Contrairement aux idées reçues, la consommation humaine n'est pas le principal usage de l'eau douce. En fait, l'agriculture représente 70 % de la consommation en eau au niveau mondial, devant l'usage industriel (22 %), alors que l'usage domestique ne représente que 8 % de la consommation totale. Dans les pays à bas et moyens revenus, la part de l'usage agricole atteint même 82 %, tandis que dans les pays à hauts revenus, l'usage industriel est le principal consommateur avec 59 %, devant l'agriculture (30 %).¹⁰ Sur les quantités d'eau prélevées, une partie est restituée sous forme d'effluents ou de rejets agricoles, industriels ou domestiques avec des niveaux de pollution parfois élevés et des traitements souvent insuffisants ou absents.

Se pose alors la question de savoir comment sont fixées les priorités et quels pouvoirs économiques déterminent l'usage de l'eau ainsi que son coût.

Plusieurs concepts ont été développés pour rendre compte de l'usage de l'eau :

- **l'eau virtuelle** représente le volume d'eau nécessaire pour produire un bien ou un service. Ainsi, il faut jusqu'à 3 000 litres d'eau pour produire un kg de céréales et jusqu'à 15 000 litres pour produire un kg de viande.
- **l'empreinte en eau**, calquée sur le concept d'empreinte en carbone,

elle se définit comme le volume total d'eau nécessaire pour produire les biens et services consommés par une population. Elle tient compte non seulement de la consommation et des échanges d'eau sous forme physique, mais aussi des importations et exportations d'eau virtuelle via l'ensemble des produits consommés par une population.

Ces concepts amènent à se poser la question de savoir si nos modes de production et de consommation sont durables et s'ils peuvent être étendus à l'ensemble de la planète. Ces interrogations rejoignent d'ailleurs celles que l'on trouve dans le secteur de l'énergie et celles soulevées par le réchauffement climatique.

L'eau, bien économique ou bien commun ?

Le directeur général de Suez Environnement, un des principaux opérateurs de réseaux d'eau potable en Europe, vient de publier un ouvrage dans lequel il souligne la nécessité de construire un nouveau modèle pour mieux gérer la rareté. Il constate que l'eau est de plus en plus polluée et difficile d'accès ; il est convaincu que les arbitrages entre les usages vont devenir de plus en plus compliqués et il prévoit que la problématique globale de l'eau va prendre de plus en plus d'ampleur. Il préconise de donner une valeur économique à l'eau pour pouvoir faire jouer les mécanismes de marché et pousser vers un usage rationnel de la ressource. Les entreprises privées, supposées efficaces, seraient dans ce cas les seules capables de gérer une ressource naturelle devenue rare.

Si on peut partager le diagnostic, on peut cependant nourrir des doutes sur la proposition de confier au seul marché l'arbitrage entre les usages de la ressource.

L'empreinte en eau

L'empreinte en eau de la Chine est à peu près 700 m³ par an et par habitant. Seulement 7 % de l'empreinte en eau chinoise se trouve hors de la Chine.

Le Japon avec une empreinte en eau de 1 150 m³ par an et par habitant, a aux environs de 65 % de son empreinte en eau totale en dehors de ses frontières.

Les États-Unis ont une empreinte en eau de 2 500 m³ par an par habitant dont 20 % sont extérieurs au territoire américain.

L'empreinte en eau de la consommation française est 1 875 m³ par an et par habitant ; presque 40 % de cette empreinte en eau se trouve hors de la France.¹¹

⁹ Voir : Défis Sud n° 102, août septembre 2011, Dossier : Cette eau qui nous alimente, Bruxelles, 2011

¹⁰ Source : www.unesco.org/water

¹¹ Source : www.empreinte-de-l-eau.org

Cette vision s'oppose à celle de l'eau envisagée comme un bien commun, telle que reconnue par la déclaration des Nations unies du 28 juillet 2010. Il paraît évident que les entreprises privées s'intéresseront en priorité aux investissements les plus rentables et qu'elles auront tendance à délaisser les projets d'approvisionnement en eau dans les zones difficiles d'accès ou visant à fournir de l'eau à des populations disposant de faibles ressources économiques. Une telle approche reviendrait à renforcer les disparités entre usages de l'eau, entre riches et pauvres, entre zones urbaines et zones rurales.

La notion de bien commun requiert une intervention forte des pouvoirs publics qui sont le mieux à même de promouvoir l'intérêt général. Il s'agit de fixer les priorités, de définir des politiques à long terme et d'envisager la gestion de la ressource de façon globale et durable, tout en promouvant l'accès universel à des tarifs qui n'excluent pas les populations les plus pauvres.

La Coopération luxembourgeoise en appui aux politiques nationales

La stratégie de la Coopération luxembourgeoise en matière d'eau et d'assainissement s'inscrit dans le cadre référentiel international défini par les organisations multilatérales et les bailleurs bilatéraux.

La Coopération luxembourgeoise reconnaît l'eau comme un « bien commun, universel et vital qu'il convient de préserver par des actions visant la protection des ressources naturelles et de l'environnement en favorisant une utilisation et une gestion durable des ressources hydriques¹² ».

Parallèlement, « les orientations de la Coopération luxembourgeoise [...]

s'articulent autour des quatre axes de la Gestion intégrée des Ressources en Eau (GIRE) qui est un processus encourageant la mise en valeur et la gestion coordonnée de l'eau, des terres et des ressources associées en vue de maximiser le bien-être économique et social qui en résulte d'une manière équitable, sans compromettre la durabilité d'écosystèmes vitaux :

- l'eau – ressource fragile et non renouvelable – est indispensable à la vie, au développement et à l'environnement ;
- la gestion et la mise en valeur des ressources en eau doivent associer usagers, planificateurs et décideurs à tous les échelons ;
- les femmes jouent un rôle essentiel dans l'approvisionnement, la gestion et la préservation de l'eau ;
- l'eau, utilisée à de multiples fins, a une valeur économique et devrait être reconnue comme bien économique après avoir garanti l'accès au minimum vital à chaque personne¹³ ».

La transposition de ces orientations générales sur le terrain se fait par l'intermédiaire des Programmes indicatifs de Coopération (PIC) signés avec les pays partenaires et le secteur de l'Eau et l'Assainissement est une composante importante des PIC signés avec le Cap-Vert, le Mali, la Namibie¹⁴, le Niger, le Sénégal, le Nicaragua et le Salvador.

Au Mali, les actions dans le secteur de l'Eau potable s'inscrivent dans le cadre d'une intervention plus globale dans le secteur de la Santé. Au Niger, elles font partie des programmes de la Stratégie de Développement rural (SDR) mais sont aussi développées à travers le Programme décennal de Développement de l'Édu-

cation (PDDE). Dans ces deux pays, ainsi qu'au Sénégal, la Coopération luxembourgeoise intervient dans le cadre de l'hydraulique villageoise en finançant la réalisation d'adductions d'eau multi-villages, en soutenant la création d'associations d'usagers et la mise en place de dispositifs de gestion et d'entretien, et en favorisant l'assainissement individuel et collectif. Les interventions veillent aussi à la qualité du service public de l'eau en appuyant les administrations en charge du secteur et les élus. Diverses études et actions d'accompagnement auprès des collectivités locales visent à préserver la ressource en favorisant la GIRE, afin de satisfaire les besoins humains tout en protégeant l'environnement. À noter aussi qu'au Sénégal, le nouveau PIC prévoit une délégation de coopération dans le secteur de l'Eau et de l'Assainissement du Luxembourg à la Belgique, en application de l'engagement des pays de l'Union européenne à mettre en place une division du travail pertinente.

Au Cap-Vert et en Namibie, la Coopération luxembourgeoise investit dans la réalisation de systèmes d'adduction d'eau et d'assainissement, tant dans les zones rurales qu'urbaines, et elle renforce les capacités institutionnelles et techniques des opérateurs (sociétés autonomes au Cap-Vert ou municipalités en Namibie). La Coopération luxembourgeoise aborde aussi la problématique de la tarification de l'eau et appuie les opérateurs à établir des grilles tarifaires permettant de garantir à la fois la durabilité des installations et un prix abordables pour les usagers. Dans son nouveau programme, la Coopération luxembourgeoise appuie également la réforme du secteur de l'Eau et de l'Assainissement actuellement en cours au Cap-Vert, à travers une approche globale intégrant l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement et la gestion des ressources.

¹² Grand-Duché de Luxembourg, Ministère des Affaires étrangères, Direction de la Coopération au Développement, Stratégies et Orientations : Eau et Assainissement, Luxembourg, 2009

¹³ Ibid.

¹⁴ Depuis fin 2011, la Namibie ne fait plus partie des pays partenaires privilégiés de la Coopération luxembourgeoise

En Amérique centrale, les programmes combinent investissements en infrastructures pour étendre et améliorer les réseaux d'eau potable dans les zones urbaines et appui aux opérateurs nationaux pour améliorer leur capacité de gestion technique, administrative, commerciale et financière des dispositifs. Les actions dans le secteur de l'Eau potable sont par ailleurs systématiquement complétées par des interventions dans le secteur de l'Assainissement pour éviter que les progrès en matière d'approvisionnement en eau potable ne soient réduits à néant par une recrudescence des maladies hydriques.

Les pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise : des besoins encore loin d'être satisfaits

Dans le domaine de l'eau potable, sur les neuf pays partenaires privilégiés de la Coopération luxembourgeoise, six ont déjà atteint l'objectif national fixé pour l'Objectif du Millénaire pour le Développement et trois sont en voie d'atteindre leur objectif d'ici à 2015, mais seulement le Vietnam (95% de taux d'accès) a atteint l'objectif global de 89% de la population ayant accès à une source d'eau améliorée.

Pour le Cap-Vert et le Laos, la situation de référence en 1990 n'est pas connue,

mais si les résultats permettent de penser que l'OMD est atteint pour le Cap-Vert. Il reste un long chemin à parcourir pour le Laos.

Seul le Niger est clairement en situation de ne pas pouvoir atteindre l'objectif fixé. Notons que certains pays ont effectué des progrès très importants : en 20 ans, le Vietnam a réduit de 37 points la part de sa population qui n'a pas accès à l'eau potable. Le Burkina Faso a obtenu une réduction de 35 points et la Namibie de 29.

Dans les neuf pays partenaires, on constate que l'accès à l'eau potable est plus élevé en zone urbaine qu'en zone rurale, les plus forts écarts étant observés au Niger et au Sénégal (61 et 37 points de différence), alors que le Cap-Vert et le Vietnam présentent les disparités les plus faibles (5 et 6 points de différence, respectivement).

La situation est nettement moins satisfaisante lorsqu'il s'agit de l'assainissement. Un seul pays partenaire, le Vietnam, a atteint son objectif national et constitue avec le Salvador les deux pays à avoir atteint l'objectif global de 75% de la population ayant accès à un assainissement amélioré.

Le Salvador et dans une moindre mesure le Cap-Vert et le Laos sont en

voie d'atteindre leurs objectifs nationaux d'ici 2015.

Pour les six autres pays, l'objectif paraît d'ores et déjà hors d'atteinte. Le Niger, le Burkina Faso, le Mali et la Namibie présentent des taux d'accès inférieurs à 50% au niveau national. Ces taux ne sont que de 4% dans les zones rurales du Niger et de 6% au Burkina Faso. Cette situation fait peser de sérieux risques sanitaires et environnementaux aux populations des pays concernés.

Le tableau suivant présente la situation de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les neuf pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise en 2010. Les trois premières colonnes concernent l'accès à l'eau potable au niveau national, en zones urbaines et en zones rurales. Les deux colonnes suivantes concernent l'OMD de chaque pays, avec d'une part la situation en 2010 et d'autre part, l'objectif à atteindre en 2015. Rappelons que la partenaire 7C des OMD est formulée en termes de diminution de moitié en 2015 des personnes n'ayant pas accès à l'eau potable et à l'assainissement par rapport à la situation de référence en 1990. L'objectif est atteint si le chiffre de 2010 est inférieur à l'objectif fixé pour 2015.

DOSSIER SPÉCIAL RÉPARTITION INÉGALE DE L'EAU

L'eau potable sur Terre

- seulement 2,5% de l'eau sur Terre est de l'eau douce (35 millions de km³), et la majeure partie de cette eau est inaccessible ;
- on estime que l'eau douce disponible pour la consommation humaine représente entre 9 000 et 14 000 km³ et que les prélèvements annuels sont actuellement d'environ 3 600 km³.

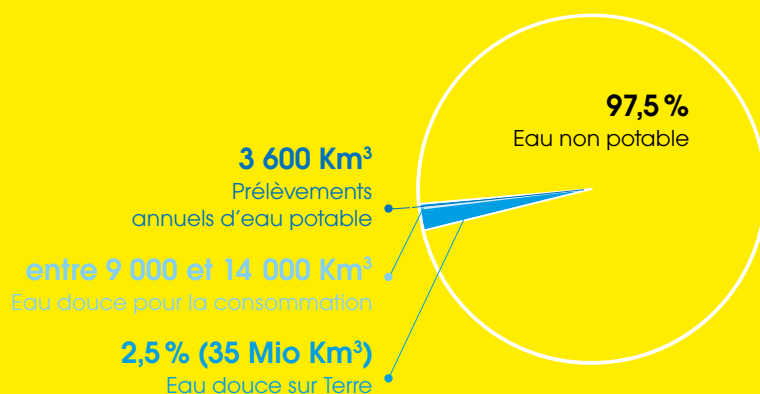


Tableau 3 : Proportion de la population ayant accès à des sources d'eau améliorées et à l'assainissement dans les pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise (en pourcentage)

	Accès Eau potable			OMD		Assainissement			OMD	
	N	U	R	2010	2015	N	U	R	2010	2015
Afrique										
Burkina Faso	79	95	73	21	28	17	50	6	83	46
Cap-Vert	88	90	85	12	NC	61	73	43	39	NC
Mali	64	87	51	36	36	22	35	14	78	42
Namibie	93	99	90	7	18	32	57	17	68	38
Niger	49	100	39	51	32	9	34	4	81	47
Sénégal	72	93	56	28	19	52	70	39	48	31
Amérique latine										
El Salvador	88	94	76	12	13	87	89	83	13	12
Nicaragua	85	98	68	15	13	52	63	37	48	28
Asie										
Laos	67	77	62	33	NC	63	89	50	37	NC
Vietnam	95	99	93	5	21	76	94	68	24	31

N : au niveau national

U : dans les zones urbaines

R : dans les zones rurales

Les projets appuyés par LuxDev : huit éléments clés de la logique d'intervention

LuxDev appuie des projets d'eau potable et d'assainissement dans la plupart des pays partenaires, que ce soit sous forme de projets spécifiques ou sous forme de composantes de projets plus larges de développement rural ou régional. Les exemples présentés reflètent les éléments clés de la logique d'intervention des projets bilatéraux luxembourgeois :

- appui à la politique nationale : les projets s'inscrivent tous dans la politique sectorielle du pays partenaire, dont ils viennent appuyer la mise en œuvre. Dans la plupart des cas, les projets travaillent directement en faveur ou au sein de l'organisme public ou parapublic chargé de l'approvisionnement en eau potable ;
- renforcement des capacités : les projets appuyés par LuxDev consacrent une place prépondérante au renforcement des capacités du partenaire, qu'il s'agisse de capacité technique, opérationnelle, administrative ou de gestion. L'assistance technique fournie par l'Agence reste à cet égard primordiale ;
- investissements directs : les projets comportent tous d'importants investissements en travaux et équipements pour la création ou l'amélioration de réseaux d'eau potable ; les zones d'intervention sont principalement des zones rurales qui ne sont pas forcément les plus rentables en termes de retour sur investissement, mais où la notion de service public est essentielle ;
- formation : en plus du renforcement des capacités du partenaire, les projets comportent tous un volet formation, que ce soit pour le personnel technique de l'opérateur ou pour la sensibilisation des bénéficiaires aux aspects d'hygiène, de prix de l'eau ou d'assainissement ;
- efficacité, efficience et tarification : les projets prennent en compte la dimension financière des réseaux en cherchant à en optimiser les opérations et à améliorer la gestion technique, administrative et commerciale des systèmes. Le maintien du prix de l'eau à des niveaux permettant l'accès de tous les usagers, quel que soit leur niveau de ressources, est un facteur déterminant ;
- appui à la décentralisation : les interventions se situent en zones rurales ou semi-urbaines et, de fait, l'appui aux opérateurs locaux ou déconcentrés constitue un appui au processus de décentralisation

qui renforce les centres de décision et de gestion locaux ou régionaux, plus proches des besoins des usagers ;

- participation des usagers : les usagers participent activement aux projets, notamment par le biais des comités d'usagers qui sont créés pour la gestion des forages en zone rurale ou à travers les actions de sensibilisation ;
- assainissement : l'assainissement accompagne de façon systématique les projets d'eau potable car les deux thèmes sont intimement liés ; l'amélioration de la qualité de l'eau n'est pérenne que si elle s'accompagne de mesures visant à réduire le risque de maladies hydriques et de contamination.



Nicaragua El Salvador

Investissements directs et renforcement des capacités de l'opérateur public au niveau régional.



Jean-Louis Augeras

Conseiller technique principal
du projet «Agua Las Segovias»

Le projet «*Agua Las Segovias*» au Nicaragua, qui s'est terminé en décembre 2011, visait à améliorer les conditions de vie et de santé de la population bénéficiaire. La zone d'intervention concernait les centres urbains de 20 localités des départements de Nueva Segovia, Madriz et Estelí, situés au Nord-Est de la zone centrale du Nicaragua. La population bénéficiaire du projet correspond à la totalité des habitants de ces centres urbains, estimés à 234 535 personnes à fin 2011 qui sont réparties en 13 petits centres urbains (moins de 5 000 habitants), cinq centres urbains de taille intermédiaire (de 5 000 à 40 000 habitants) et deux centres urbains importants (plus de 40 000 habitants).

La quasi-totalité des actions du projet, à l'exception des aspects d'éducation à l'usage rationnel de l'eau et à la protection de l'environnement et des infrastructures d'assainissement individuel, concernaient le renforcement des moyens humains, des équipements et des infrastructures dont dispose l'entreprise publique nicaraguayenne ENACAL pour assurer un service de qualité qui satisfasse les besoins de ses usagers.

Renforcement des capacités

Le renforcement des capacités de gestion d'ENACAL s'est traduit par la mise à jour et la géoréférenciation de l'inventaire cadastral, technique et commercial dans la zone de cou-

verture du projet, par la formation de jeunes ingénieurs à fort potentiel bénéficiant du tutorat direct de l'assistance technique du projet, ainsi que de formations pratiques et théoriques, et par la formation du personnel de base (opérateurs, plombiers, responsables de filiales locales) dans les domaines de l'exploitation et de la maintenance des systèmes d'eau potable. Le renforcement des capacités s'est aussi traduit par le perfectionnement progressif et l'adoption par ENACAL, au niveau national, d'un système d'indicateurs de gestion de référence, permettant d'alimenter et de consulter en ligne les données de toutes les unités d'exploitation de l'entreprise, leur évolution dans le temps, leur consolidation au niveau départemental ou national ayant finalement eu l'effet d'un catalyseur de tous les efforts visant à améliorer les performances opérationnelles d'ENACAL.

Les autres contributions du projet correspondent à la dotation de moyens d'intervention, à la réingénierie des systèmes de production et de distribution d'eau potable et à la construction des infrastructures correspondantes, dans le cadre de schémas directeurs intégrant les perspectives de développement de ces systèmes jusqu'à l'horizon 2030.

L'impact du projet se mesure surtout en termes de couverture «effective»,

bien plus que quantitative, dans le cadre d'un processus d'amélioration continue des services, tant au niveau de l'efficacité des infrastructures que de la formation du personnel d'exploitation.

Gestion déléguée

Le projet n'a pas modifié le mode de gestion préexistant dans le cadre de la délégation à ENACAL, par les municipalités, de leur compétence sur l'eau et l'assainissement.

Les tarifs de l'eau et de l'assainissement n'ont pas été fixés dans le cadre du projet. Il s'agit de tarifs nationaux préexistants. Il y a une différence entre la capitale Managua et les départements, et une logique de progression tarifaire par tranche de consommation mensuelle croissante. Le prix moyen reste toutefois modeste (4,85 NIO/m³, soit environ 0,2 USD/m³) et insuffisant pour couvrir les coûts d'exploitation d'ENACAL. Le service est donc subventionné par le budget général de l'État. Un tarif indexé sur les coûts d'exploitation réels de chaque système serait souhaitable, mais sa mise en place n'est pas à l'ordre du jour. Toute initiative en matière tarifaire aurait supposé une intervention au niveau institutionnel et politique allant au-delà du champ d'action du projet et s'adressant à d'autres contreparties que l'entreprise exploitante ENACAL.

Ce thème mérite une réflexion en profondeur et on ne peut pas aborder l'amélioration des performances de l'exploitation d'une entreprise de service des eaux sans prendre en compte les aspects liés à ses ressources financières et donc à la tarification et à ses conséquences économiques et sociales sur la population. Dans le cas particulier d'ENACAL et du Nicaragua, l'amélioration de la solidité financière de l'entreprise, dans le contexte difficile d'une politique de réduction de

la pauvreté, passe nécessairement par une étude tarifaire minutieuse et l'application d'une tarification modulable en fonction d'une part des exigences techniques et financières spécifiques à chaque système, et d'autre part de la caractérisation et de la stratification socio-économique de la population desservie. Ces éléments ont manqué à une approche plus complète de l'intervention de la Coopération luxembourgeoise dans le cadre du secteur de l'eau et de l'assainissement au Nicaragua.

Gestion environnementale et préservation des ressources hydriques

Le thème de l'environnement, même s'il ne fait pas partie de la formulation explicite de l'objectif spécifique du projet, est forcément pris en compte quand la production d'eau potable et l'assainissement des eaux usées sont au centre des préoccupations, impliquant une interaction directe avec le milieu naturel en termes de prélèvement ou de restitution de ressources hydriques.

D'une manière générale, le thème de la préservation des ressources hydriques a fait l'objet d'un important travail de sensibilisation des usagers à l'usage rationnel de l'eau, effectué par le projet et l'équipe de promoteurs locaux d'ENACAL. Ce travail a notamment inclus la mise en place d'installations pilotes de comptage individuel et de suivi fin de la consommation en eau potable dans les localités où l'indice de comptage était faible ou nul, permettant ainsi d'établir des exemples concrets d'impact sur la consommation des principales mesures d'économie applicables à la consommation domestique. Par la suite, cette sensibilisation a été renforcée par la conception d'une série de quatre messages vidéo visant d'une part à éduquer la population bénéficiaire aux mesures simples

permettant un usage économe de l'eau potable, et d'autre part à attirer l'attention sur les conséquences désastreuses de son gaspillage et de l'atteinte aux équilibres naturels qui permettent le renouvellement de la ressource (pollution, déboisement).



Sénégal

Renforcement des capacités techniques et de gestion.



Taïrou Ndiaye

Directeur national du programme
« Accès à l'eau potable et à
l'assainissement dans les zones
rurales des régions de Thiès et
Louga »

Le programme « Accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les zones rurales des régions de Thiès et Louga » comprend la réalisation de 14 adductions d'eau multi-villages, l'équipement de 27 sites ruraux multi-villages de systèmes individuels et publics d'assainissement, et le renforcement du cadre d'intervention au niveau national dans le cadre du Programme d'Eau potable et d'Assainissement du Millénaire (PEPAM).

La valeur ajoutée du programme se trouve dans le renforcement des capacités d'exécution des services techniques, des collectivités locales, des communautés de base et du secteur privé, dans le renforcement des capacités de gestion des associations d'usagers des forages (ASUFOR) et dans l'appui à la mise en place du dispositif opérationnel de suivi-évaluation du PEPAM.

Bénéficiaires

Grâce au programme, 94 000 personnes dans 206 villages bénéficient de l'accès à l'eau potable, et 68 000 habitants dans 342 villages bénéficient de l'accès à l'assainissement. Les membres de 27 associations d'usagers de forages ont été formés et organisés dans le cadre de la nouvelle politique nationale axée sur le transfert de la maintenance et le développement de partenariats public privé pour la gestion des systèmes d'eau potable.

Les études socio-économiques réalisées indiquent que la plupart des bénéficiaires tirent leurs revenus de l'agriculture. Les revenus moyens sont de l'ordre de 765 000 XOF par an, soit moins de 1 200 EUR. Ces revenus sont insuffisants pour faire face aux dépenses courantes et sont souvent complétés par les apports des migrants.

D'une manière générale, 80 % de l'eau produite est destinée à la consommation humaine et 20 % au cheptel.

Tarification

Le travail d'animation, d'éducation et d'information mené par le bureau d'ingénierie sociale qui accompagne les populations bénéficiaires et les services déconcentrés de l'hydraulique de Thiès et Louga, a abouti à la compréhension par tous les usagers de leurs rôles respectifs et des enjeux dans le processus de fixation de la tarification de l'eau.

Les tarifs sont de 350 XOF (0,53 EUR) le m³ vendu au niveau du branchement privé et de 400 XOF (0,6 EUR) le m³ vendu au niveau de la borne-fontaine publique en incluant 50 XOF de rémunération du fontainier. Ce niveau de prix a le mérite de sécuriser le paramètre économique, clé de la durabilité des installations.

S'agissant de l'assainissement, les populations participent financièrement ou en nature à la réalisation

des différentes installations. Les tarifs s'échelonnent de 4 500 XOF pour un lavoir ou un puits, à 8 500 XOF pour une latrine ventilée et 12 000 XOF pour une toilette à chasse manuelle.

Du point de vue institutionnel, l'objectif gouvernemental d'une plus grande implication du secteur privé dans la gestion des infrastructures tarde à prendre corps. Le transfert de la maintenance des forages ruraux motorisés a été abandonné au profit d'un schéma articulé autour d'artisans réparateurs.



Cap-Vert

Amélioration des fonctions de l'opérateur Aguabrava et renforcement sectoriel.



Arnaud Nouviale

Conseiller technique Principal du projet « Eau et Assainissement Fogo et Brava »

Le projet « Eau et Assainissement Fogo et Brava » apporte un appui à la société Aguabrava, chargée de la production et de la distribution d'eau dans les îles de Fogo et Brava. Cet appui constitue un ensemble visant à renforcer les différentes fonctions de l'entreprise.

Le renforcement des capacités comprend la réalisation d'un diagnostic sur le fonctionnement de l'entreprise, la formation et la restructuration des ressources humaines et la fourniture d'équipements, en plus d'une assistance technique internationale pour assurer la mise en place d'une gestion rigoureuse et professionnelle des aspects commerciaux et financiers.

Les investissements en infrastructures visent à optimiser les infrastructures de production et distribution d'eau en réduisant les pertes d'eau, améliorant la qualité du service et assurant une meilleure maîtrise technique des installations.

Bénéficiaires

Aguabrava compte 8 500 clients dont environ 80 % possèdent un branchement à domicile, les autres étant approvisionnés via des points de distribution publics. Environ 60 % de la population vit dans de petites villes ou des villages. Les familles sont en moyenne composées de 5,5 membres, ce qui représente une population bénéficiaire totale d'environ 46 750 personnes.

Accès à l'eau potable

Il s'agit d'un objectif essentiel du projet, même si sur les îles de Fogo et Brava, l'ensemble de la population a déjà accès à une source d'eau potable. La différence se fait sur le niveau de service, entre une borne-fontaine publique et un branchement domiciliaire, par exemple. Aguabrava espère pouvoir desservir à domicile 90 % de la population des deux îles pour 2015. Le projet accompagne Aguabrava en ce sens. Le branchement domiciliaire correspond à un niveau de service élevé désiré par la majorité de la population, qui abolit la corvée d'eau et reste économiquement plus intéressant pour l'entreprise exploitante. Le projet veille à ce que ce développement se fasse graduellement, afin que l'entreprise puisse suivre commercialement, techniquement et économiquement cette évolution. Des investissements très lourds sont en effet nécessaires pour étendre la portée du réseau d'eau potable et ces investissements doivent pouvoir être absorbés et amortis par l'entreprise. De même, la facturation à domicile est un exercice spécifique qui faut pouvoir maîtriser, au risque de mettre en danger l'équilibre financier de l'entreprise.

Usage de l'eau

Environ 40 % de l'eau distribuée est à usage agricole, le reste à usage domestique. Le prix de l'eau d'irriga-

tion, fixée nationalement à des tarifs avantageux, fait que ces 40% des volumes ne représentent que 15% des recettes.

Pour les usages domestiques, les populations locales ont toujours été habituées à la rareté de l'eau (pluviométries très faibles, ressources souterraines difficiles d'accès). Malgré l'arrivée du service domiciliaire, la consommation moyenne des ménages reste basse, de l'ordre de 3 m³ par mois, ce qui représente une facture moyenne par famille d'environ 9 EUR. Enfin, dès que la saison le permet, les familles récupèrent l'eau de pluie dans des citernes et réceptacles divers.

Mode de gestion

Aguabrava est une entreprise publique. Elle est délégataire de la mission publique de distribution de l'eau potable imputée officiellement aux communes. Sous l'impulsion du projet, et afin de pouvoir jouir de plus d'autonomie de fonctionnement, Aguabrava a récemment obtenu le statut de Société Anonyme de droit public.

Tarification

La tarification de l'eau est un facteur clé de toute entreprise distributrice. Pour aider Aguabrava à facturer au plus juste l'eau distribuée, le projet a développé un logiciel de simulation tarifaire. Basé aussi bien sur des indicateurs techniques (infrastructures), qu'économiques (évolution des coûts de l'énergie et des équipements), sociologiques (typologie et niveau de revenus des foyers) et commerciaux (consommation en eau, niveau de facturation), le logiciel permet de calculer le prix dit « juste » qui permette un équilibre des comptes de l'entreprise tout en respectant la capacité de paiement de la population cliente.

La première réforme tarifaire a été proposée pour Fogo et Brava en 2011. Après avoir travaillé au redressement des indicateurs commerciaux et techniques de l'entreprise, une proposition de hausse des tarifs a été émise fin 2011 à l'organisme régulateur du secteur (ANAG) ; elle est encore en cours d'approbation. Cette hausse de tarif a surtout pour objectif de compenser les pertes financières enregistrées sur la vente de l'eau d'irrigation, ainsi que la hausse importante du prix de l'énergie au cours des dernières années. Dans le souci de ne pas augmenter la charge financière pesant sur les foyers les plus défavorisés, les tarifs sociaux restent en vigueur.

La tarification de l'eau est aussi un moyen efficace de lutter pour la préservation de la ressource. Dans un contexte de stress hydrique comme au Cap-Vert, il est primordial de ne pas gaspiller l'eau. Ainsi, des tarifs progressifs sont appliqués en fonction du niveau de consommation, Plus on consomme, plus l'eau coûte cher.

Environnement

La question environnementale est importante surtout pour l'exploitation durable de la ressource. Celle-ci étant limitée, l'objectif reste d'en rationaliser le plus possible l'utilisation (diminution des pertes).

Dans le nouveau projet sectoriel qui débute en 2012 et dont une partie représente une suite au projet actuel, l'aspect énergétique est abordé. Pour répondre à des préoccupations économiques (prix de l'eau) et environnementales (émission de CO₂), un investissement important est prévu pour la production d'énergies renouvelables.

Stratégie nationale

La Coopération luxembourgeoise intervient dans le domaine de l'eau au Cap-Vert depuis presque 10 ans.

Son investissement est sans cesse croissant. À travers ces projets, LuxDev a toujours milité au niveau central pour relever les incohérences et les défaillances du secteur. En pratique les projets ont toujours montré à travers des exemples concrets la voie à suivre pour l'amélioration des services.

Le projet sectoriel d'appui à la gestion intégrée des ressources hydriques

Ce projet dont l'exécution démarre en 2012 a pour objectifs d'améliorer l'accès à l'eau potable à Brava, Fogo et Santiago, de fournir un appui aux municipalités des trois îles pour développer significativement l'accès à un assainissement approprié, et d'appuyer la mise en place de la réforme du secteur et le renforcement des capacités. Il vient en appui à la réforme majeure du secteur de l'eau et de l'assainissement que le gouvernement du Cap-Vert met en œuvre. Cette réforme verra notamment la création de l'Agence nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANAS) qui sera chargée du pilotage de l'ensemble du secteur.



Implication des bénéficiaires à toutes les étapes des projets d'eau potable.



Peter Kurt Hansen

Conseiller technique Principal du projet « Amélioration des Revenus et de la Gouvernance dans la Province de Bolikhamxay »

La Coopération luxembourgeoise soutient depuis 1999 le développement rural dans la province de Bolikhamxay, au centre du Laos. Le projet actuel, qui a débuté en 2010, intervient dans 60 des villages les plus pauvres de la province. Il s'intéresse en priorité aux 25 000 personnes qui vivent avec moins de 0,5 EUR par jour, c'est-à-dire les personnes en situation de pauvreté extrême. La plupart de ces personnes vivent dans de petites communautés dispersées dans la montagne, qui regroupent de 60 à 120 familles. Celles-ci subsistent grâce à la culture du riz d'altitude sur des pentes abruptes, à quelques cultures de rente et à l'élevage d'un peu de bétail.

L'approvisionnement en eau se fait traditionnellement dans les rivières avoisinantes ou par des puits peu profonds, ce qui signifie que l'eau est rarement propre et qu'elle est souvent insuffisante en saison sèche.

Améliorer l'accès à des sources d'approvisionnement propres et fiables constitue une des priorités du projet et environ 10% du budget total est dédié à cette activité. Il s'agit aussi d'une façon efficace d'améliorer la santé des personnes par la suppression de la consommation d'eaux contaminées, l'amélioration de l'hygiène générale et l'installation de latrines. Qui plus est, ces progrès

sont équitables, car ils profitent à la communauté tout entière, en particulier aux femmes et aux jeunes filles qui sont chargées de la collecte et du traitement de l'eau. L'investissement moyen du projet dans les systèmes d'eau et d'assainissement est de 30 EUR par bénéficiaire.

Le projet intervient dans les zones montagneuses; il est ainsi possible de capter l'eau à partir de petits ruisseaux dans la forêt et de l'amener par gravité, sur des distances de 2 à 4 km, jusqu'à un réservoir construit sur les hauteurs du village et ensuite de la distribuer par réseau dans le village. Les bornes-fontaines publiques desservent en général 10 à 12 foyers et les villageois peuvent à leurs frais installer des connections domiciliaires.

Il est important que les communautés soient bien préparées à la maintenance des systèmes d'eau potable. Pour cela, les villageois sont impliqués dans le projet dès la phase de planification. Ce sont en général eux qui identifient les meilleurs points de captage car ils savent à quel endroit l'eau est propre et le débit constant tout au long de l'année. Ceci implique aussi qu'ils soient d'accord pour protéger la forêt en amont du point de captage et pour empêcher les animaux de s'en approcher.

Le fait de les impliquer dans la construction du système d'eau

potable permet de s'assurer qu'ils ont le savoir-faire requis pour en effectuer la maintenance et la réparation. Il reste cependant des aspects à améliorer, en particulier en ce qui concerne la tarification, l'évacuation des eaux usées et la réalisation des connections domiciliaires en bonne et due forme. En saison sèche, il est souvent nécessaire de s'assurer que l'eau est utilisée de façon rationnelle, en évitant les fuites et les robinets restant ouverts. Le projet incite aussi les communautés à lever une faible redevance mensuelle pour la maintenance des réseaux d'eau potable. Bien que la redevance ne couvre que les coûts d'une maintenance sommaire, elle permet néanmoins de faire progresser l'idée que l'eau n'est pas un service public gratuit. Le projet cherche à instaurer un véritable système de paiement de la maintenance qui devrait aussi s'appliquer aux villages qui n'ont pas bénéficié du projet. Ces mesures de post-installation requièrent une bonne gestion communautaire et le soutien des autorités locales. C'est pour cette raison que le projet continue de suivre les réseaux et d'appuyer les communautés et les autorités de district après la phase de construction.



Vietnam

Interventions en Zones urbaines et rurales de la Province de Nghe An.



Hans Bissdorf

Conseiller technique Principal du projet « Développement rural dans l'Ouest de la Province de Nghe An »

L'approvisionnement en eau potable a joué un rôle important dans les projets appuyés par la Coopération luxembourgeoise dans la province de Nghe An depuis 2000. Un réseau urbain a ainsi été réalisé entre 2000 et 2003, deux réseaux de moyenne envergure et huit réseaux de petite envergure ont été exécutés entre 2004 et 2007. Le projet actuellement en cours d'exécution construit un réseau d'approvisionnement en eau de taille moyenne et trois réseaux plus petits.

Ces projets concernent à la fois des villes et des villages. Ils couvrent toute

une gamme d'investissements, allant de stations de pompage complexes avec des unités de traitement qui fournissent de l'eau à plus de 8 500 personnes, aux simples puits qui ne desservent que quelques foyers. Les 15 réseaux réalisés par le projet comptent environ 21 000 bénéficiaires.

Dans les zones urbaines, l'eau est fournie via des branchements domiciliaires et dans les zones rurales, les réservoirs communautaires s'avèrent mieux adaptés et plus économiques. En termes d'investissements, le coût est d'environ 68 EUR par usager pour les réseaux urbains et de 10 à 20 EUR par usager pour les systèmes avec réservoirs communautaires.

Les systèmes ruraux requièrent un fort engagement de la part des usagers pour en assurer la maintenance. La formation des usagers au fonctionnement et à la maintenance fait partie de l'appui fourni par les projets, en coordination avec les autorités locales. Les contributions requises de chaque foyer pour assurer la maintenance des systèmes d'eau potable peuvent s'avérer très lourdes pour les familles. Les gens sont conscients de l'importance de l'eau, mais s'attendent à ce que le gouvernement prenne en charge la maintenance et les budgets afférents.

Même avec les meilleures intentions, formations et dispositifs d'appui, le fonctionnement et la maintenance des systèmes constituent encore un

défi pour les projets. Certains systèmes d'eau potable réalisés par les projets antérieurs sont déjà hors d'usage, d'autres fonctionnent avec une capacité limitée ou requièrent d'importants travaux de réparation ou réhabilitation. Une explication à l'insuffisance de la maintenance est que les bénéficiaires n'ont apporté que des contributions en nature (3 à 5 kg de riz ou de maïs par foyer par an) qui sont trop faibles pour faire fonctionner une équipe de trois personnes, les achats en matériel étant financés par des contributions en espèces au cas par cas. Mais ce dispositif a mal fonctionné et les réparations ont souvent été trop tardives.

En dépit de ces difficultés, investir dans les systèmes d'eau est crucial, car en plus de fournir de l'eau potable, les systèmes permettent d'économiser le temps que les familles doivent passer à chercher de l'eau, souvent de mauvaise qualité, à des points d'eau éloignés. Ces investissements contribuent aussi à améliorer l'hygiène des foyers (toilette régulière et lessive) et permettent d'entretenir de petits potagers autour des maisons. Négliger ces besoins obligerait les gouvernements locaux à consacrer des investissements et des dépenses courantes plus élevés pour combattre les problèmes de santé.

Namibie

Amélioration de l'Accès à l'Eau potable en Zones rurales dans les Provinces de Omaheke et Otjozundjupa, Kavango et Caprivi.

LuxDev a soutenu deux projets d'accès à l'eau potable en Namibie. Un projet portait sur la fourniture d'eau potable aux communautés rurales de la région centrale du pays. Il a réhabilité 86 forages dans la région d'Omaheke et réalisé sept nouveaux forages dans la région d'Otjozundjupa. Il a formé les usagers à la gestion communautaire des points d'eau, ainsi que le personnel de la Direction de l'Approvisionnement en Eau rurale. Par ailleurs, le projet a appuyé la réhabilitation de huit barrages en terre, ainsi que la construction de huit nouveaux barrages. D'une manière générale, l'eau fournie par le projet est utilisée à la fois pour la consommation humaine et le bétail.

L'autre projet avait pour objet d'appuyer le processus de décentralisation de la Direction de l'Approvisionnement en Eau potable dans les provinces de Kavango et Caprivi. Le processus de décentralisation ayant été suspendu par les autorités namibiennes peu après le démarrage du projet, celui-ci s'est de fait concentré sur l'amélioration de l'accès à des sources d'eau améliorées en zone rurale. Il a notamment appuyé le forage et la réhabilitation de 73 points d'eau dans les régions de Kavango et Caprivi, la formation de comités d'usagers de 75 points d'eau, l'amélioration de la base de données du Système d'Information de l'Eau rurale géré par la Direction de

l'Approvisionnement en Eau rurale et de Coordination de l'Assainissement, la formation du personnel de vulgarisation et de maintenance de cette même direction, et la fourniture de matériel de bureau et de transport.

Le projet a mené de front le programme d'installation de nouveaux points d'eau et le renforcement des capacités de la Direction de l'Approvisionnement en Eau rurale et de Coordination de l'Assainissement, ce qui lui a permis d'atteindre son objectif initial en empruntant d'autres voies.



Kosovo

Appui institutionnel et technique pour le Système d'Approvisionnement en Eau de Mitrovica.

Le projet a pour principales activités de remplacer les anciens éléments en mauvais état du réseau de distribution d'eau potable de la ville de Mitrovica et de segmenter le réseau en créant des zones de comptage et de pression par district.

Le second axe d'intervention du projet est de renforcer les capacités techniques et de gestion de la Compagnie régionale des Eaux de Mitrovica. Un inventaire des avoirs de la société a été réalisé, une base de données des clients va être élaborée et les informations recueillies vont être intégrées dans un système d'informations géographique. Parallèlement, le projet va contribuer à améliorer le système de facturation et la comptabilité de la compagnie, et renforcer son service clientèle.

Niger

Soutien aux Initiatives communales d'Eau et d'Assainissement scolaire.

Avec le financement de la Facilité ACP-UE pour l'Eau, LuxDev a appuyé, à travers le projet NIG/116, l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable, de l'accès à l'assainissement et de l'enseignement en matière d'hygiène, d'assainissement et d'environnement dans les écoles du département de Boboye.

Cette action a été conçue en complément aux projets soutenus par la Coopération luxembourgeoise dans la même région. Le projet a ciblé 101 écoles dont 98% ont été dotées d'un point d'eau moderne. En parallèle, 132 autres points d'eau ont été réalisés pour répondre aux besoins des populations avoisinantes. 140 latrines scolaires, 495 latrines familiales et huit latrines communautaires ont aussi été réalisées.

Le projet a aussi contribué à renforcer les capacités des communes en termes de maîtrise d'ouvrage pour les aspects eau et assainissement et il a mené deux campagnes d'information – éducation – communication sur les thèmes eau, hygiène et assainissement, avec le concours d'organisations non gouvernementales locales. Ces campagnes ont donné lieu à des initiatives que le projet a appuyées en matière de formation aux techniques de fabrication de savon, de construction de latrines familiales, d'aménagement des alentours des points d'eau traditionnels et d'acquisition de matériels de salubrité.



Ces exemples montrent comment les projets de la Coopération luxembourgeoise répondent aux grands défis du secteur: permettre à tous d'avoir accès à l'eau et à l'assainissement à des conditions tarifaires et de qualité de service satisfaisantes. Ils reflètent aussi la grande diversité des situations en fonction des pays et des conditions locales et soulignent la capacité d'adaptation dont fait preuve LuxDev pour mener à bien les interventions.

Les projets se concentrent principalement dans les zones rurales où la couverture est la plus faible et où l'opérateur national, et a fortiori le secteur privé, ne sont pas toujours prêts à investir, que ce soit en raison de l'éloignement, des conditions de terrain difficiles ou de la faible rentabilité immédiate des investissements. Ces interventions revêtent donc un aspect social important en favorisant l'accès universel à l'eau potable, en particulier pour les populations les plus pauvres qui sont celles qui pâtissent le plus des difficultés d'accès.

La dimension sociale est renforcée par la participation des bénéficiaires à tout le processus de planification des infrastructures comme c'est le cas au Laos ou par les actions d'information, éducation, communication envers les bénéficiaires et par la mise en place de comités d'usagers comme au Sénégal. Cette participation, outre le fait de reconnaître la place des bénéficiaires dans leur processus de développement, est aussi un moyen de s'assurer de la pérennité des investissements en impliquant les usagers dans la gestion et la maintenance des installations.

La dimension économique n'est pas en reste et revêt deux aspects. Les prix de l'eau tiennent compte des faibles capacités financières des populations bénéficiaires et sont établis pour permettre au plus grand nombre d'avoir accès à l'eau potable, tout en préservant la durabilité des installations. L'assistance technique fournie aux opérateurs publics permet de développer leurs capacités techniques, managériales et commerciales et renforce ce modèle de gestion publique face au tout privé.

Conclusion

Les enjeux du futur: l'accès pour tous aux biens globaux

L'accès pour tous aux biens globaux sera un des enjeux majeurs du futur: accès à l'eau potable et l'assainissement mais aussi accès à des solutions énergétiques appropriées, efficaces et propres.

2012 a d'ailleurs été proclamée «Année internationale de l'énergie durable pour tous» par les Nations unies. Elle est «l'occasion de sensibiliser à l'importance d'améliorer l'accès durable à l'énergie, l'efficacité énergétique, et l'énergie renouvelable au niveau local, régional et international. Les services énergétiques ont un effet profond sur la productivité, la santé, l'enseignement, les changements climatiques, la sécurité alimentaire et la sécurité de l'approvisionnement en eau ainsi que les services de communications. C'est pourquoi l'absence d'accès à une énergie propre, abordable et fiable entrave le développement humain, social et économique et constitue un obstacle majeur à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Pourtant, 1,4 milliard de personnes n'ont pas accès à une énergie moderne, tandis que trois milliards de personnes dépendent de la biomasse traditionnelle et du charbon comme source principale de combustible¹⁵ ».

En Afrique, l'accès à l'énergie est un problème majeur qui freine considérablement le développement des capacités productives, que ce soit dans les secteurs de l'agriculture, de l'artisanat, de l'industrie ou des services. À l'heure actuelle, 80% de la population

africaine (hors Afrique du Sud) dépend de la biomasse, principalement du bois et du charbon de bois, pour se chauffer ou faire la cuisine, avec les risques pour la santé et l'environnement que cela comporte. Tout comme pour l'eau potable et l'assainissement, les populations pauvres vivant en milieu rural sont les moins bien desservies en sources d'énergie. Bien que des solutions alternatives aux énergies fossiles ou au bois existent, leur accès est souvent limité par les questions de coût.

La Coopération luxembourgeoise a adopté une approche innovante en lançant une étude d'opportunités sur le financement durable de l'accès à l'énergie pour les ménages à bas revenus et les micro-entreprises, qui combinerait la micro-finance et la finance carbone. Il s'agira de tester l'hypothèse selon laquelle les moyens et instruments financiers sont très limités dans les pays les moins avancés et que face au désintérêt du secteur privé et bancaire pour le financement de projets d'énergie renouvelable au bénéfice des plus démunis, l'aide publique au développement a un rôle à jouer dans le financement et la construction d'un tissu d'institutions de microfinance spécialisées et innovatrices, dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et le changement climatique.

La Coopération luxembourgeoise soutient la recherche de solutions innovantes qui mobilisent les ressources et les savoir-faire provenant de divers horizons pour répondre aux enjeux du futur.

¹⁵ <http://www.un.org/fr/events/sustainableenergyforall/>

Carte blanche

à André Weidenhaupt

Directeur à l'Administration de la Gestion de l'Eau | Luxembourg

L'accès à l'eau potable était pendant longtemps l'objectif phare des politiques de coopération au développement dans le domaine de la gestion de l'eau, ceci parce que l'eau est une ressource indispensable à toute vie et est étroitement lié aux objectifs humanitaires de santé et d'hygiène publique. Pendant une certaine période ces politiques se limitaient à la mise à disposition d'une quantité minimale d'eau potable sans s'occuper de l'assainissement ni d'une planification locale voire régionale. L'assainissement était même qualifié comme un luxe dont l'accessibilité se limitait aux parties de la planète qui disposaient des moyens financiers suffisants pour la mise en œuvre.

Depuis un certain temps cette approche a radicalement évolué et un assainissement adéquat de base adapté aux besoins locaux fait depuis lors partie intégrante d'une approche intégrée en matière de gestion de l'eau dans le contexte de mise en œuvre des politiques de coopération au développement. Les projets dans le domaine de l'eau réalisés par LuxDev dans le contexte de la Coopération bilatérale luxembourgeoise dans les pays partenaires se caractérisent par cette approche binomiale ce qui est reflété à de multiples endroits dans ce rapport annuel. Cette politique d'intégration de l'assainisse-

ment dans chaque projet exécuté par LuxDev dans le contexte d'accessibilité à l'eau potable met en avant ce double enjeu de santé publique. Ainsi, le couplage de l'accès à l'eau potable propre à un assainissement adéquat et adapté engendre une amélioration considérable de la situation d'hygiène personnelle, domestique et collective. Une approche intégrée de l'assainissement et de la gestion des eaux usées, incluant la collecte, le traitement, le suivi et la réutilisation, est essentielle non seulement pour prévenir les maladies liées à l'eau, mais aussi pour lutter contre la dégradation des écosystèmes.

Au niveau mondial l'accès à l'eau potable et à l'assainissement fait partie des Objectifs du Millénaire pour le Développement et constitue un droit de l'homme suite à l'adoption de résolutions par l'Assemblée Plénière des Nations unies en 2010. Ces engagements ont par ailleurs été réaffirmés lors du 6^e Forum Mondial de l'Eau à Marseille au niveau de la Déclaration ministérielle adoptée le 13 mars 2012 par les ministres et chefs de délégation des 140 pays ayant participé à cet événement mondial qui s'est voué cette fois-ci à la recherche de solutions.

Une approche de coopération bilatérale ne se limite certainement pas à une simple mise en place d'infrastructures d'adduction d'eau potable ou de points d'eau, ni d'infrastructures

adaptées d'assainissement. Dans le contexte des projets concernant l'accès à l'eau potable et à un assainissement adapté, la planification et la coordination locales jouent un rôle important parce qu'elles impliquent toutes les parties prenantes. Un tel partenariat doit non seulement adresser les aspects de mise en œuvre, mais aussi s'assurer d'une bonne gouvernance de tout le cycle de vie d'un projet d'eau potable et d'assainissement. Ainsi le suivi, la maintenance, mais aussi le financement, la régulation, le suivi organisationnel et technique ainsi que la redevabilité financière des services fournis se doivent d'être abordés dans un cadre robuste d'entente et de partenariat avec tous les acteurs impliqués. La participation, l'éducation, l'autonomisation et l'appropriation par les communautés constituent les piliers solides sur lesquels se construit la bonne gouvernance au niveau local dans les politiques de gestion de l'eau.

Tout comme au Luxembourg, la tarification de ces services ne doit pas constituer un sujet tabou dans les projets menés, mais il y a lieu d'y appliquer les concepts des 3T (tarifs, taxes et transferts) ainsi que le principe de la récupération soutenable des coûts tels que préconisés par l'OCDE dans le contexte des projets de coopération au développement dans le domaine de l'eau.

Si la politique de coopération au développement dans le domaine de l'eau se limite souvent à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, il ne faut pas perdre de vue le rôle primordial de l'eau dans certains autres secteurs, en l'occurrence l'alimentation, vu son rôle crucial pour l'agriculture, mais aussi le secteur de l'énergie. Pour garantir la sécurité alimentaire pour une population mondiale croissante, dans un contexte global de changements climatiques et de disponibilités quantitative et qualitative inégales des ressources en eau, une intégration plus avancée des politiques d'eau, d'énergie et de sécurité alimentaire s'impose au niveau mondial afin de permettre à la fois un usage efficace et la protection maximale des ressources en eau. Ceci est couronné de succès si on arrive à optimiser les synergies entre les trois secteurs à tous les niveaux et avec tous les acteurs.

Tout comme au Luxembourg, la tarification de ces services ne doit pas constituer un sujet tabou dans les projets menés.

Il est évident que la bonne gouvernance de l'eau requiert des plateformes multi acteurs et des cadres juridiques et institutionnels facilitant la participation démocratique de tous. Vu le rôle particulier des autorités locales mais aussi régionales dans le contexte du secteur de l'eau, les projets de coopération dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, il est primordial d'œuvrer vers le renforcement des capacités des acteurs par l'éducation et la formation (conti-

nue) qui jouent un rôle clé dans ce contexte. Une information adéquate et disponible dans un temps utile est cruciale pour permettre à toutes les parties prenantes de faire des choix informés et de participer activement au défi que constituent l'élaboration, la mise en œuvre et le contrôle des politiques d'eau et d'assainissement à tous les niveaux.

Le Luxembourg a une longue tradition de coopération dans le domaine de l'eau tant au niveau transfrontalier qu'international. Les expériences luxembourgeoises dans le domaine de l'eau ne se limitent bien évidemment pas aux sujets d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. La gestion de bassins entre États riverains au sein de commissions fluviales en constitue un exemple important au niveau international, tandis que les partenariats de cours d'eau et plus récemment les partenariats inondation sont les éléments phares de l'intégration des acteurs au niveau de la politique de l'eau luxembourgeoise. L'expérience luxembourgeoise dans ce domaine pourrait utilement contribuer dans de futurs projets de coopération exécutés par LuxDev. Suivant les priorités de la politique luxembourgeoise de la coopération au développement, LuxDev pourrait être amenée à mener des projets avec et entre les pays dans le domaine de l'eau visant à établir avec les acteurs concernés des plans de gestion permettant d'améliorer les écosystèmes aquatiques et terrestres et une gestion des catastrophes liées à l'eau telles que les inondations et les sécheresses intensifiées par les changements climatiques.

Biographie

André Weidenhaupt



André Weidenhaupt est né à Esch-sur-Alzette (Luxembourg) en 1966 et c'est aussi dans cette ville qu'il a effectué sa scolarité. Après avoir terminé ses études de chimie à l'Institut fédéral de Technologie de Zurich (ETH), il a poursuivi sa formation dans ce secteur qui allait devenir son domaine d'expertise privilégié : l'eau et l'assainissement.

C'est ainsi qu'il a acquis sa spécialisation en génie sanitaire et contrôle de la pollution de l'eau ainsi qu'un doctorat de l'Institut fédéral de Technologie de Zurich et de l'Institut fédéral suisse des Sciences et Technologies aquatiques.

Après avoir travaillé à l'ETH, André a donné cours de technologie de l'environnement à l'Université du Luxembourg, Institut supérieur de Technologie, pendant cinq ans avant de poursuivre sa carrière comme Directeur du CRTE (Centre de Ressources pour les Technologies de l'Environnement) spécialisé dans les domaines de la prévention de la pollution industrielle et du traitement des eaux usées.

Au cours de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE (2005), André Weidenhaupt a été nommé coordinateur REACH à la représentation permanente du Luxembourg auprès de l'UE à Bruxelles et a présidé le Groupe de travail REACH au sein du Conseil de l'UE.

Aujourd'hui, l'auteur de notre « carte blanche » est le directeur de l'Administration de la gestion de l'Eau, un poste qu'il occupe depuis 2005. Il est en outre depuis 2011 Président de la Commission internationale pour la Protection du Rhin et Membre du CA de LuxDev.

LuxDev is a member of



The vision of Train4Dev is to promote improved aid and development effectiveness for poverty reduction through enhanced donor harmonisation in the field of competence development and training.

Train4Dev's mission is to add value as facilitators of joint learning, open to donors and partners, in areas of high priority for aid and development effectiveness, by attaining the following objectives:

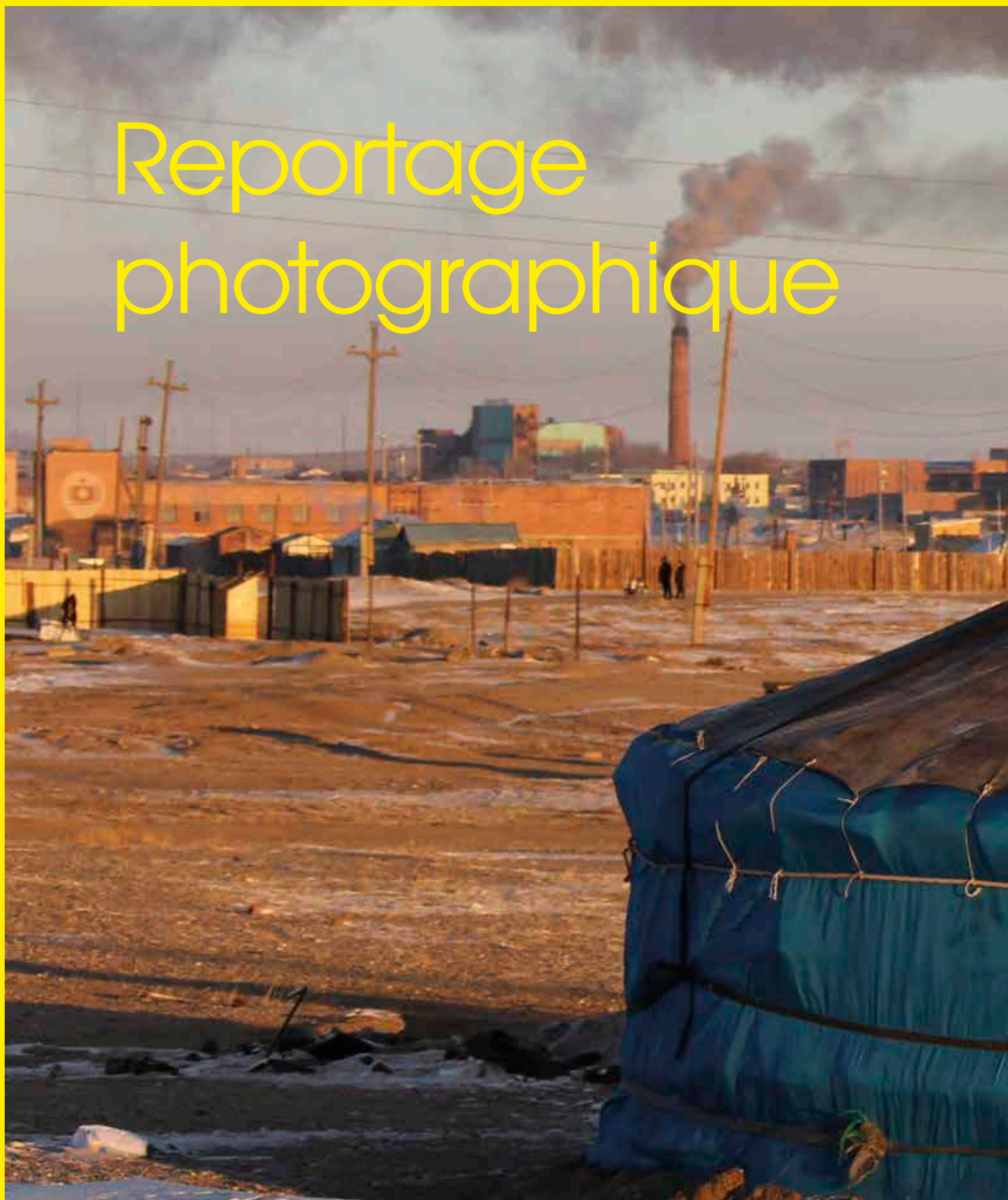
- developing and delivering of joint learning programmes;
- networking around specific thematic areas by making use of available resources;
- knowledge sharing and exchanging experiences on effective approaches to training and learning;
- promoting and sharing open courses within the network.

Train4dev is an open and flexible network in which all can contribute and personal involvement matters. All jointly developed training material is available as public goods.

Facilitating competency development together

www.train4dev.net

Reportage photographique







▲ **Lena van den Kerchove**
Mongolie

Ger (traditional tent) and Coal Smoke

Cette photo a été prise dans les alentours de Sainshand, capitale de la province de Dornogovi. Elle montre une Ger (tente mongole traditionnelle). En même temps, cette photo illustre la vie de plus de 80 % de Mongols, vivant dans les gers, sans eau courante et sans chauffage automatique. 60 % des habitants d'Oulan Bator (1 200 000 habitants) vivent encore dans des Gers. On chauffe avec du charbon, première cause de la pollution de l'air à Oulan Bator, qui fait d'elle la capitale la plus polluée du monde.



Richard Schmid
Mali

Eau à Djenné

Lorsque l'eau du robinet ne coule pas, c'est le seau ou la cruche qui feront l'affaire.



Erik Häggqvist
Laos

[Douche](#)

Des moines bouddhistes prennent un bain à la cascade de Luang Prabang.



Frédéric Rouffe
Cap-Vert

[Enfance rurale au Cap-Vert](#)

Enfant conduisant son âne sur l'île de Santo Antão.



▲ **Anne Desmedt**
Mongolie

Leçon privée

École publique de Tsetserleg, capitale provinciale d'Arkhangai Aimag en Mongolie.



► **Frédéric Rouffe**
Cap-Vert

Piscine improvisée

Ce type de réservoir d'eau se remplit pendant la saison des pluies et est destinée à l'arrosage des parcelles cultures à proximité. Il sert aussi de piscine au plus fort de la saison chaude (ici sur l'île de Santiago).

Étienne Bouvier
Mali

L'eau du Niger

Un groupe de jeunes femmes fait la lessive et la vaisselle sur la rive du Niger, en face de Ségou, au Mali. Le groupe coloré des femmes posé sur le fleuve, auquel répondent les couleurs du linge, résumant bien à quel point le Niger fait partie du quotidien des populations de ses rives.



Armen Čekić
Monténégro

Tout en un

Le lac de Plav, se trouvant dans la Municipalité de Plav au Nord du Monténégro.





▲ Étienne Bouvier
Mali

Le pêcheur

Un pêcheur lance son filet aux bords lestés sur le Niger, devant Ségou. L'eau du fleuve reste avant tout une source de nourriture ! J'aime le contraste entre son mouvement, et la tranquillité immobile des bandes bleues du fleuve, et au fond la dernière bande jaune d'un village bozo, aux maisons en paille, puis la ligne des manguiers, et le ciel blanc de chaleur.



Genc Gorani
Kosovo

Nous manquons peut-être d'eau...
... mais ça n'affecte pas notre amitié.



gagnants du concours

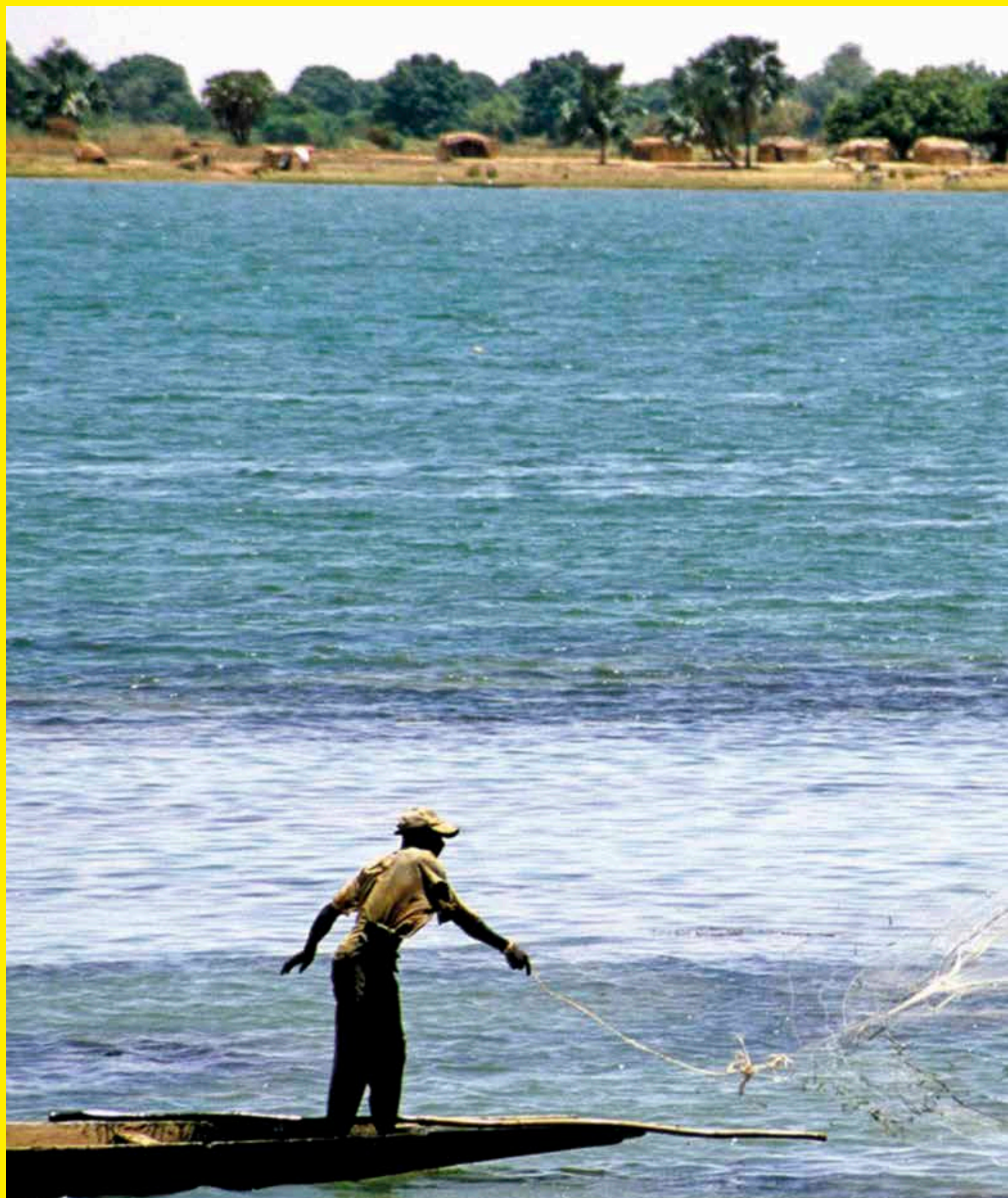
Le podium :

1^{re} place : Étienne Bouvier, Mali | p. 37

2^e place : Erik Häggqvist, Laos | p. 35

3^e place : Armen Čekić, Monténégro | p.37





Afrique



Burkina Faso

Cap-Vert

Mali

Namibie

Niger

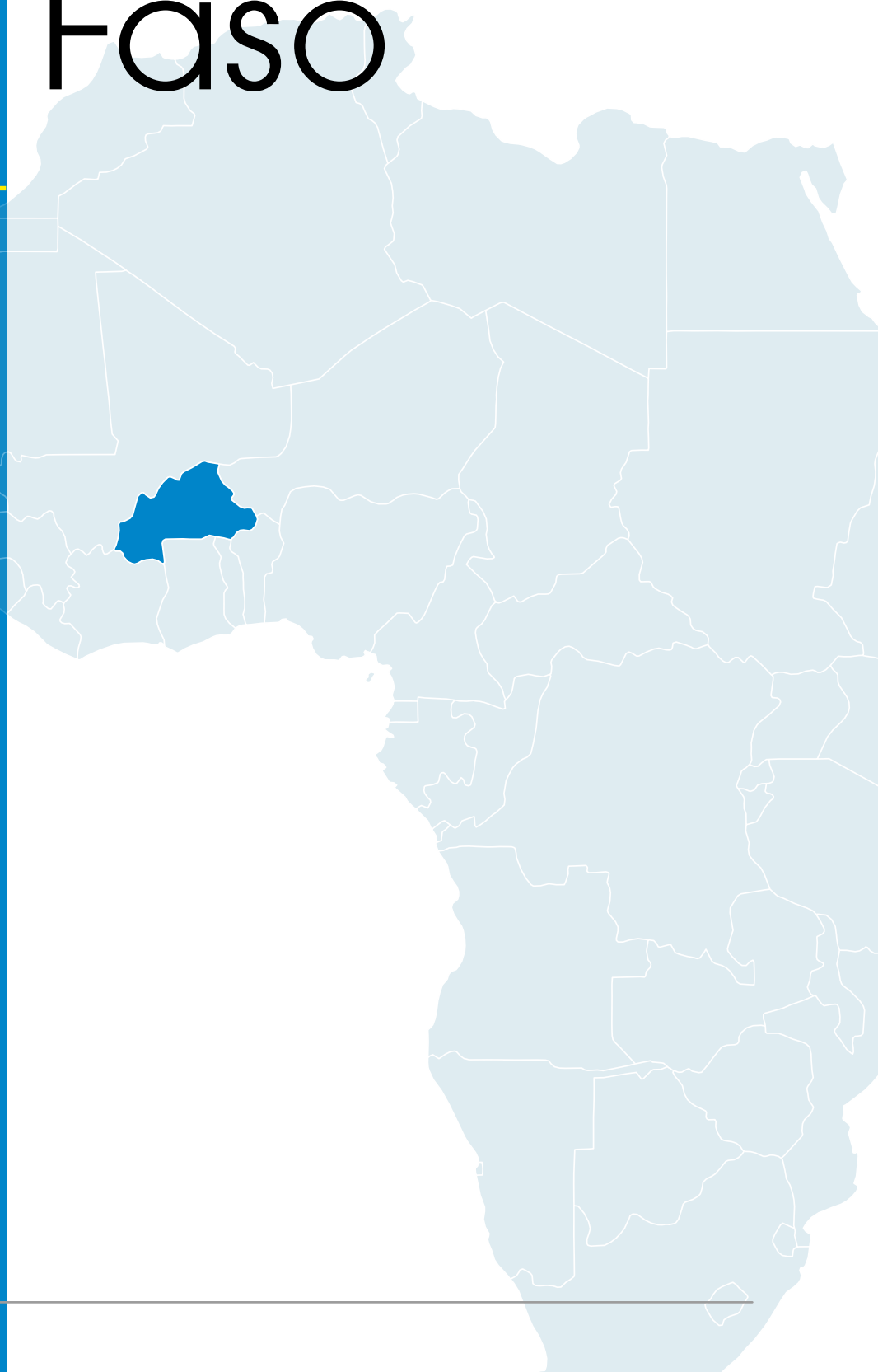
Rwanda

Sénégal

Afrique régionale



Burkina Faso



274 200 km²

Superficie - Burkina Faso

22 %

Alphabétisation
Burkina Faso

3.073 %

Taux d'accroissement de la population
Burkina Faso

54

Espérance de vie à la
naissance - Burkina Faso

17 275 115

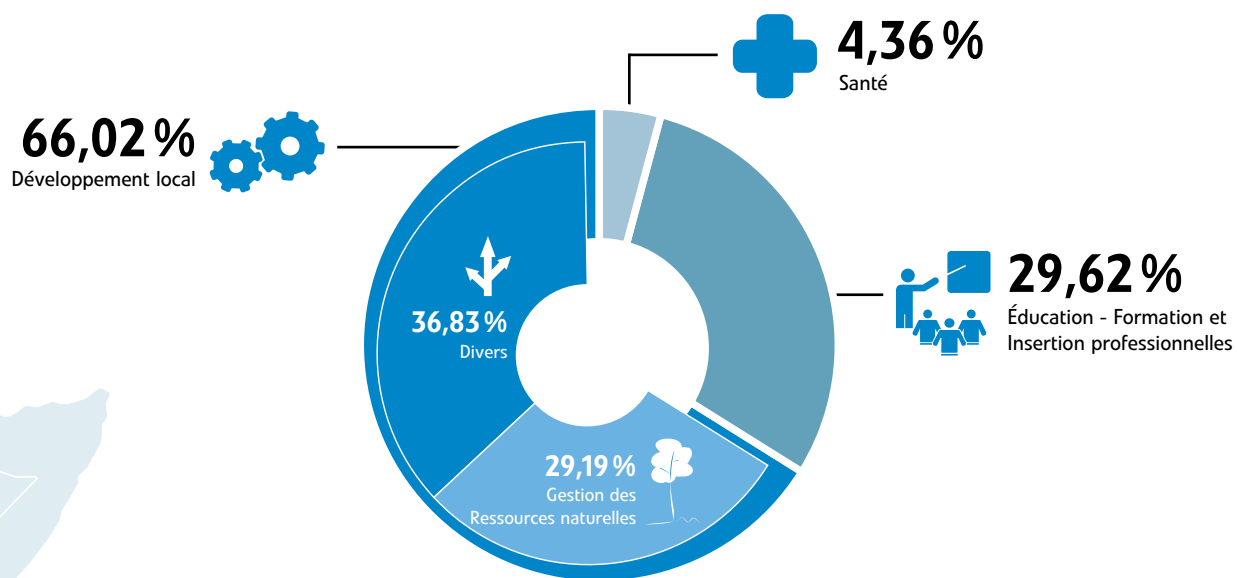
Population Burkina Faso

181/187

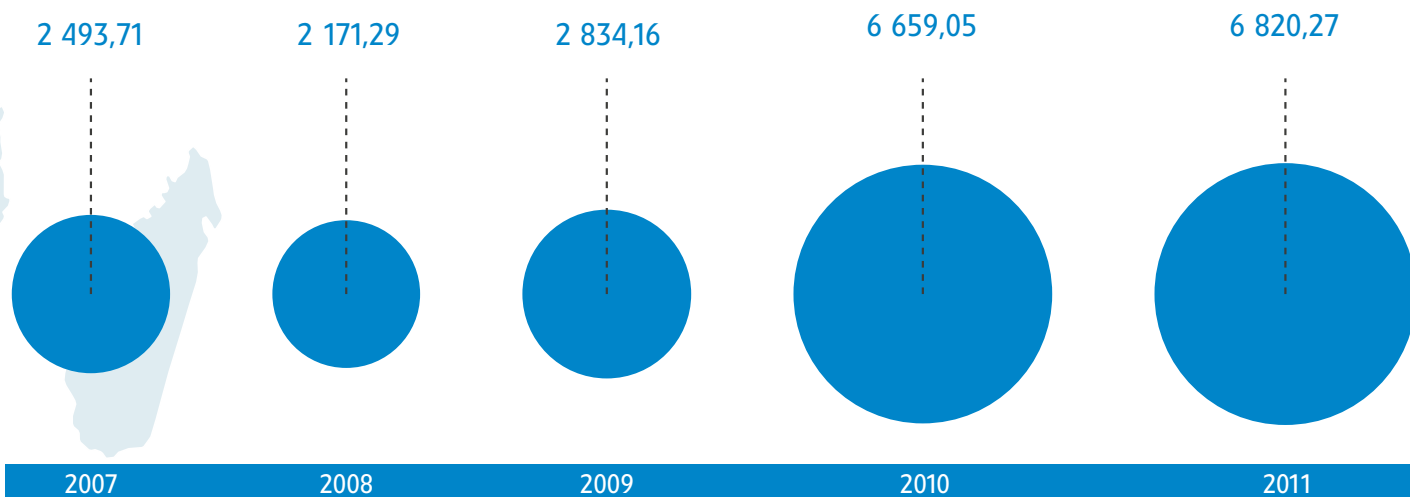
Indice de développement humain 2011
Burkina Faso



Distribution des déboursements 2011 par secteur



Évolution des activités au Burkina Faso (en millier EUR)



Zébu Azawak ►

Azawak – Ressources Pastorales

Le Burkina Faso connaît une augmentation de sa population humaine et animale, alors que l'espace exploitable disponible se raréfie en quantité et en qualité. Les sécheresses répétées se traduisent par une extension des zones arides et les ressources naturelles sont surexploitées. De plus, les éleveurs nomades qui valorisaient les étendues sahéliennes, augmentaient la production et réduisaient les risques liés aux pluies erratiques par la transhumance de leurs troupeaux se sédentarisant peu à peu.

Afin de répondre à ce problème, le Ministère des Ressources animales a souhaité introduire une nouvelle race bovine au Burkina Faso, une race très résistante, parfaitement adaptée aux conditions sahéliennes et reconnue pour ses bonnes qualités laitières: le zébu Azawak. Cette race était déjà exploitée au Niger.

Tout en augmentant la productivité de l'élevage Azawak et la compétitivité des produits, le projet se propose de renforcer la capacité des acteurs et de récupérer et sécuriser les ressources pastorales à travers la restauration de plus de 6 000 ha de terres dégradées au Burkina Faso.

Le projet peut ainsi répondre à deux problématiques chères à la Coopération luxembourgeoise: la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement, dans le cadre plus global de la lutte contre la pauvreté et le développement durable en milieu rural. ●



Histoire d'Ali du Niger

Il y a longtemps, lorsque j'étais encore un jeune garçon, mon père Abdou avait un beau troupeau de zébus de la race Azawak, celle qui, de l'avis de tous les bergers, donne les plus belles laitières d'Afrique.

Un jour, mon père nous a expliqué que le lait se conservait mal et que si nous voulions avoir une vie meilleure il fallait accepter de ne plus suivre nos troupeaux au gré des pâtures

et nous adapter à la vie sédentaire. Nous avions à cœur de poursuivre nos traditions mais beaucoup de nos enfants mourraient par manque d'hygiène. Il était temps pour nous d'apprendre à bien nous occuper de nos bêtes, de notre lait et de nos terres. ●

En effet, si l'élevage occupe une place importante dans l'économie nationale, il est aussi partie intégrante de la vie familiale.

BKF/017

DURÉE:
2010 - 2015



BUDGET TOTAL EUR:

6 000 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR:

570 599



Formation professionnelle élémentaire au Burkina Faso



BKF/011

BUDGET TOTAL EUR :
5 000 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
1 003 506

DURÉE :
2007 - 2012

Malgré les troubles sociaux, le projet a pu soutenir le dispositif national de formation professionnelle dans ses avancées. Les centres de formation sont désormais au centre du secteur. Ils vont devoir s'adapter à une évolution radicale des cursus de formation.



Projet d'Appui à la Gestion des Ressources naturelles dans la Région des Hauts-Bassins



BKF/012

BUDGET TOTAL EUR :
5 956 729

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
1 155 203

DURÉE :
2007 - 2012

Le projet a poursuivi les actions de 2010 afin d'en consolider la progression. Un accent important a été mis sur le processus de capitalisation des acquis dans le domaine de la gestion décentralisée des ressources naturelles en vue de leur pérennisation.

Programme d'Appui au Centre national de Transfusion sanguine – Phase II



BKF/013

BUDGET TOTAL EUR :
2 466 100

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
293 933

DURÉE :
2007 - 2011

Les activités menées en 2011 ont marqué la fin du projet. Une troisième phase, qui débutera en 2012, permettra la consolidation des acquis et la dotation d'une politique nationale du sang au niveau du Ministère de la Santé.

Alphabétisation et Formation pour le Développement durable dans la Région des Hauts-Bassins – Phase III



BKF/014

BUDGET TOTAL EUR :
3 000 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
901 452

DURÉE :
2009 - 2013

Ce projet s'inscrit dans le cadre stratégique de la lutte contre la pauvreté et participe à la mise en place de la politique de décentralisation du secteur forestier. La protection de l'environnement est un objectif majeur pour la Coopération luxembourgeoise.

Second Inventaire forestier national



BKF/015

BUDGET TOTAL EUR :
4 000 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
585 862

DURÉE :
2010 - 2014

Dans sa seconde année d'exécution, le projet est désormais rentré dans le vif du sujet avec de nombreuses études et la préparation active de l'inventaire forestier national, l'environnement étant un des secteurs de concentration de la Coopération luxembourgeoise.

Programme national des Plates-formes multifonctionnelles



BKF/016

BUDGET TOTAL EUR :
12 000 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
1 941 849

DURÉE :
2010 - 2015

Ce projet, atypique en raison de son fonctionnement interne, a désormais atteint sa vitesse de croisière à travers l'obtention des outils de gestion. L'objectif qualitatif va désormais laisser la place à l'objectif quantitatif avec la multiplication des plateformes multifonctionnelles (infrastructure d'énergie électrique décentralisée au sein du village).



Programme d'Appui à la Mise en Oeuvre de la Politique nationale d'Enseignement et de Formation technique et professionnelle au Burkina Faso



BKF/018

BUDGET TOTAL EUR :
10 000 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
115 252

DURÉE :
FORMULATION

Le programme permettra de soutenir la politique nationale en matière d'enseignement et de formation technique et professionnelle. Il s'agira d'élever le niveau de compétences des jeunes pour favoriser leur insertion professionnelle, stimuler la croissance économique et réduire la pauvreté.

Appui à la Mise en Oeuvre du Programme national de Gestion des Ressources forestières



BKF/019

BUDGET TOTAL EUR :
11 000 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
249 487

DURÉE :
FORMULATION

Il s'agira d'appuyer le Programme national du Secteur rural en valorisant durablement les ressources forestières et en contribuant au renforcement des bases d'un développement rural durable en vue de lutter efficacement contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

Appui au Programme national de Transfusion sanguine au Burkina Faso



BKF/020

BUDGET TOTAL EUR :
7 500 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
3 127

DURÉE :
FORMULATION

Le projet consistera à appuyer la mise en œuvre du Plan stratégique de Renforcement de la Transfusion sanguine afin de permettre un meilleur accès des populations, un renforcement de la gestion et de la qualité du système national.



STATISTIQUES

4 033 km²

Superficie - Cap-Vert

77 %

Alphabétisation
Cap-Vert

1.428 %
Taux d'accroissement
de la population
Cap-Vert

Praia
Capitale Cap-Vert

71

Espérance de vie à la
naissance - Cap-Vert

23

Âge moyen Cap-Vert

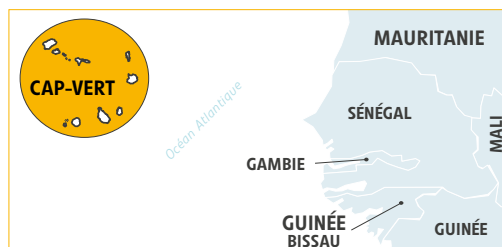
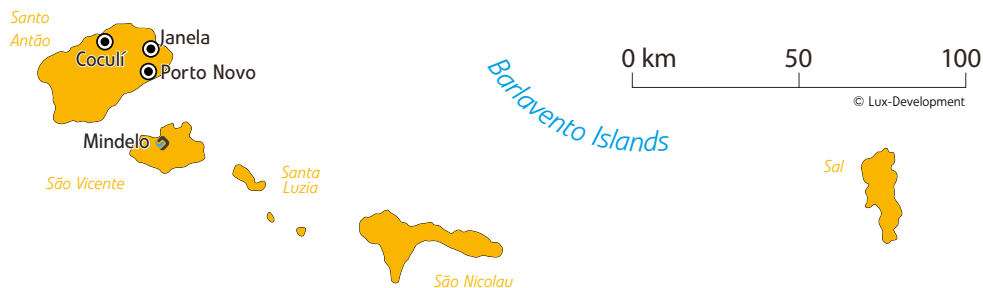
523 570

Population Cap-Vert

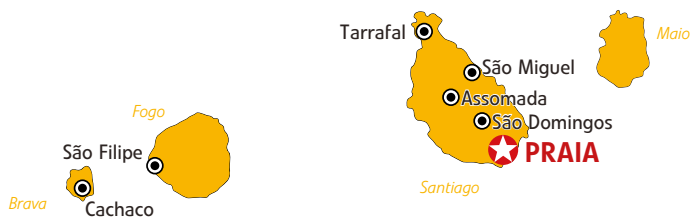
133/187

Indice de développement humain 2011
Cap-Vert

Cap-Vert

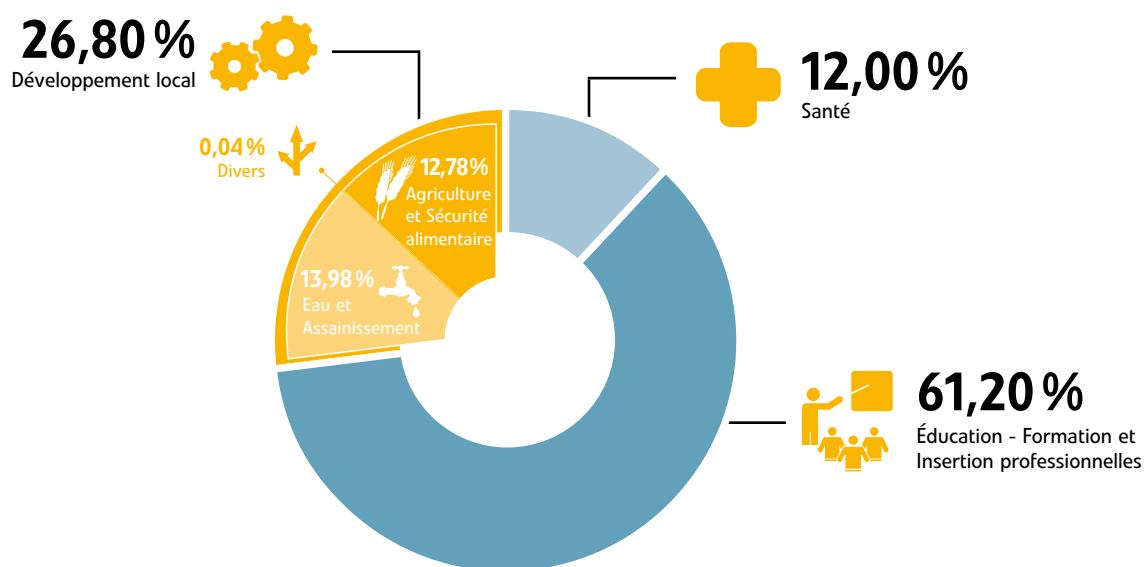


Sotavento Islands

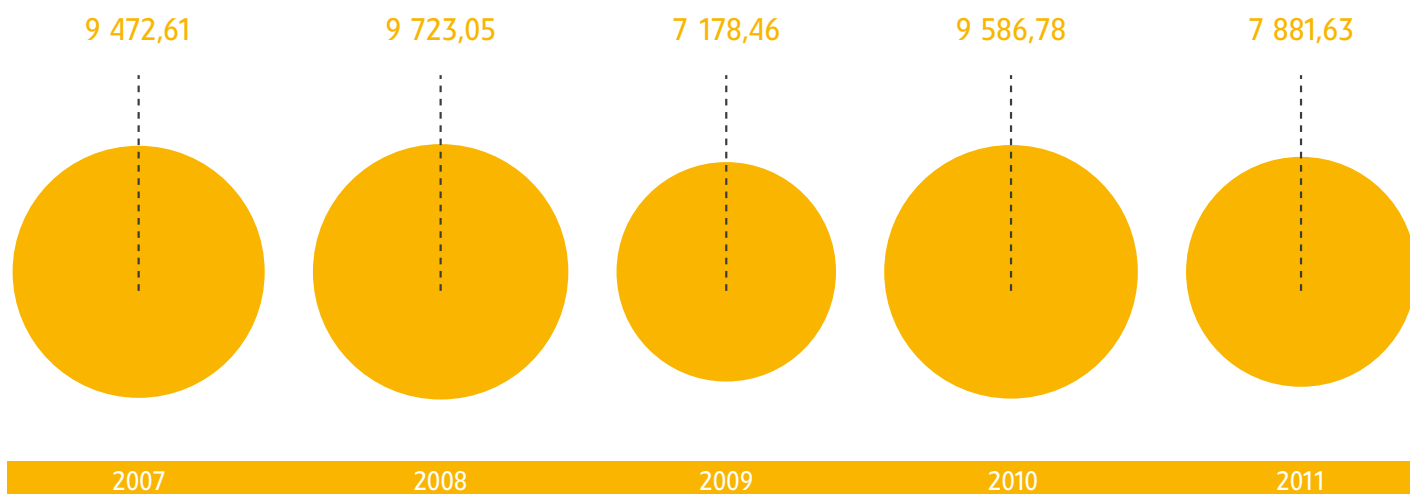




Distribution des déboursements 2011 par secteur



Évolution des activités au Cap-Vert (en millier EUR)



Eau et Assainissement Fogo et Brava, Cap-Vert

Aguabrava ►

Le projet CVE/070 s'inscrit dans le cadre de l'appui au secteur de l'Eau et de l'Assainissement du Programme indicatif de Coopération 2006-2010 (PIC II) signé entre la République du Cap-Vert et le Grand-Duché de Luxembourg en octobre 2005. Les deux premiers résultats, portant sur le renforcement des capacités et de la gestion et sur l'amélioration de certaines infrastructures, représentent le noyau dur du projet, tant au niveau budgétaire que stratégique, pour Aguabrava, la société inter-municipale qui assure la production et la distribution de l'eau ainsi que l'assainissement sur les îles de Fogo et Brava.

Le projet a travaillé, dès ses débuts, à la mise en œuvre d'activités d'appui institutionnel de la société Aguabrava en vue d'améliorer et d'optimiser sa gestion. Lors de la première année, un diagnostic sur la gestion technique, commerciale, administrative et financière d'Aguabrava a été effectué. Suite aux conclusions de ce diagnostic, des mesures de renforcement institutionnel ont été proposées et mises en place, notamment une nouvelle organisation mieux adaptée aux besoins des départements administratif, technique et commercial. Ce programme de renforcement des capacités s'est fait en parallèle à la



mise à jour complète des cadastres commerciaux et techniques de l'entreprise et l'installation de nouveaux logiciels, notamment pour la gestion de la clientèle, la facturation et la comptabilité.

Cette nouvelle rigueur apportée dans la gestion administrative et commerciale de l'entreprise lui a déjà permis d'enregistrer des résultats financiers positifs en 2010 et 2011, une première pour Aguabrava.

Avec cet appui de la Coopération luxembourgeoise, Aguabrava a également obtenu le statut de société anonyme à la fin de l'année 2011.

Le volet «infrastructures», financièrement très important, a quant à lui rencontré plus de problèmes. Après les premières études des diagnostics techniques, l'étude hydraulique com-

plète n'a été lancée qu'en 2010 et les résultats ont été présentés en 2011. Les travaux ont dès lors débuté plus tard que prévu et ont été confiés à Aguabrava dans le cadre d'un Accord de Partenariat opérationnel.

Enfin, il est à noter que, durant l'année 2011, LuxDev a réalisé la formulation d'un nouveau projet sectoriel «Eau et Assainissement» au Cap-Vert, le projet CVE/078. Celui-ci prévoit de nombreuses activités sur les îles de Fogo et Brava, assurant ainsi une continuité à la phase précédente. Ce projet permettra aussi de capitaliser les résultats d'un travail de longue haleine dans le secteur de l'Eau et de l'Assainissement et d'accompagner la partie capverdienne dans un important programme de restructuration d'un secteur stratégique pour le pays.



CVE/070

DURÉE:

2007 - 2012

BUDGET TOTAL EUR:

5 000 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR:

942 784



Appui au Plan de Développement de la Région sanitaire Santiago Nord



CVE/056 

BUDGET TOTAL EUR :
10 948 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
457 415

DURÉE :
2004 - 2014

Le projet a contribué à renforcer l'offre de soins dans la RSSN et à définir le cadre institutionnel et technique pour expérimenter les réformes du système de santé (en particulier la mise en place de la Région sanitaire et les nouvelles modalités de financement).

École d'Hôtellerie et de Tourisme du Cap-Vert (EHTCV)



CVE/059 

BUDGET TOTAL EUR :
12 412 300

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
964 266

DURÉE :
2006 - 2012

Le projet vise à développer un système national de formation et de qualification dans les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie. La première EHTCV a ouvert ses portes en mars 2011. Une résidence pour les étudiants viendra compléter l'infrastructure.

Appui au Programme national d'Emploi et de Formation professionnelle



CVE/071 

BUDGET TOTAL EUR :
12 540 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
2 800 329

DURÉE :
2008 - 2013

Ce projet soutient la mise en œuvre du Plan stratégique de la Formation professionnelle qui vise à mieux coordonner l'offre de formation des institutions responsables de la formation professionnelle et de la mettre en phase avec la demande du marché du travail.

Appui à la Mise en Oeuvre du Programme national de Santé scolaire - Phase III



CVE/075 

BUDGET TOTAL EUR :
3 200 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
485 391

DURÉE :
2010 - 2014

Cette initiative entend contribuer à l'amélioration de l'état de santé des enfants et des adolescents scolarisés par le biais, notamment, d'une sensibilisation à l'éducation sanitaire de la communauté scolaire dans son ensemble (personnel enseignant et élèves).



Construction et Équipement d'un Lycée à Ponta Verde (Fogo)



CVE/076

BUDGET TOTAL EUR :
4 500 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
852 543

DURÉE :
2009 - 2013

Une des priorités du projet est le renforcement des ressources humaines à travers l'éducation, la formation et les mesures facilitant l'accès au marché du travail.

Appui au Programme national Éducation, Formation professionnelle, Emploi



CVE/077

BUDGET TOTAL EUR :
7 000 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
206 612

DURÉE :
FORMULATION

L'assistance préparatoire au PAPS en EFE vise à fournir au gouvernement capverdien une évaluation complète du secteur et à permettre aux partenaires techniques et financiers de favoriser sa mise en place, en considérant la formation professionnelle comme cruciale pour le développement socio-économique du pays.



Appui au Plan d'Action national pour la Gestion intégrée des Ressources hydriques



CVE/078

BUDGET TOTAL EUR :
10 700 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
155 294

DURÉE :
FORMULATION

Ce projet porte sur la mise en œuvre d'une réforme majeure du secteur de l'eau et de l'assainissement, qui verra notamment la création de l'Agence nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANAS), conformément à l'esprit du PAGIRE.

Coopération triangulaire Luxembourg-Cap-Vert - Sao Tome & Principe



CVE/080

BUDGET TOTAL EUR :
800 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
-

DURÉE :
FORMULATION

Le MAE a confié à LuxDev un mandat de formulation portant sur la composante de coopération triangulaire entre le Cap-Vert, São Tomé e Príncipe et le Luxembourg. La formulation est assurée par la partie capverdienne et accompagnée par LuxDev.



STATISTIQUES

1 240 192 km²

Superficie

46 %

Alphabétisation

16

Âge moyen

2.613 %

Taux d'accroissement
de la population

Bamako

Capitale

53

Espérance de vie à la naissance

14 533 510

Population

175/187

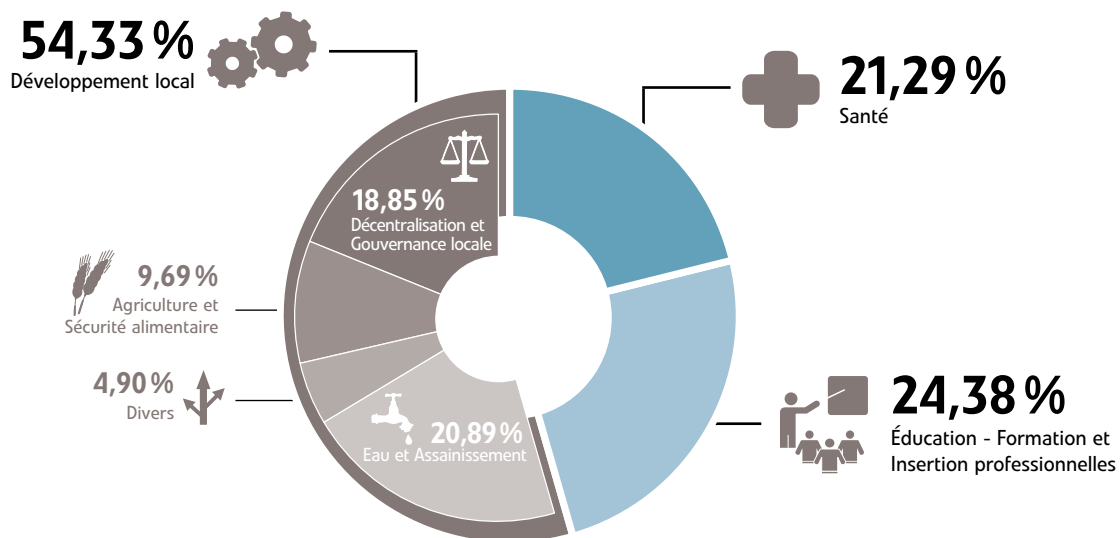
Indice de Développement Humain 2011

Mali

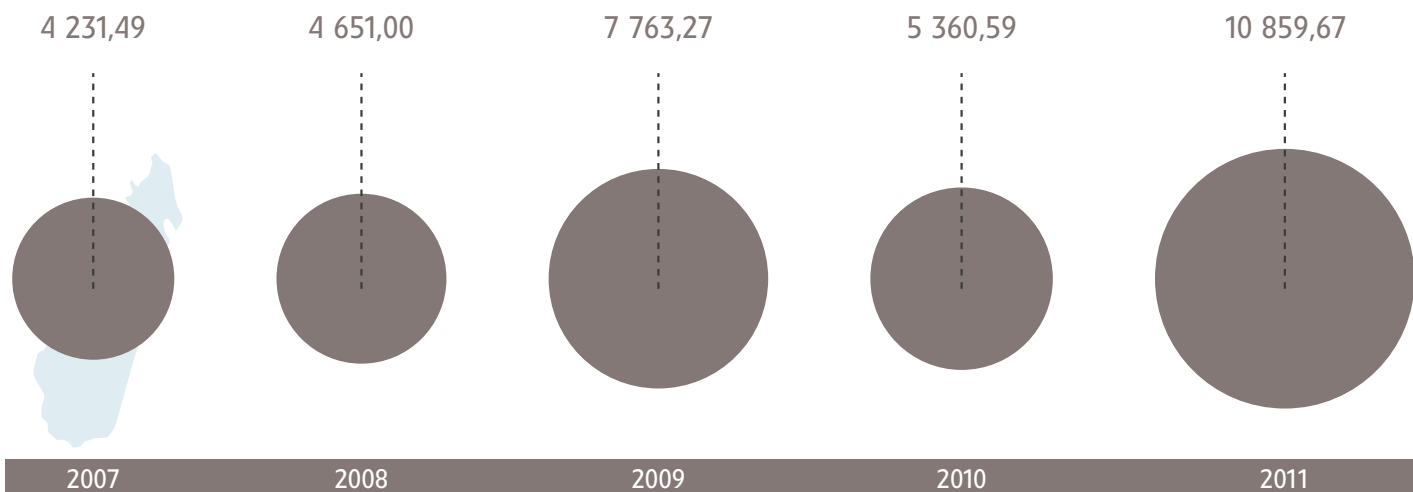




Distribution des déboursements 2011 par secteur



Évolution des activités au Mali (en millier EUR)



Accès à l'Eau potable, à l'Assainissement de Base et à l'Aménagement urbain dans la Zone de Concentration Sud du PIC II

Systèmes d'Assainissement ►

Le projet MLI/017 – « Programme d'Accès à l'Eau potable, à l'Assainissement de Base et à l'Aménagement urbain dans la Zone de Concentration sud du PIC II et dans le Quartier de Sénou, Commune VI du District de Bamako » a pour objectif d'améliorer la santé des populations à travers des actions de formation et de sensibilisation et la réalisation d'infrastructures d'assainissement et de fourniture d'eau potable. Ces actions sont réalisées par les communes qui assurent la maîtrise d'ouvrage, appuyées par des organisations de la société civile, notamment des ONG nationales.

L'implication de ces organisations contribue à appuyer un processus de changement des comportements face à l'assainissement comme pour la collecte des déchets et la construction de dépôts de transit.

Les populations aussi ont pris conscience de la nécessité de leur implication : six regroupements d'association de quartier ont élaboré des projets d'aménagement urbain visant à développer l'approche citoyenne (espace vert de Dougabougou, Centre culturel de Niono) avec des initiatives culturelles et sociales.

L'approvisionnement en eau potable constitue un volet important du programme. À travers un processus de



sélection favorisant l'implication des populations, neuf centres ont été identifiés pour la construction de réseaux d'adduction d'eau potable. Ces derniers faciliteront l'accès à des bornes fontaines publiques, évitant ainsi aux femmes de longues heures d'attente et des tâches ardues de puisage. Plus de 35 000 personnes sont visées par ce volet. Pour ces centres, des actions de salubrité ont également été proposées, 585 systèmes d'assainissement ont été construits dans des concessions. Ces systèmes intègrent deux latrines, une douche, un lavabo, un lavoir et un bassin pour l'évacuation des eaux usées.

Le quartier de Sénou, Commune VI de Bamako, regroupant plus de 60 000

personnes s'est beaucoup développé ces dernières années, créant des besoins importants en eau potable.

Pour la réalisation des différents travaux du programme, les populations ont été mises à contribution par des cotisations financières préalables et des allocations en ressources humaines. La mise en place des différents organes de gestion pour assurer le bon fonctionnement des nouvelles infrastructures a nécessité une participation soutenue des populations et des élus. La pérennisation des investissements constitue toujours un défi de taille pour lequel le programme et ses partenaires collaborent étroitement.



MLI/017

DURÉE :
2008 - 2012

BUDGET TOTAL EUR :

12 268 300


DÉBOURSÉS 2011 EUR :

2 321 583



Manuscrits de Tombouctou 2009-2014



MLI/015 

BUDGET TOTAL EUR :
4 000 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
531 430

DURÉE :
2009 - 2014

En collaboration avec les partenaires locaux et dans le cadre du développement économique, social et culturel de la région, le projet souhaite sortir de l'anonymat les manuscrits pour une meilleure exploitation et valorisation d'un patrimoine culturel écrit porteur de savoir et générateur de richesse.



© SIP / Charles Caratini



Programme d'Appui à la Santé de Base



MLI/016 

BUDGET TOTAL EUR :
7 182 700


DÉBOURSÉS 2011 EUR :
2 312 597

DURÉE :
2008 - 2012

Grâce à ce projet, le Mali souhaite se doter d'un système sanitaire cohérent et adapté, géographiquement et financièrement accessible. Le volet institutionnel vise le renforcement des capacités opérationnelles des institutions responsables de la mise en oeuvre et de la gestion de la santé de base.

Programme de Sécurité alimentaire



MLI/018 

BUDGET TOTAL EUR :
3 259 200

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
1 050 955

DURÉE :
2008 - 2012

Développement de la petite irrigation dans le cadre de la décentralisation et de la protection de l'environnement. Ce projet renforce la capacité de production économique rurale afin d'améliorer l'autonomie et la solvabilité des ménages.



Programme d'Appui à la Formation et à l'Insertion professionnelles



MLI/019
BUDGET TOTAL EUR : 13 657 700
DÉBOURSÉS 2011 EUR : 2 647 384
DURÉE : 2008 - 2012

Amélioration de l'accès des jeunes et femmes à un emploi grâce à la formation professionnelle et au développement de la petite entreprise artisanale en se concentrant sur le renforcement des capacités des institutions, les innovations en ingénierie de la formation et l'intégration de l'apprentissage dans la formation professionnelle.



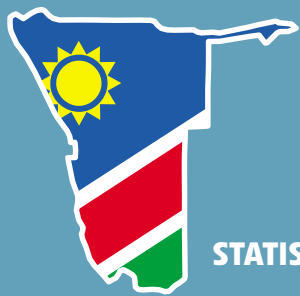
Promouvoir la Création de Secteurs financiers inclusifs dans la Zone UEMOA



MLI/020
BUDGET TOTAL EUR : 6 832 100
DÉBOURSÉS 2011 EUR : 1 897 589
DURÉE : 2008 - 2012

Depuis la promulgation de la loi n° 93-008 du 11 février 1993, le Mali s'est lancé dans l'aventure de la décentralisation et exprime sa volonté de promouvoir simultanément la déconcentration. Des efforts considérables ont été déployés avec l'aide de nombreux partenaires financiers.





STATISTIQUES

Namibie

824 292 km²

Superficie

85 %

Alphabétisation

22

Âge moyen

0.813 %

Taux d'accroissement
de la population

52

Espérance de vie à la
naissance

2 165 830

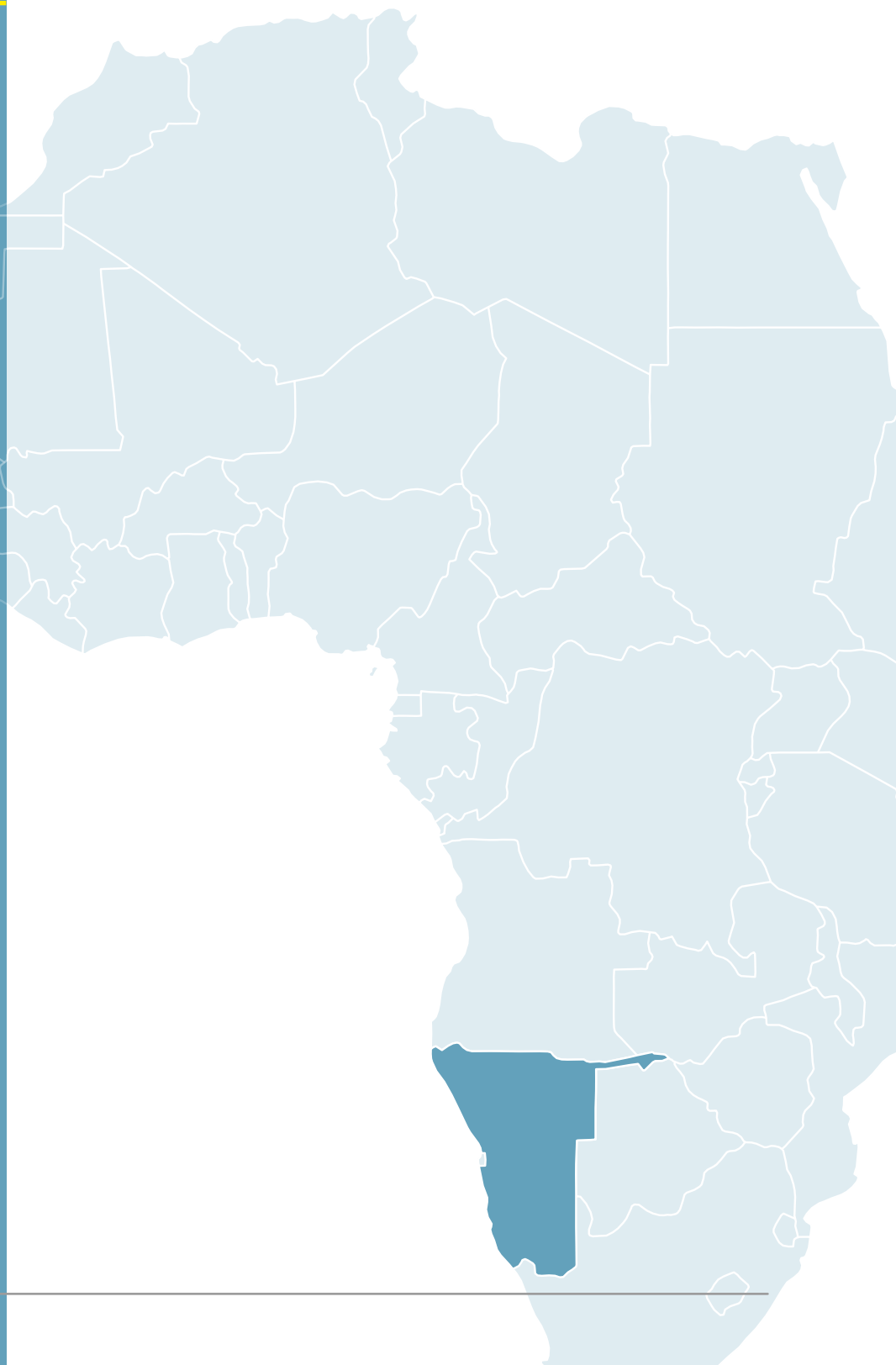
Population

120/187

Indice de Développement Humain 2011

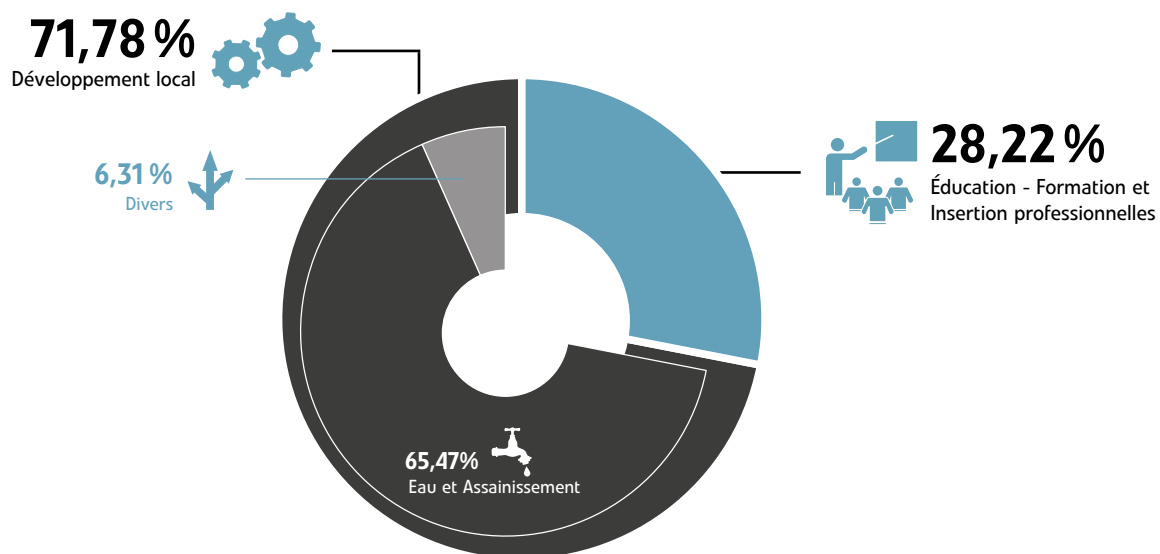
Windhoek

Capitale

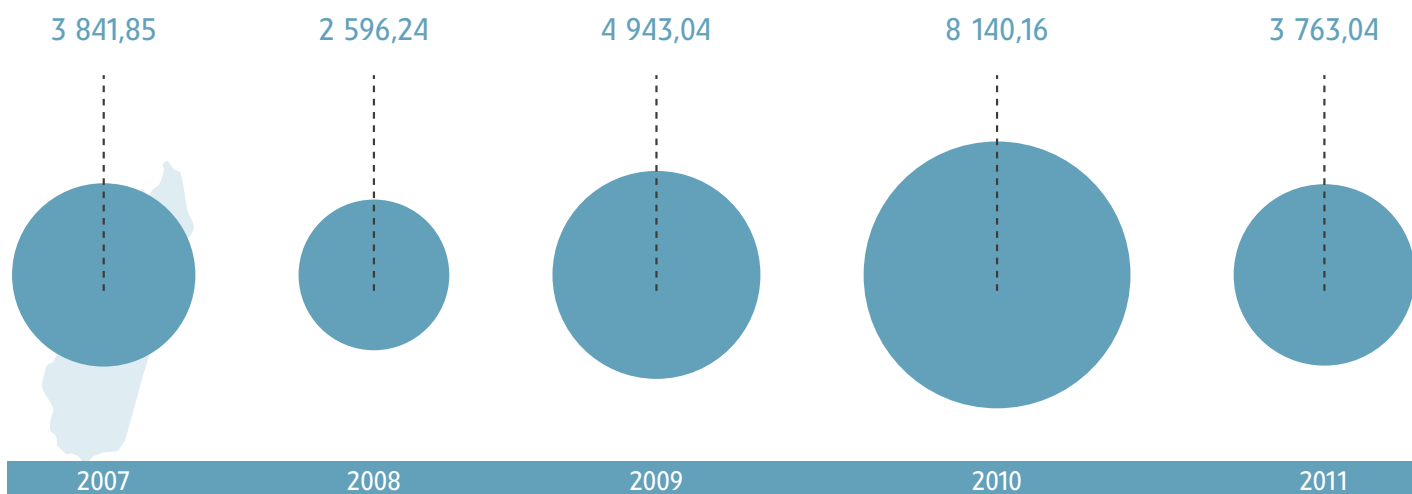




Distribution des déboursements 2011 par secteur



Évolution des activités en Namibie (en millier EUR)



Système d'Information géographique (SIG) - Phase IV

Workshop SIG ►

Ce projet a fourni un appui au *Central Bureau of Statistics* (CBS) dans le domaine de la statistique et de l'amélioration de l'information géo-spatiale au travers d'un certain nombre d'interventions, notamment la rédaction d'une nouvelle loi régissant le secteur en Namibie, le développement de la politique de statistique et de recensement et l'intégration des bases de données statistiques et géo-spatiales. On notera aussi le soutien au Recensement des Établissements et de la Population (PHC) en 2011.

Le premier résultat du projet portait sur le développement institutionnel et n'a été atteint que partiellement puisque le processus de restructuration n'a pu être mis en œuvre qu'après la promulgation de la nouvelle loi qui régit le secteur et qui a été approuvée en août 2011, soit à la fin du projet. Le projet a cependant appuyé le développement des différentes politiques et règles en matière de collecte et de traitement des données statistiques et géo-spatiales et le CBS était très bien préparé pour assurer la poursuite du travail d'installation après la promulgation de la loi. Cette loi prévoit la création d'une nouvelle institution indépendante qui deviendra l'Agence namibienne de Statistiques.



En ce qui concerne l'amélioration des capacités, une formation diplômante en Technologies d'Information géographique destinée dans un premier temps aux membres du personnel de la nouvelle agence de statistiques a été développée et mise en place en coopération avec l'Université polytechnique de Namibie. Cette formation sera, à terme, destinée à toute personne intéressée et à l'industrie du secteur afin de bénéficier à toute la population.

Le projet prévoyait aussi l'intégration des données statistiques et leur mise à disposition pour le public à travers les réseaux. Les données ont bien été regroupées sous des formats mieux unifiés et rendues publiques, mais il n'a pas été possible de les mettre en ligne comme prévu en raison des ressources humaines limitées et de

l'insuffisance de la bande passante du réseau, ce qui dépasse la capacité d'action de cette intervention.

Le troisième résultat consistait à veiller à l'application de standards internationaux en matière de traitement des statistiques et des données géo-spatiales et, dans ce sens, l'appui à l'organisation du recensement de 2011 a constitué une contribution très importante.

Une nouvelle approche méthodologique visant à produire des images de qualité de très larges portions du territoire national et à les mettre gratuitement à disposition a été développée et a mis à contribution plus de 300 employés temporaires. Le projet a financé les services externes et le gouvernement namibien a acheté l'équipement nécessaire et a mis à disposition le personnel temporaire.



NAM/348

DURÉE:

2008 - 2011

BUDGET TOTAL EUR :

1 259 650

DÉBOURSÉS 2011 EUR :

241 766

Développement urbain de Rundu et Katima Mulilo



NAM/343

BUDGET TOTAL EUR :
9 450 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
1 635 951

DURÉE :
2006 - 2011

Le projet avait appuyé le processus de formalisation des villes de Rundu et de Katima Mulilo et visait à améliorer les services publics et à développer les réseaux d'eau et d'assainissement dans les quartiers nouvellement formalisés ainsi que les drainages d'eaux de pluie à Katima.



Décentralisation des Services d'Eau rurale - Kavango et Caprivi



NAM/345

BUDGET TOTAL EUR :
3 320 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
827 877

DURÉE :
2008 - 2011

Ce projet s'inscrit dans le processus de décentralisation des services d'eau et d'assainissement en milieu rural effectué à travers la rénovation et la construction de points d'eau ainsi que la formation des comités de gestion. Les services d'appui de la région ont également été renforcés.

Appui à la Formation professionnelle



NAM/347

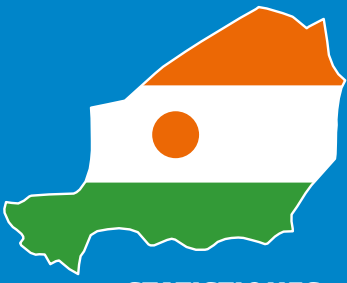
BUDGET TOTAL EUR :
4 965 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
1 051 759

DURÉE :
2008 - 2011

Ce projet appuyait la mise en place de la *Namibia Training Authority* (NTA), agence en charge de la mise en oeuvre de la politique de formation professionnelle et, au moins dans une phase de transition, de la gestion de certaines écoles professionnelles.





STATISTIQUES

1 267 000 km²

Superficie

29 %

Alphabétisation

15

Âge moyen

3.63 %

Taux d'accroissement
de la population

Niamey

Capitale

54

Espérance de vie à la
naissance

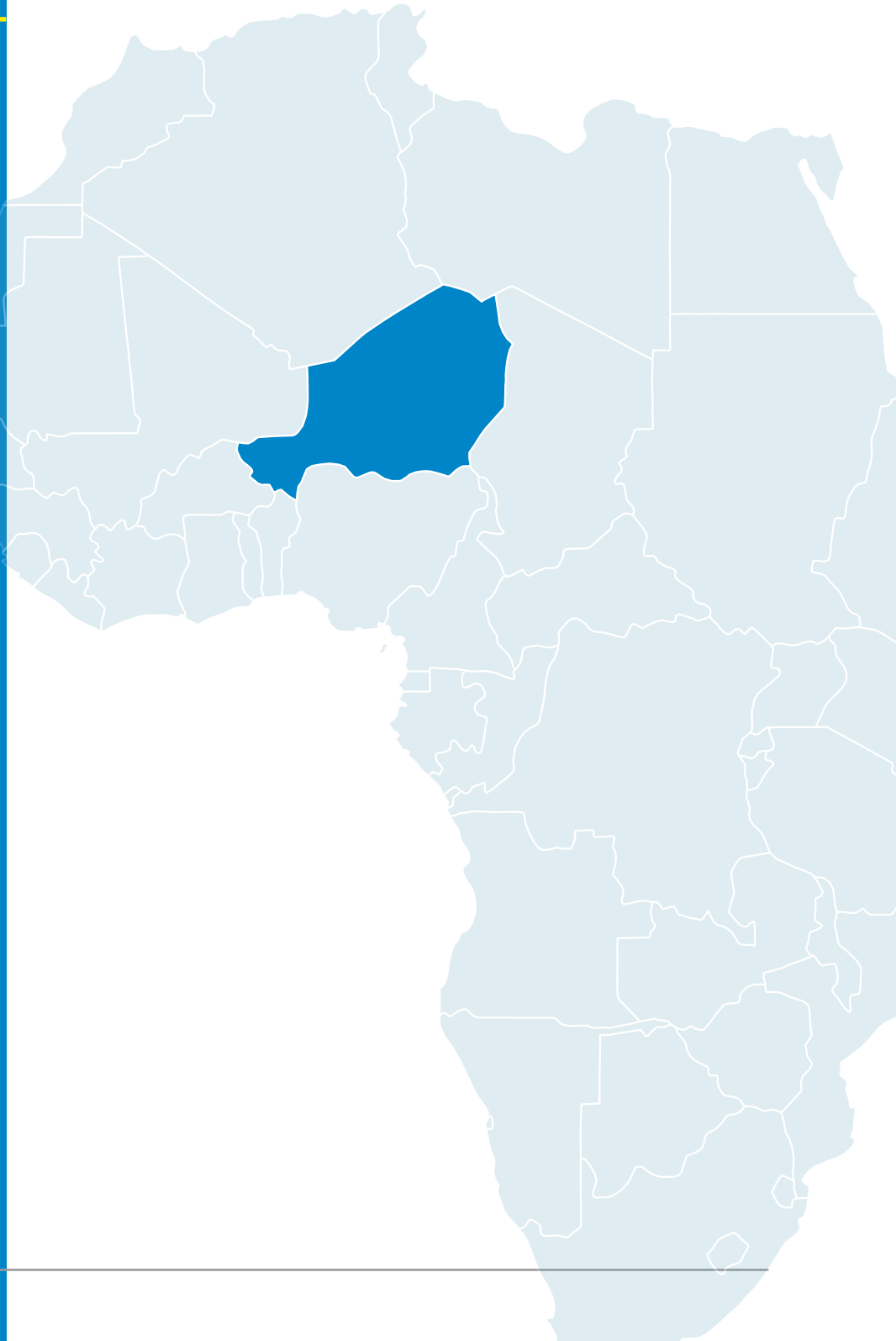
17 078 840

Population

186/187

Indice de Développement Humain 2011

Niger

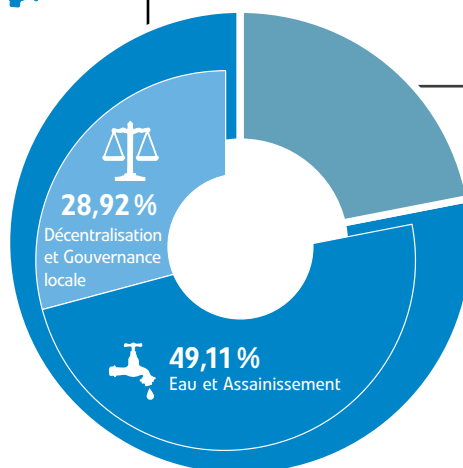




Distribution des déboursements 2011 par secteur

78,03 %

Développement local



28,92 %
Décentralisation
et Gouvernance
locale



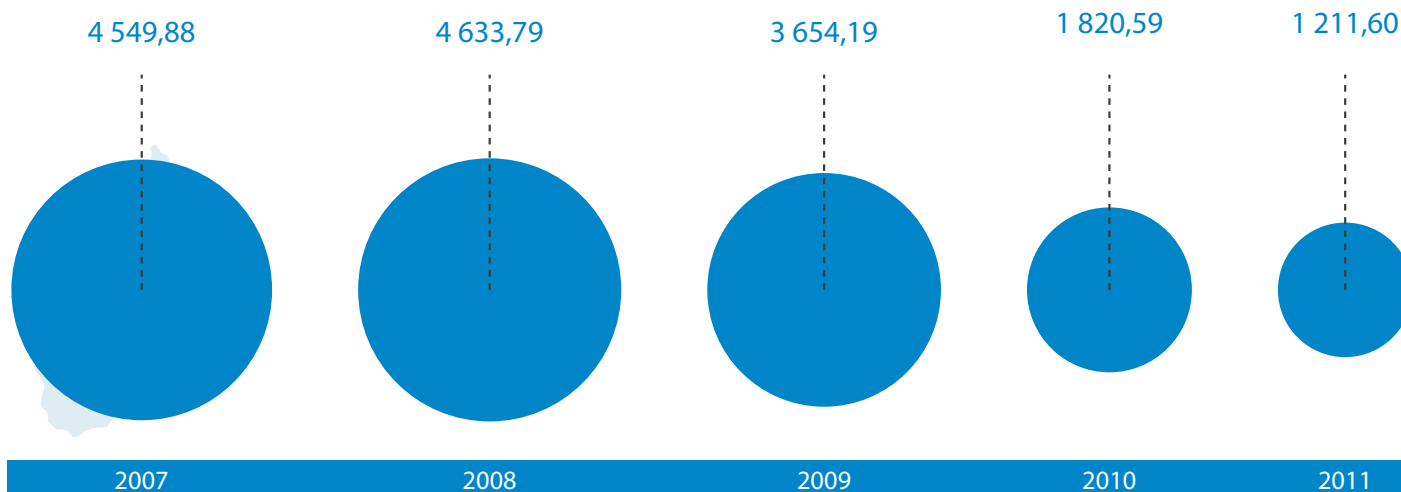
49,11 %
Eau et Assainissement



21,97 %

Éducation - Formation et
Insertion professionnelles

Évolution des activités au Niger (en millier EUR)



Programme d'Appui à la Mise en Oeuvre du Plan d'Action régional de la Stratégie de Développement rural (PAR/SDR) de la Région de Dosso

Stocks tampons de Riz ►

Le Niger et L'eau

La Région de Dosso, située au sud-ouest de la République du Niger, dispose du tiers du potentiel hydro-agricole du pays (estimé à plus de 270 000 ha). À ce jour, moins de 10% sont mis en valeur à travers des grands aménagements ou via des jardins exploités dans le cadre de l'agriculture familiale. Pourtant, le développement optimal de l'irrigation permettrait de faire face à l'insécurité alimentaire chronique et même de rendre le Niger excédentaire.

Contrairement aux idées reçues, dans cette région du Sud du Sahel, il existe de nombreuses zones humides, constituant des havres de biodiversité, escales multiples pour les oiseaux migrateurs. Les aquifères renouvelables situés au niveau des plateaux, en particulier dans les terroirs d'attache des dernières girafes de l'Afrique de l'Ouest, sont riches et commencent à être exploités pour la production d'eau minérale. Les nombreuses mares sont incontournables pour les éleveurs et deviennent des points de coexistence et d'opposition.



Grâce au fleuve Niger et à ses affluents, même s'ils sont menacés par l'ensablement et les prélèvements divers, grâce à une pluviométrie, certes faible et mal répartie mais globalement suffisante (moyenne de 400 mm/année, soit 50% de la moyenne luxembourgeoise), les conditions sont réunies pour les productions. L'agriculture est ainsi en expansion, que ce soit l'agriculture pluviale mais aussi, de plus en plus, l'irrigation privée, individuelle ou progressivement l'agrobusiness.

Malgré les efforts de l'État et des partenaires, l'approvisionnement en eau potable peut être compromis dans les années à venir. En effet, de nouvelles problématiques voient le jour avec la prise de conscience de l'importance de la qualité de l'eau. L'amélioration du contrôle de l'eau a également

fait apparaître des taux anormaux en fluor et nitrates dans des zones rurales densément peuplées et il est à prévoir qu'avec le développement de l'agriculture, la pollution liée aux engrais et aux pesticides verra le jour, limitant drastiquement l'accès à l'eau potable à l'instar des problèmes similaires déjà connus au Mali.

Ces quelques lignes nous rappellent une fois de plus que l'eau c'est la vie. C'est pourquoi la Coopération luxembourgeoise a décidé d'appuyer la Stratégie de Développement rural dans la Région de Dosso au Niger, en particulier le développement de la petite irrigation familiale et l'approvisionnement en eau potable, en passant par la conscientisation de tous les acteurs à la gestion intégrée et durable des ressources en eaux de surface et profonde.

NIG/018

DURÉE:

2011 - 2016



BUDGET TOTAL EUR:

11 500 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR:

100 782

Appui au Programme national de Formation professionnelle et technique et d'Insertion des Jeunes sortants



NIG/017

BUDGET TOTAL EUR:
22 900 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR:
103 138

DURÉE:
2011 - 2016

Après deux années d'interruption, les programmes au Niger ont pu reprendre notamment à travers cet appui à la formation professionnelle et technique tout en insistant sur l'insertion des jeunes sortants et ce, à travers le développement des qualifications et le renforcement des capacités institutionnelles.



© 2011 SIP / Nicolas Bouvy



Appui à la Mise en Oeuvre du Programme décennal de Développement de l'Éducation dans la Région de Dosso



NIG/019

BUDGET TOTAL EUR:
11 500 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR:
160 997

DURÉE:
2011 - 2016

Le projet appuie le Programme décennal de Développement de l'Éducation pour qu'un nombre croissant d'habitants de Dosso et de sa région accèdent à une éducation de qualité via des formations, la création d'établissements scolaires et des programmes d'alphabétisation destinés aux jeunes et aux femmes.



STATISTIQUES

Rwanda

26 338 km²

Superficie

70 %

Alphabétisation

19

Âge moyen

2.751 %

Taux d'accroissement
de la population

Kigali
Capitale

58

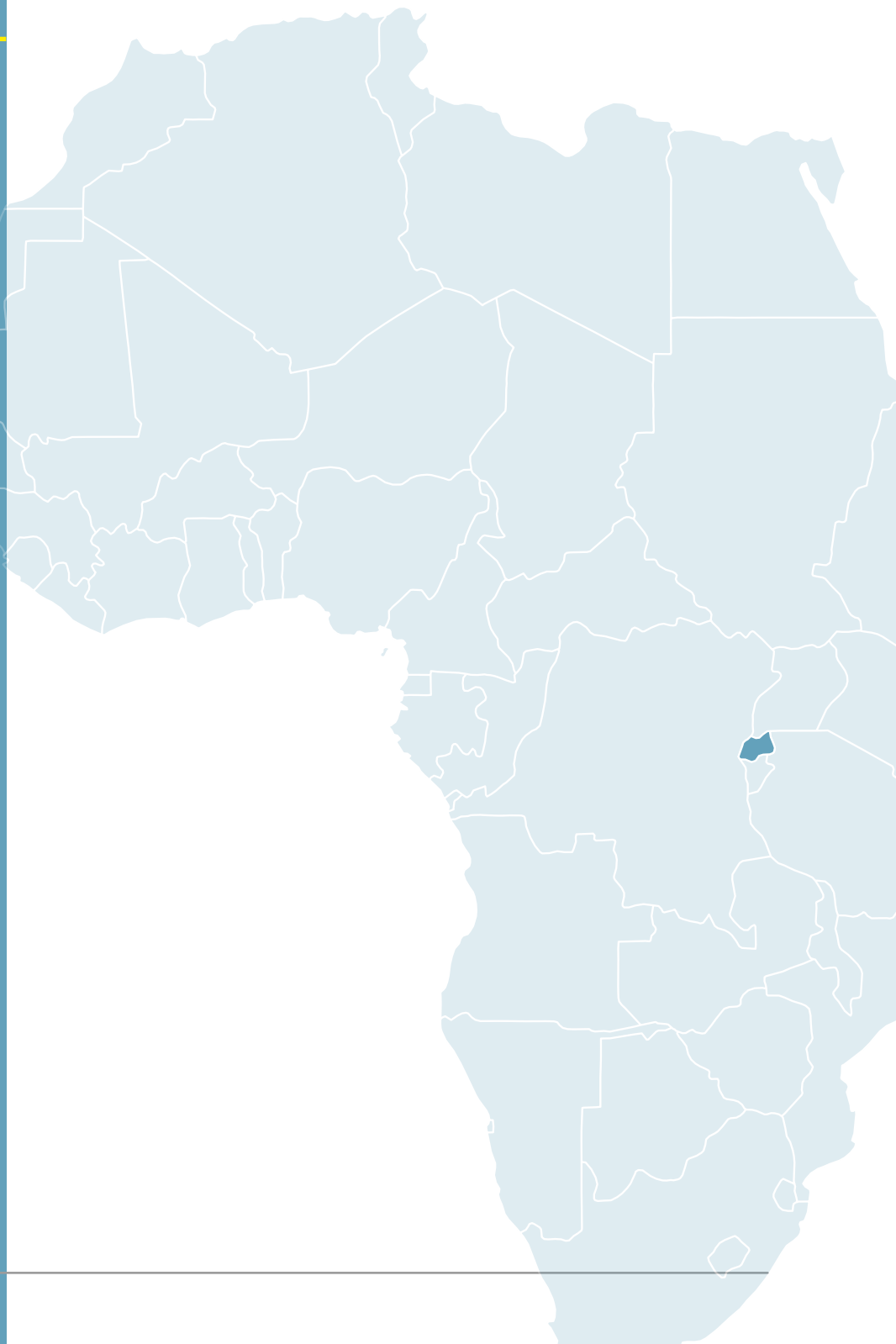
Espérance de vie à la
naissance

11 689 700

Population

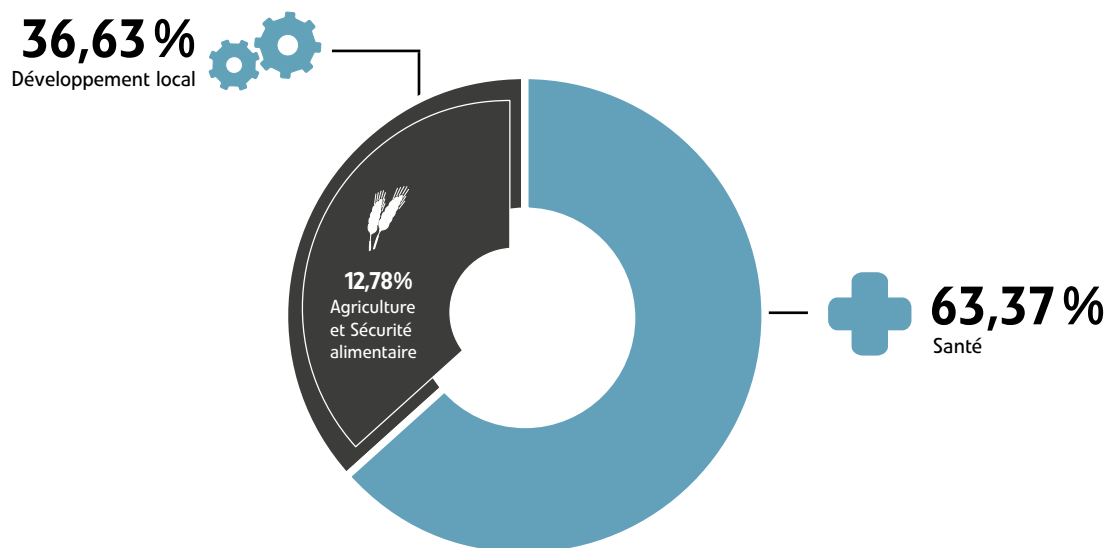
166/187

Indice de Développement Humain 2011

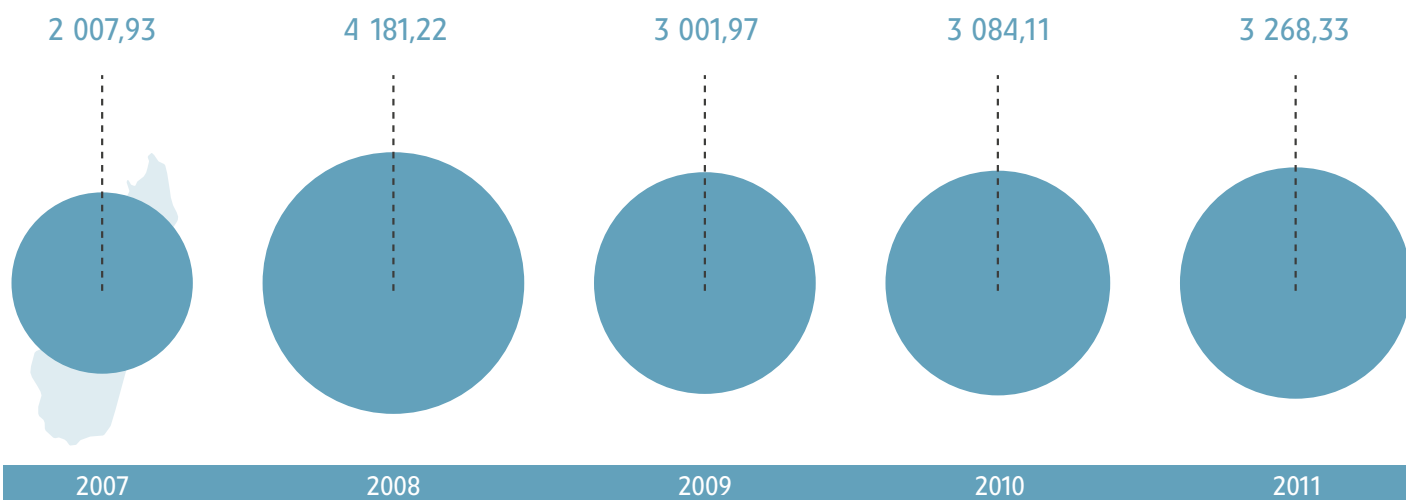




Distribution des déboursements 2011 par secteur



Évolution des activités au Rwanda (en millier EUR)



Développement de l'Économie rurale de Bugesera

Introduction de la Mécanisation dans les Coopératives ►

Le projet comporte plusieurs volets et vise à augmenter, sécuriser et diversifier la production agricole et à développer les débouchés pour répondre aux besoins alimentaires de la population et améliorer les revenus des agriculteurs du Bugesera. Il enregistre plusieurs succès avec des aménagements de pistes, la construction de deux marchés importants pour la région et un accompagnement fourni à de très nombreux agriculteurs pour la réalisation de micro-projets.

2011 a été une année charnière dans l'orientation de l'appui technique et financier du projet dans la perspective des résultats à atteindre. En effet, dès le début de l'année 2011 et après une forte mobilisation du projet de près de deux ans sur la construction des infrastructures d'irrigation, plusieurs lacunes ont été constatées par l'équipe du projet et confirmées par une évaluation externe au niveau de l'organisation des coopératives et des conditions d'exploitation des terres agricoles des périmètres.

Le projet a alors redéfini les orientations stratégiques avec les autorités locales afin de recentrer les efforts sur les faiblesses identifiées, de renforcer la coordination avec le

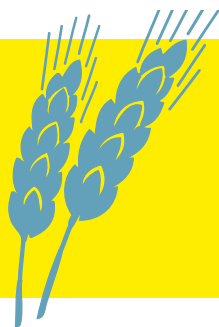


Ministère de l'Agriculture et les autorités du District et de préparer la fin de l'appui de la Coopération luxembourgeoise en décembre 2012.

Les attentes du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MINAGRI) quant à l'exploitation des périmètres irrigués sont importantes car ce dernier considère le projet RWA/022 comme un projet pilote en matière d'agriculture irriguée et souhaite capitaliser les résultats obtenus, tant au niveau de l'exploitation agricole qu'au niveau de la gestion des périmètres irrigués. Le niveau d'exploitation des terres irriguées sur la période allant de 2008 à 2010 n'a pas permis de produire des données exploitables et le modèle de gestion des périmètres par des coopératives d'irrigants n'est pas consolidé.

Parallèlement, le MINAGRI a intensifié son activité en matière de développement de l'agriculture irriguée en mettant en place une *Task Force* Irrigation soutenue par l'organisation de la 6^e Exposition agricole consacrée à l'irrigation en juin 2011 et la diffusion de l'*Irrigation Master Plan* élaboré en août 2010.

En conséquence, la composante « irrigation » de ce projet s'inscrit plus que jamais et à très court terme dans la dynamique du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche basée sur des objectifs de rendement des exploitations agricoles et de modélisation des systèmes de gestion des périmètres irrigués.



RWA/022

DURÉE:

2004 - 2012

BUDGET TOTAL EUR:

9 430 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR:

1 197 141

Appui à la Décentralisation et à l'Intégration SIDA/Santé



RWA/023 

BUDGET TOTAL EUR :
6 000 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
2 054 418

DURÉE :
2010 - 2013

Ce programme appuie la mise en œuvre du Plan stratégique du Secteur de la Santé 2009-2012 du gouvernement rwandais en renforçant la décentralisation et en améliorant la coordination des actions et le contrôle de la qualité du système de santé.





STATISTIQUES

196 722 km²

Superficie - Sénégal

39 %

Alphabétisation
Sénégal

18

Âge moyen
Sénégal

2.532 %

Taux d'accroissement
de la population
Sénégal

Dakar

Capitale Sénégal

60

Espérance de vie à la
naissance - Sénégal

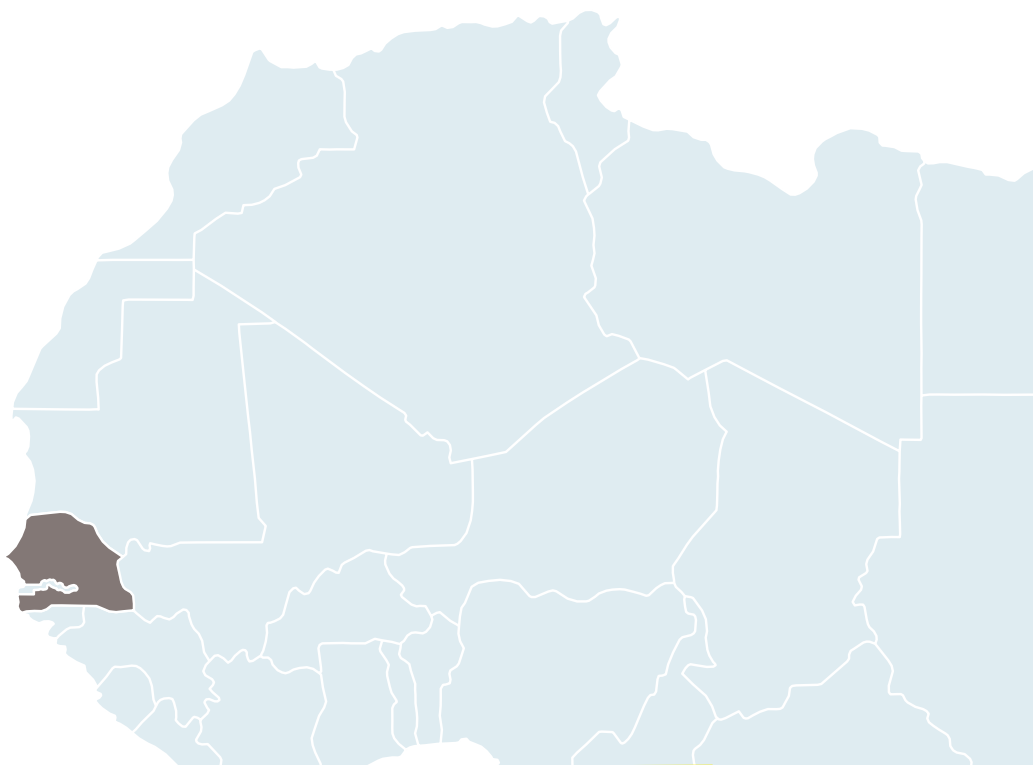
12 969 610

Population Sénégal

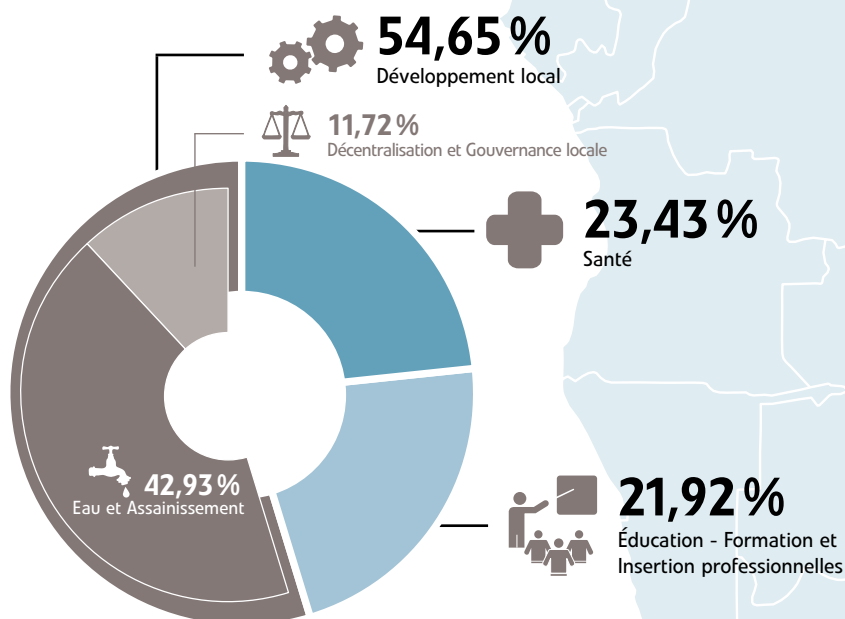
155/187

Indice de développement humain 2011
Sénégal

Sénégal

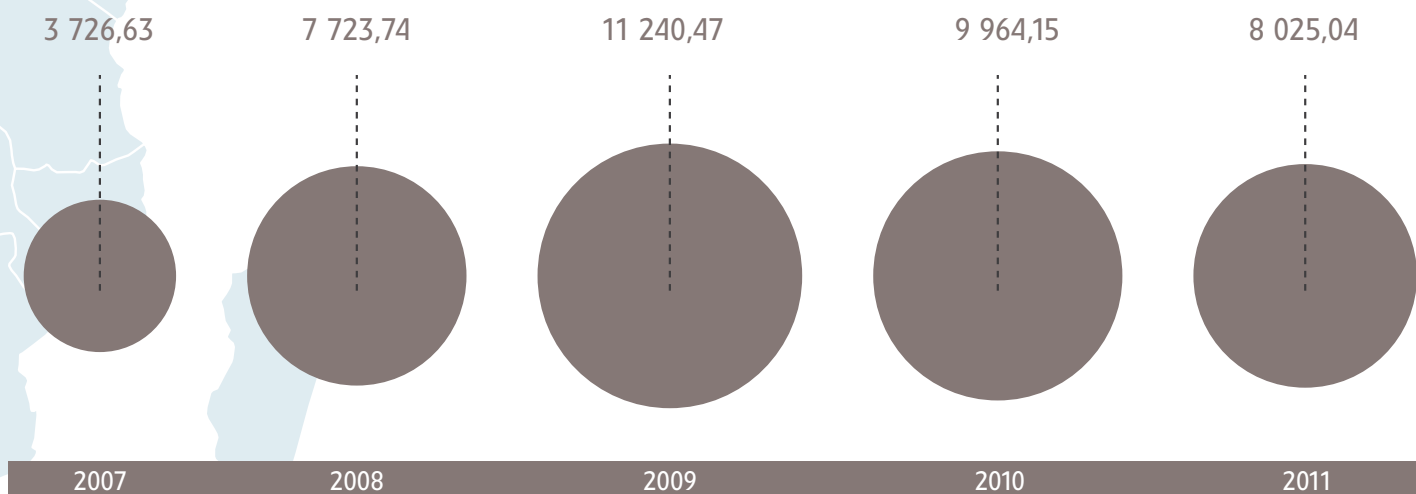


Distribution des déboursments 2011 par secteur





Évolution des activités au Sénégal (en millier EUR)



Programme de Santé de Base

Une approche spécifique en direction des populations nomades

La zone du Ferlo est caractérisée par son étendue géographique, à cheval sur les régions de Matam et de Louga, son enclavement, la dispersion de son habitat, un environnement rude et le nomadisme de ses populations. Ce contexte contribue grandement au dysfonctionnement du système de santé dans cette zone, et il est à l'origine de la faible utilisation des services du fait de barrières géographiques, socioculturelles et de la capacité limitée des structures sanitaires à satisfaire certains besoins en soins, en particulier des femmes et des enfants.

Le volet Information, Éducation et Communication (IEC), ainsi que le volet Communication pour le Changement de Comportement (CCC), sont essentiels pour une mise en œuvre efficace et participative des activités du programme SEN/025. Ces activités sont axées sur la santé maternelle, néonatale et infantile, la santé de la reproduction des adolescents et jeunes dans le cadre de la mise en place d'un centre conseil ado, et la référence/contre-référence pour la prise en charge des urgences médicales, chirurgicales et obstétricales.

Sur la base d'une étude sociologique réalisée en 2009 et des constats établis dans le Programme national de

Développement sanitaire, le Service national de l'Éducation pour la Santé du Ministère de la Santé et la composante SEN/025 ont élaboré un plan d'action IEC/CCC pour atteindre toutes les couches de la population : praticiens traditionnels, chefs de villages, relais communautaires, leaders communautaires, collectivités locales, comités de santé et transporteurs locaux de la zone du Ferlo.

Les deux partenaires ont misé sur la participation et l'implication des acteurs en confiant la mise en œuvre du plan aux districts sanitaires concernés, aux organisations communautaires de base, fréquemment appelées Associations de Relais polyvalents, aux organisations non gouvernementales de la zone, ainsi qu'à neuf radios communautaires qui jouent un rôle extrêmement important dans le cadre de l'information des populations sur la santé et permettent l'accès à l'information des populations autochtones, aussi bien les sédentaires que les nomades. Elles constituent le seul lien qui relie les populations nomades entre elles et aux autres.

Maïrame Harouna BA

Directrice de la radio communautaire « Gaynaako FM » Namarel (Département de Podor)

Les émissions décentralisées ont rapproché la radio des populations et lors des sensibilisations publiques, le chef de village, les notables et l'imam sont toujours présents, cela donne une caution morale aux messages sur la santé que nous diffusons. La radio a gagné en notoriété auprès des bailleurs et du district sanitaire qui nous font confiance grâce à ce partenariat avec le Luxembourg. À ce stade du partenariat, les nomades nous interpellent pour une rediffusion des émissions santé. Certains nous appellent pour nous confier leur souci de santé et pour que nous leur disions vers quelle structure aller pour y remédier.

SEN/025

DURÉE :

2008 - 2012



BUDGET TOTAL EUR :

11 744 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :

1 878 714



Le principal objectif est d'accompagner et de renforcer les capacités des acteurs du développement local à travers les agences régionales de développement et diverses organisations non gouvernementales, afin d'appuyer les dispositifs et mécanismes de concertation et de porter plus d'attention aux groupes vulnérables.

SEN/023

BUDGET TOTAL EUR :
4 234 000



DÉBOURSÉS 2011 EUR :
940 421
DURÉE :
2008 - 2012



Formation technique et professionnelle et Insertion professionnelle 2008-2012



SEN/024

BUDGET TOTAL EUR :
14 048 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
1 755 201

DURÉE :
2008 - 2012

Pour lutter contre un taux de chômage élevé et un système éducatif peu performant, le projet vise à réduire la pauvreté à travers la formation et l'insertion professionnelles en s'articulant autour du renforcement de la gestion, de la qualité, de l'accessibilité et des mesures d'insertion.

Programmes d'Accès à l'Eau potable et à l'Assainissement dans les Zones rurales des Régions de Thiès et de Louga 2008-2012



SEN/026

BUDGET TOTAL EUR :
14 373 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
3 443 352

DURÉE :
2008 - 2012

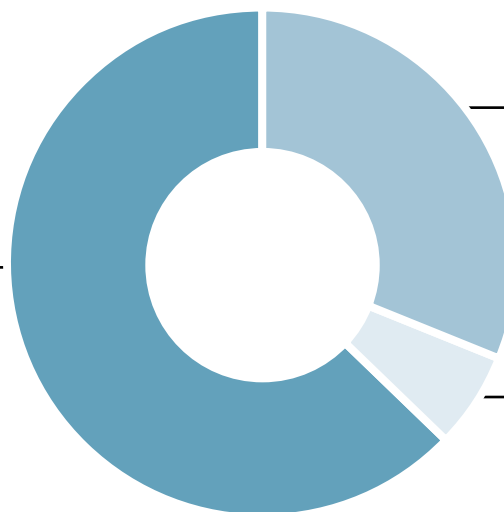
Dans le cadre du Programme Eau potable et Assainissement du Millénaire, le projet vise à garantir la durabilité des infrastructures et à assurer l'équité et la transparence dans la gestion des systèmes via l'organisation, l'information et l'éducation des usagers ainsi que la formation des agents techniques de l'État.



Afrique régionale

Distribution des déboursements 2011 par secteur

62,55 %
Microfinance et Secteurs
financiers inclusifs



31,31 %
Divers



6,14 %
Santé

Télémédecine et Télésanté pour l'Afrique sub-saharienne (eHSA)

African Internet Exchange System (AXIS)



AFR/019



BUDGET TOTAL EUR :
170 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
82 617

DURÉE :
2011 - 2013



AFR/020



BUDGET TOTAL EUR :
300 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
61 502

DURÉE :
2011 - 2014

Les quatre études menées durant la première phase guideront la mise en place de services de télémédecine satellitaire dans 48 états de l'Afrique sub-saharienne dans les domaines de l'éducation, des services cliniques, de la surveillance et de la gestion.

Le projet AXIS vise à mettre en place un réseau de points d'échange Internet locaux via la fédération et le renforcement des capacités des communautés Internet, les TIC étant un élément indispensable au développement économique et social de l'Afrique sub-saharienne.

Promotion de Secteurs financiers inclusifs dans la Zone UEMOA

Le projet AFR/017 «Promotion des Secteurs financiers inclusifs dans la Zone UEMOA», financé par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg revêt une importance particulière pour la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) puisqu'il vient en appui à la mise en œuvre du Programme régional d'Appui à la Finance décentralisée, principal cadre d'intervention de la Banque centrale dans le secteur de la microfinance.

L'objectif de développement du projet AFR/017 est de consolider le secteur et de maîtriser les risques pour la promotion des activités de microfinance en zone UEMOA.

Dans ce cadre, deux objectifs spécifiques sont visés: (i) adapter et renforcer la supervision de la microfinance en zone UEMOA dans le nouveau cadre réglementaire et (ii) renforcer les Systèmes financiers décentralisés (SFD) dans la production et le contrôle de l'information financière.

Ce deuxième objectif s'attache à lever les différentes contraintes pesant sur les SFD dans la mise en œuvre du nouveau cadre réglementaire en leur permettant d'accéder à des appuis spécialisés, notamment dans les domaines des Systèmes d'Information de Gestion (SIG), du contrôle interne et de l'audit externe.

L'absence de SIG au niveau des SFD permettant de transmettre des données fiables est un problème récurrent



depuis les années 90 en microfinance, notamment en Afrique de l'Ouest. Le défi est d'autant plus grand que la nouvelle réglementation, adoptée en avril 2007 dans l'ensemble des huit pays concernés par le projet, oblige les SFD à utiliser un nouveau référentiel comptable. Devant l'obligation d'harmonisation et de normalisation avec le nouveau cadre réglementaire, le projet a mené une étude sur la mise en conformité réglementaire des SIG en exploitation dans la zone. Celle-ci a permis de répertorier et d'évaluer les SIG existants. Un travail important a également été réalisé avec les éditeurs de SIG pour concevoir un cahier des charges présentant toutes les fonctionnalités attendues d'un logiciel de gestion conforme au cadre réglementaire. De plus «une passerelle» (ou générateur d'états) a été développée par le projet afin de permettre aux SFD d'éditer des rapports conformes en attendant que

les éditeurs de SIG s'attellent à la mise à jour de l'ensemble du cadre réglementaire.

Un Fonds d'Appui aux Systèmes d'Information de Gestion sera lancé prochainement pour un montant de 900 000 EUR. Il permettra à de nombreux SFD d'obtenir des subventions pour l'achat équipements ou de logiciels. Ce fonds, très attendu de la part des acteurs du secteur, contribuera à la professionnalisation des SFD et à une meilleure fiabilité des informations financières. Il aura des retombées sur les autorités de surveillance qui bénéficieront d'informations financières et de statistiques plus fiables, émanant de façon plus automatisée des SIG et qui pourront être centralisées dans une centrale des risques au sein de la BCEAO. Les épargnants pourront ainsi confier leurs dépôts à des Systèmes financiers décentralisés mieux organisés et plus fiables.

AFR/017

DURÉE:

2008 - 2013



BUDGET TOTAL EUR :

18 825 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :

2 880 394



Am



Amérique latine

El Salvador
Nicaragua

El Salvador



STATISTIQUES

21 041 km²

Superficie

81 %

Alphabétisation

0.303 %

Taux d'accroissement
de la population

74

Espérance de vie à la
naissance

6 090 650

Population

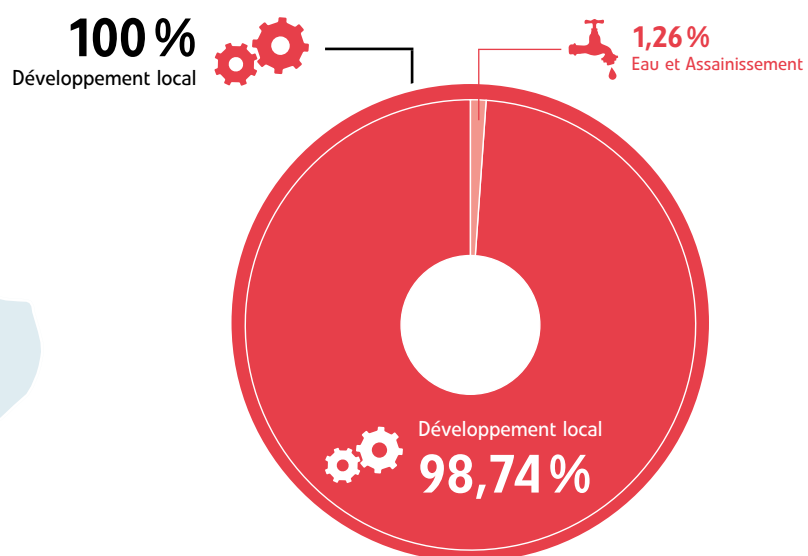
105/187

Indice de Développement Humain 2011

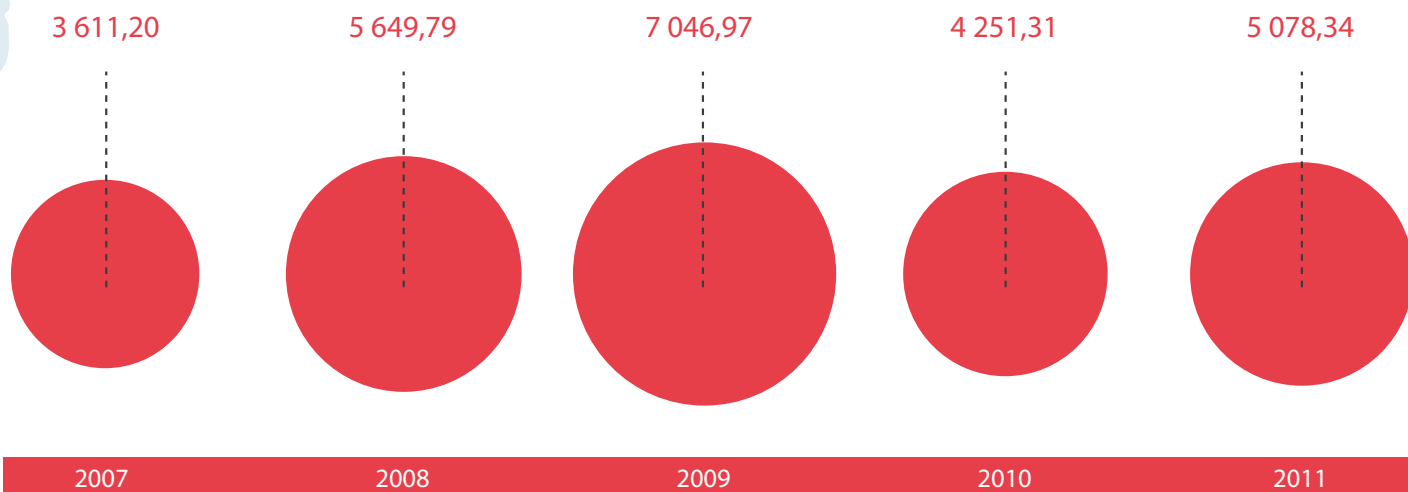
San Salvador
Capitale



Distribution des déboursements 2011 par secteur



Évolution des activités au Salvador (en millier EUR)



Programme d'Appui au Réseau solidaire

Consultation au Centre de Santé ►

Le Programme des Communautés solidaires est une initiative mise en place par le gouvernement du Salvador qui vise à améliorer les conditions de vie et à augmenter les opportunités des familles rurales vivant dans des conditions de pauvreté extrême au moyen d'une intervention intégrale dans les 100 municipalités les plus pauvres du pays.

Le Programme d'Appui aux Communautés rurales solidaires (PACRS), financé par le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg depuis 2007, entend contribuer à améliorer les conditions de vie des habitants de 13 municipalités de la zone orientale du Salvador.

Il s'articule autour d'un ensemble coordonné d'interventions sectorielles sous le leadership des institutions salvadoriennes concernées dans le but de favoriser l'accès de la population aux services de base, ainsi que le développement des capacités et des activités productives. Ces interventions comprennent l'approvisionnement d'eau potable aux écoles, centres de santé et foyers, la construction et l'amélioration des infrastructures sanitaires et d'enseignement, la formation d'enseignants, la mise en œuvre de programmes d'alphabétisation, l'électrification des communautés rurales, le renforcement de la gestion



municipale et des associations de producteurs et le financement de projets productifs.

Bien qu'il soit difficile de déterminer avec précision la contribution du programme aux résultats obtenus dans la zone d'intervention étant donné qu'ils ne sont pas uniquement dus à l'intervention luxembourgeoise, les témoignages de terrain permettent d'affirmer que les effets du PACRS sont notoires et positifs dans plusieurs domaines, en particulier en ce qui concerne l'amélioration des conditions de santé du système éducatif au niveau de l'enseignement de base et l'accès à des soins de qualité.

Le programme est également intervenu dans les secteurs de l'Eau et l'Assainissement, de la distribution d'énergie électrique et de l'appui aux activités productives par le biais d'un appui aux coopératives et le renforce-

ment des capacités de gestion locale pour le développement.

Dans la continuité de ce programme, la Coopération luxembourgeoise envisage de maintenir l'appui en accord avec les objectifs et les priorités du Plan quinquennal 2010-2014 et du Programme des Communautés solidaires qui constitue un des principaux éléments du programme défini par le gouvernement salvadorien pour réduire à la fois la pauvreté et les inégalités en milieu rural et urbain. Ce programme très ambitieux cherche à coordonner, sous la houlette du Secrétariat technique de la Présidence, les actions de l'État dans les zones identifiées comme étant celles où la pauvreté est la plus élevée dans le pays. Ce programme a réussi à gagner le soutien de la plupart des bailleurs de fonds et associe pour la coordination 18 institutions publiques ou parapubliques et 125/262 municipalités.



SVD/021

DURÉE:
2007 - 2012

BUDGET TOTAL EUR :

20 000 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :

5 014 202





STATISTIQUES

Nicaragua

130 370 km²

Superficie - Nicaragua

68 %

Alphabétisation
Nicaragua

1.067 %

Taux d'accroissement
de la population
Nicaragua

72

Espérance de vie à la
naissance - Nicaragua

Managua

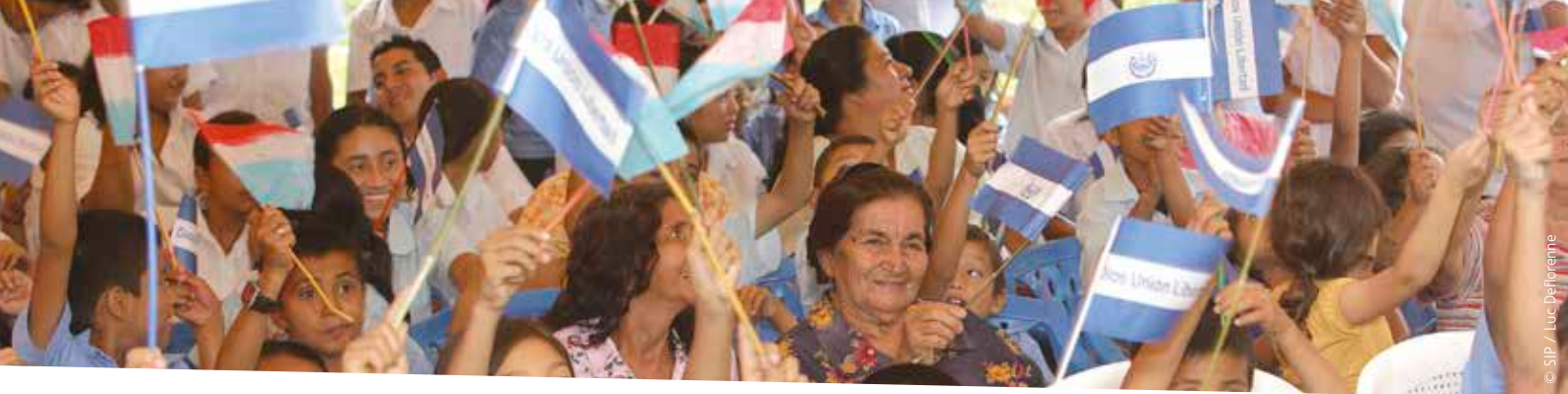
Capitale Nicaragua

5 727 710

Population Nicaragua

129/187

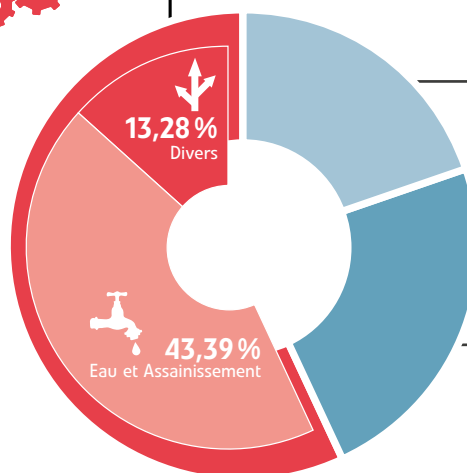
Indice de développement humain 2011
Nicaragua



Distribution des déboursements 2011 par secteur

56,67%

Développement local



13,28 %
Divers



43,39 %
Eau et Assainissement



Santé

19,74%



Éducation - Formation et
Insertion professionnelles

23,59%

Évolution des activités au Nicaragua (en millier EUR)

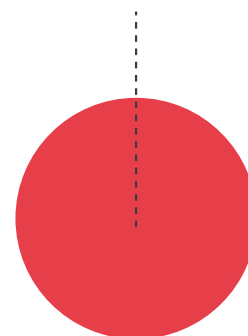
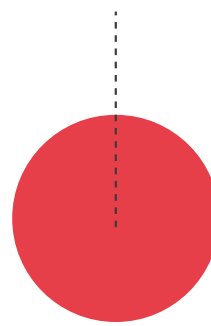
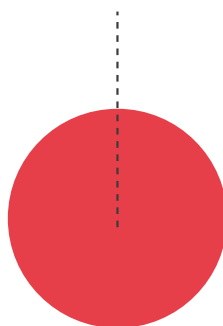
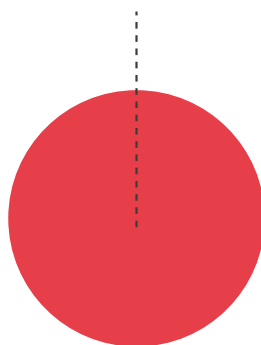
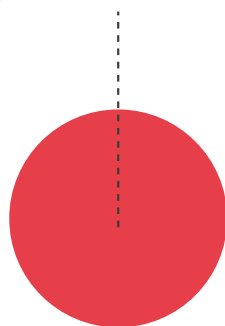
5 888,75

8 154,95

5 961,49

5 321,98

7 213,09



2007

2008

2009

2010

2011

Programme d'Eau potable et d'Assainissement à Nueva Segovia, Madriz et Estelí - Nicaragua

Travaux de Protection d'une Conduite ►

Ce projet est l'héritier d'une lignée de trois projets antérieurs de la Coopération luxembourgeoise dans le secteur de l'Eau et de l'Assainissement au Nicaragua et couvre la région Nord du territoire. Le programme est exécuté avec l'Entreprise publique des Services d'Eau et d'Assainissement (ENACAL), contrepartie nicaraguayenne du projet.

Sur la base des leçons apprises lors de ces différentes interventions, la formulation du projet a privilégié les études préalables (actualisation cadastrale et élaboration de schéma directeur des systèmes d'eau potable) de manière à optimiser l'efficacité de l'intervention. Dans ce même but, il a ensuite considéré la réhabilitation des installations existantes et le renforcement des capacités humaines de la contrepartie à travers des programmes de formation et la participation active de son personnel aux activités d'optimisation de la gestion technique et commerciale visant un objectif spécifique d'amélioration des services d'eau potable et d'assainissement et bénéficiant directement à l'amélioration des conditions de vie d'environ 240 000 personnes.

Un premier axe du projet porte sur le renforcement des capacités d'intervention et l'amélioration des résultats opérationnels d'ENACAL dans



les trois départements de la région Nord, notamment avec l'actualisation de l'inventaire cadastral technique et commercial des systèmes d'eau potable et d'assainissement collectif. Le projet a également appuyé la formation du personnel, la mise en place d'un système d'indicateurs de gestion de référence et l'amélioration des méthodes de travail, ce qui a finalement eu l'effet d'un catalyseur de tous les efforts contribuant à l'amélioration des performances opérationnelles de l'Entreprise publique des Services d'Eau et d'Assainissement.

Pour ce qui est du second axe de travail, 17 des 20 systèmes d'eau potable des départements de Nueva Segovia, Madriz et Estelí exploités par ENACAL ont bénéficié de travaux de réhabilitation très importants sur la base d'un cadastre technique actualisé et de nouveaux schémas directeurs.

Le troisième axe, ayant pour objectif la résolution des principaux problèmes liés à l'évacuation des eaux usées a quant à lui permis d'atteindre les résultats escomptés du projet dans ce domaine avec la construction de la station de traitement des eaux usées de la ville de Jalapa et la conception des systèmes d'assainissement collectifs pour les villes de La Trinidad et Condega pour lesquels des financements complémentaires seront recherchés par les autorités locales. Enfin, le projet a appuyé dans des zones plus isolées et critiques la construction de 600 systèmes d'assainissement individuels dans 10 localités différentes, établissant dans chacune d'entre elles des installations modèles susceptibles d'être reproduites sur la base de plans type par une main d'œuvre locale formée durant le projet.

Le projet se terminera durant la première moitié de l'année 2012.



NIC/021

DURÉE :
2008 - 2011

BUDGET TOTAL EUR :
8 000 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
3 129 669



Appui à la Transfusion sanguine – Phase d'Extension



NIC/016 

BUDGET TOTAL EUR :
7 422 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
1 105 703

DURÉE :
2005 - 2012

La phase d'extension entend consolider les progrès réalisés durant la première phase et qui visent à rendre le Service national du Sang plus performant, sûr, efficient et autonome financièrement et administrativement et renforcer les capacités institutionnelles du Ministère de la Santé.



Appui à la Formation en Hôtellerie et Tourisme – Phase II



NIC/018 

BUDGET TOTAL EUR :
4 884 380

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
725 654

DURÉE :
2006 - 2013

Ce projet a contribué au renforcement des capacités de l'École nationale d'Hôtellerie et à la création d'un modèle de formation professionnelle pour le secteur touristique nicaraguayen. Le projet a bénéficié d'une extension jusqu'en janvier 2013 afin de consolider et diffuser le modèle de formation.

Appui intégré aux SILAIS de Masaya, Carazo et Rivas - Phase II



NIC/020 

BUDGET TOTAL EUR :
8 310 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
277 268

DURÉE :
2007 - 2011

Ce projet a permis d'accroître la couverture et d'améliorer la qualité des services de santé fournis par les SILAIS. L'expérience acquise grâce au projet NIC/020 sera mise à profit dans le cadre de l'Axe 2 du programme NIC/025 (Appui intégré au Secteur de la Santé).



Route du Café



NIC/022

BUDGET TOTAL EUR :
4 500 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
12 833

DURÉE :
2007 - 2011

Ce projet portait sur l'appui au développement économique local à travers le tourisme. Grâce au niveau d'appropriation élevé de tous les acteurs du projet, la plupart des objectifs ont été atteints et seront consolidés dans le cadre de la mise en œuvre du projet NIC/024.



Amélioration des Compétences professionnelles et techniques au Niveau national



NIC/023

BUDGET TOTAL EUR :
5 000 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
971 894

DURÉE :
2010 - 2014

Le projet reprend l'expérience réussie de l'ENAH (NIC/018) dans le domaine de la formation professionnelle et l'étend aux sous-secteurs de la soudure, de l'électricité/électronique et des énergies renouvelables. Il vise à mettre en place un modèle de Système national de Qualifications et de Formation professionnelle.

Route du Café – Phase II



NIC/024

BUDGET TOTAL EUR :
6 000 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
945 161

DURÉE :
2011 - 2015

La phase II du projet met l'accent sur le développement local durable à travers de routes touristiques. L'action se poursuivra selon les axes stratégiques définis lors de la première phase en vue de l'amélioration de la structuration du secteur, de la formation des acteurs et de la planification.

Appui intégré au Secteur de la Santé



NIC/025

BUDGET TOTAL EUR :
10 000 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
41 117

DURÉE :
FORMULATION

Ce programme a comme objectif global de renforcer l'accès universel, la qualité de la prise en charge et la gestion des réseaux des services du Système national de Santé du Nicaragua et correspond au second objectif stratégique du Plan quinquennal de Santé 2011-2015 du Nicaragua.





Asie

Laos
Mongolie
Vietnam



Laos

236 800 km²

Superficie

73 %

Alphabétisation

21

Âge moyen

1.655 %

Taux d'accroissement
de la population

Vientiane

Capitale

63

Espérance de vie à la
naissance

6 586 270

Population

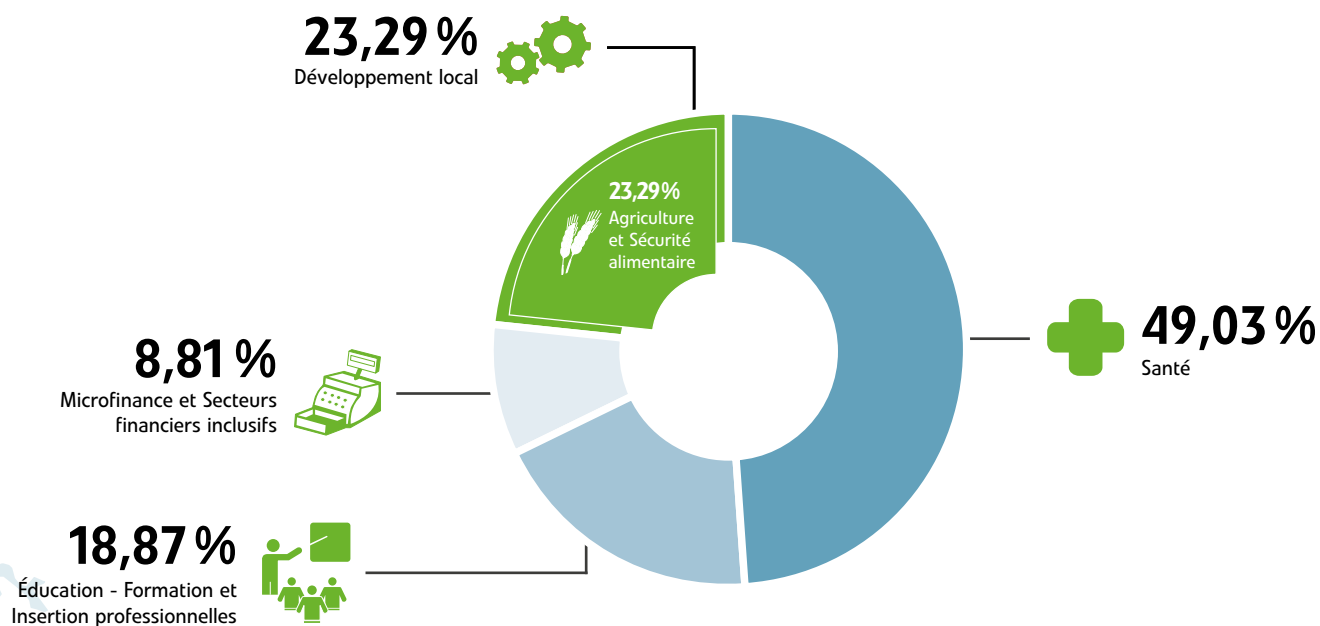
138/187

Indice de Développement Humain 2011

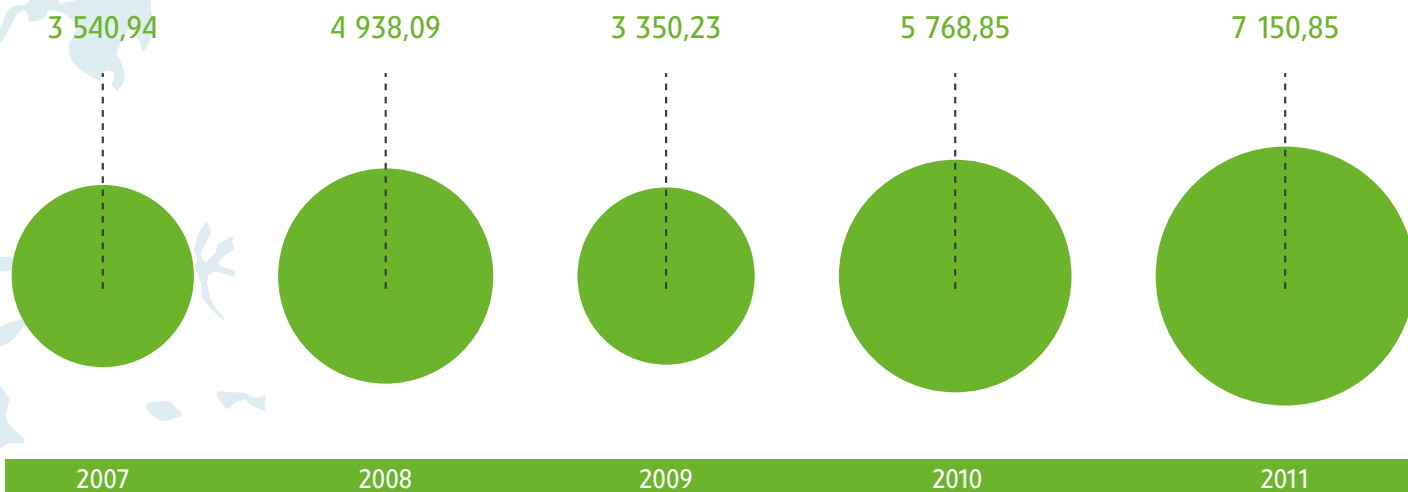




Distribution des déboursements 2011 par secteur



Évolution des activités au Laos (en millier EUR)



Renforcer la Primauté et l'État de Droit au Laos par un Enseignement universitaire juridique de Qualité

Cours à la Faculté de Droit ►

L'objectif général du projet est de renforcer la primauté et l'état de droit au Laos en améliorant la qualité de la formation juridique universitaire dispensée par la Faculté de Droit et de Sciences Politiques (FLP) de l'Université nationale du Laos. Ce projet, financé par la Coopération luxembourgeoise et exécuté en collaboration avec les autorités laotiennes de la Justice et de l'Éducation, a démarré en juin 2010. Il s'inscrit dans un projet antérieur financé et exécuté par la Coopération suédoise (SIDA) de 2000 à 2010.

En 1986, le Laos entame sa transition d'une économie planifiée vers une économie de marché. Afin de faciliter une transition et mutation socio-économique majeure, le gouvernement déclare la primauté du Droit comme étant une haute priorité. Une absence quasi-totale de culture juridique confronte cependant la faculté FLP à de multiples défis. Ceux-ci sont soit spécifiques, soit identiques aux défis que l'ensemble du système d'enseignement supérieur se doit de relever.

Le projet cherche surtout à améliorer la qualité de l'enseignement à travers l'accroissement des connaissances juridiques et le renforcement de la spécialisation du personnel enseignant de la faculté de droit. C'est



ainsi que des bourses d'études pour master ou doctorat sont par exemple dispensées sur base d'un partage des coûts avec les autres universités, ce qui renforce la notion de réseau universitaire dans la région et assure un développement plus durable. Des formations et échanges universitaires sont également organisés au Laos et dans la région.

D'autre part, comme l'anglais est essentiel pour la promotion des échanges internationaux, l'amélioration des connaissances de la langue anglaise est, pour le personnel de l'FLP notamment, une haute priorité. Pour ce faire, le projet soutient des cours du soir et des séjours linguistiques intensifs à l'étranger. Le programme d'études a également été développé afin d'intégrer le vocabulaire légal en anglais.

Le projet soutient la production de manuels d'études et favorise un enseignement basé davantage sur une approche participative des étudiants; approche facilitée par la création de groupes de réflexion d'étudiants sur des questions fondamentales, comme l'environnement, les droits de l'homme, l'égalité des genres ou le développement rural. Il soutient également la recherche académique, qui n'en est qu'à ses débuts.

Enfin, le projet vise à renforcer les capacités institutionnelles de l'FLP, y compris les questions organisationnelles. C'est dans ce contexte que la construction de nouveaux dortoirs pour les étudiants et de nouveaux espaces d'études seront bientôt entamés.



LAO/023

DURÉE:

2010 - 2014

BUDGET TOTAL EUR :

5 000 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :

608 961





LAO/016 

BUDGET TOTAL EUR :
2 000 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
630 208

DURÉE :
2008 - 2012

Dans ce projet de renforcement du secteur financier au Laos, LuxDev, en collaboration avec l'Agence de Transfert de Technologie Financière du Luxembourg, intervient plus particulièrement sur la formation des acteurs afin de renforcer leur capacité et d'atteindre des standards internationaux.



Programme d'Appui aux Initiatives de Santé



LAO/017 

BUDGET TOTAL EUR :
16 750 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
3 506 006

DURÉE :
2008 - 2013

L'objectif du programme d'appui au secteur de la santé Lao-Luxembourg est de permettre à trois provinces du Laos (Vientiane, Bolikhamxay et Khammouane) d'atteindre une couverture sanitaire optimale, conforme aux stratégies et politiques nationales édictées par les autorités de la santé.

Appui au Développement des Ressources humaines en Hôtellerie et Tourisme



LAO/020 

BUDGET TOTAL EUR :
9 325 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
740 356

DURÉE :
2008 - 2013

Compte tenu de la forte croissance du secteur du tourisme au Laos et des recettes qu'elle génère pour l'économie nationale, la Coopération luxembourgeoise a choisi de soutenir ce secteur en mettant en place un projet d'appui au développement des ressources humaines en hôtellerie et tourisme.



Développement intégré à Bolikhamxay



LAO/021 

BUDGET TOTAL EUR :
6 000 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
1 570 379

DURÉE :
2009 - 2012

Ce projet de développement local, qui s'intègre dans la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, vise à mettre en œuvre un plan de développement socio-économique dans la province de Bolikhamxay, au centre du Laos. Trois des six districts de cette province sont considérés comme très pauvres : Khamkeut, Viengthong et Bolikhan.



Projet de Développement local dans la Province de Khammouane



LAO/024 

BUDGET TOTAL EUR :
7 000 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
-

DURÉE :
FORMULATION

Un nouveau projet de développement local concernant la province de Khammouane, au centre du Laos, est actuellement en phase de formulation. Deux des districts les plus démunis de cette province seront particulièrement ciblés par la future intervention : Boualapha et Nakai.

Appui au Programme national de Sécurité sanguine



LAO/025 

BUDGET TOTAL EUR :
4 000 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
-

DURÉE :
FORMULATION

La Coopération luxembourgeoise, en collaboration avec le Ministère de la Santé et la Croix Rouge lao, formule un projet d'appui au Programme national du Sang. L'objectif du projet est d'améliorer la politique transfusionnelle pratiquée dans les centres de transfusion sanguine au niveau central, régional et provincial.

Assistance technique au Programme Soum Son Seun Jai du FIDA



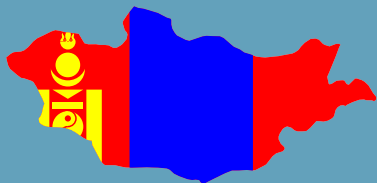
LAO/026 

BUDGET TOTAL EUR :
1 700 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
-

DURÉE :
FORMULATION

Un nouveau projet de développement local se concentrant sur les provinces de Sayaboury et Oudomxay, au nord du Laos, est en cours de formulation. Ce projet, exécuté en collaboration avec le Fonds international de Développement agricole (FIDA), vise à réduire la pauvreté en améliorant les sources de revenus agricoles.



STATISTIQUES

1 564 116 km²

Superficie

98 %

Alphabétisation

1.469 %

Taux d'accroissement
de la population

26

Âge moyen

68

Espérance de vie à la
naissance

3 180 000

Population

110/187

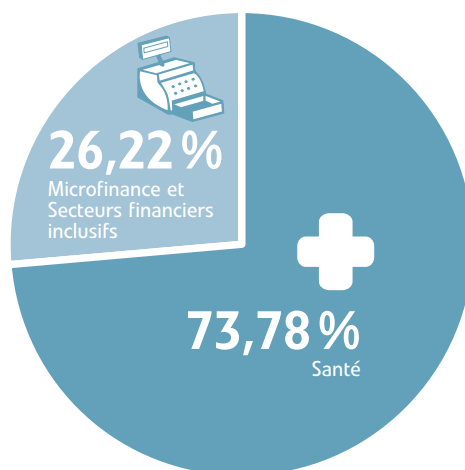
Indice de Développement Humain 2011

Mongolie

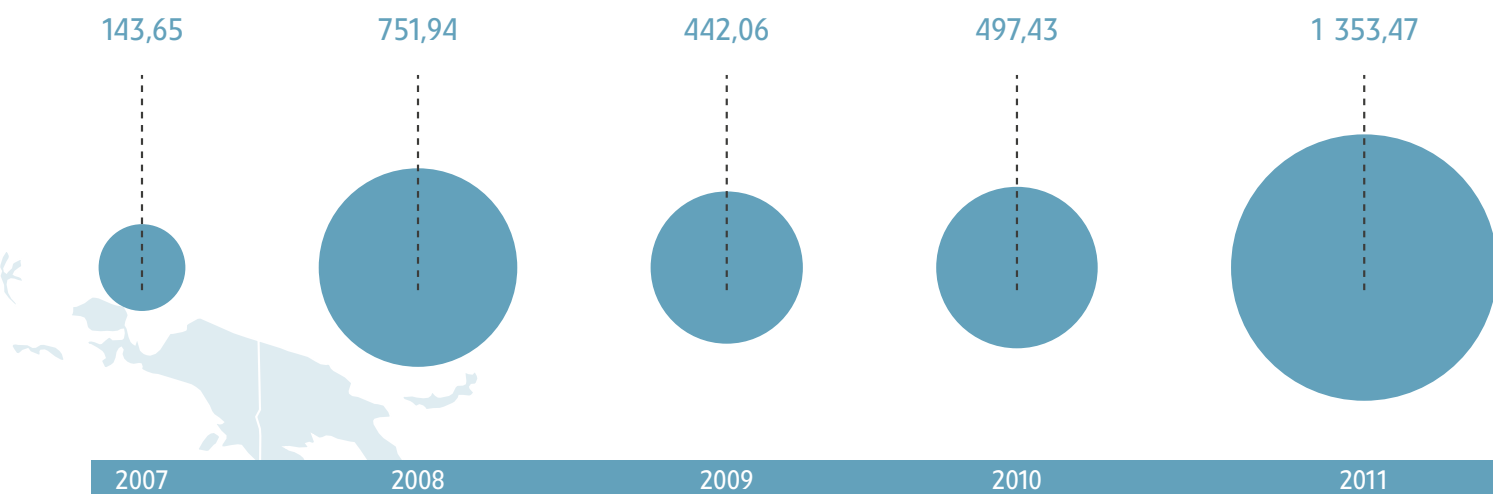




Distribution des déboursements 2011 par secteur



Évolution des activités en Mongolie (en millier EUR)



Projet de Renforcement des Capacités et de Formation du Secteur financier

Compagnie
d'Assurance en Mongolie ►

En 1991, lors de la chute du régime soviétique, la Mongolie prend la décision de passer d'une économie planifiée à une économie de marché. Le pays se voit dès lors confronté à un développement économique accéléré, avec pour corollaire un besoin criant de régulation et de supervision de son secteur financier.

Cependant le manque de connaissance et d'expérience en matière de finance, et plus spécialement dans les domaines de la régulation, de la supervision et de la mise en place des meilleures pratiques et standards internationaux, n'a pas permis de soutenir adéquatement le développement rapide de l'économie.

Riche en matières premières (e. a. cuivre, charbon, or, uranium), la Mongolie bénéficie depuis quelques années d'une croissance élevée de son produit intérieur brut, alimentée par d'importants investissements étrangers. Cependant, elle est confrontée à un manque d'expérience évident dans le secteur financier, doublé d'une corruption latente.

En 2006, les autorités mongoles décident de créer la Commission de Régulation financière de Mongolie (FRC). Cependant, pour rendre cette Commission conforme aux meilleures pratiques et standards internationaux, des formations spécifiques, un renforcement des capacités ainsi qu'une assistance technique s'avèrent indispensables.



Pour faire face à cette situation et à l'initiative des gouvernements mongol et luxembourgeois, le «Projet de renforcement des capacités et de formation du secteur financier» a été convenu en 2008 et lancé en janvier 2011, en collaboration avec la jeune FRC.

Le projet cherche à assister le gouvernement mongol à établir un environnement de régulation sain et solide pour l'ensemble du secteur financier (microfinance, assurances et marché des capitaux) puis de soutenir les efforts du gouvernement à transiter vers une économie de marché prospère et bénéfique pour l'ensemble de la population du pays.

Ceci comprend surtout l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience de la Commission de Régulation financière. Le premier résultat envisagé prévoit l'amélioration de la structure opérationnelle et institutionnelle; le second concerne le renforcement de la capa-

cité de régulation et de supervision du secteur.

Après une période limitée d'évaluation, un nouveau plan stratégique (2012-2017) pour FRC a été élaboré avec le support actif du projet, qui contribue également, avec l'aide d'un consultant international, à la mise en place et à l'évaluation d'un ensemble d'indicateurs clé de performance pour assurer un bon suivi de son déploiement.

L'assistance technique et les formations diverses sont conjointement fournies par le Conseiller technique Principal de LuxDev, l'Agence de Transfert de Technologie financière (ATTF) et d'autres consultants internationaux. Ces activités visent le renforcement des activités de base de la Commission (régulation et supervision), ainsi que le développement des fonctions de support (ressources humaines, communication, IT) indispensables à leur bonne réalisation.

MON/004

DURÉE:

2010 - 2014



BUDGET TOTAL EUR :

2 000 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :

354 825



Centre de Diagnostic cardio-vasculaire - Phase II



MON/003 
BUDGET TOTAL EUR:
 2 431 300
DÉBOURSÉS 2011 EUR:
 197 737
DURÉE:
 2007 - 2012

Ce second volet de l'intervention du Luxembourg dans le secteur de la santé en Mongolie, depuis 2001, vise à améliorer la prise en charge des patients atteints de maladies cardiovasculaires, l'une des premières causes de morbidité dans le pays.

Appui au Diagnostic et au Traitement des Maladies cardiovasculaires / Télémédecine / Santé maternelle et infantile (SMI)



MON/005 
BUDGET TOTAL EUR:
 6 600 000
DÉBOURSÉS 2011 EUR:
 800 904
DURÉE:
 2011 - 2016

L'objectif global du projet est de contribuer à un meilleur état de santé de la population Mongole. Il vise à améliorer les services de santé notamment dans les domaines des maladies cardiovasculaires et de la SMI, en ligne avec le plan directeur stratégique de la Santé 2006-2015.



Vietnam

STATISTIQUES

331 210 km²

Superficie - Vietnam

94 %

Alphabétisation
Vietnam

Hanoï

Capitale Vietnam

1.054 %

Taux d'accroissement
de la population
Vietnam

28

Âge moyen

72

Espérance de vie à la
naissance - Vietnam

91 519 290

Population Vietnam

128/187

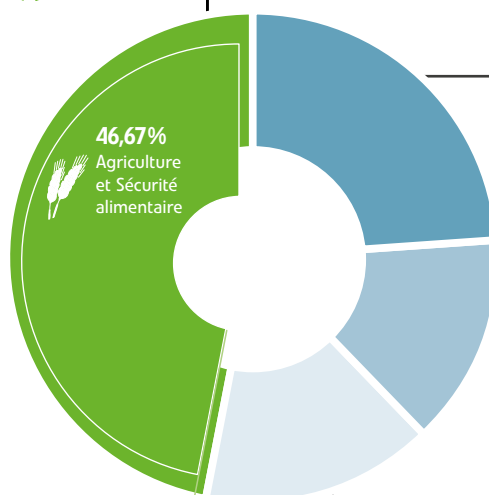
Indice de développement humain 2011
Vietnam





Distribution des déboursements 2011 par secteur

46,78 %
Développement local



46,67 %
Agriculture
et Sécurité
alimentaire



23,98 %
Santé



14,08 %
Éducation - Formation et
Insertion professionnelles



15,16 %
Microfinance et Secteurs
financiers inclusifs

0,11 %
Eau et Assainissement



Évolution des activités au Vietnam (en millier EUR)

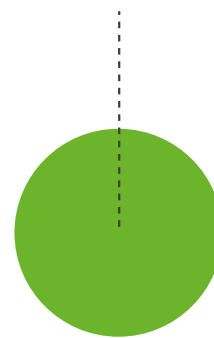
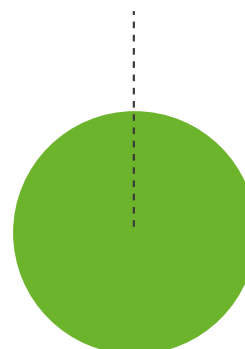
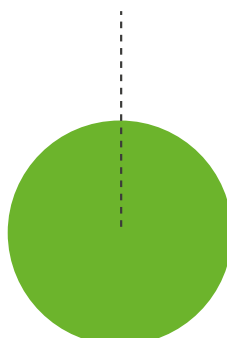
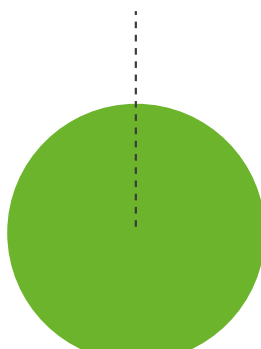
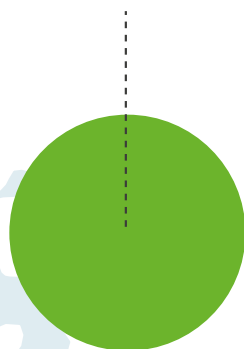
5 643,85

6 732,29

5 098,97

5 984,67

4 376,20



2007

2008

2009

2010

2011

Soutien à la Politique de Soins de Santé pour les Pauvres de Cao Bang et Bac Kan

Santé maternelle et infantile ►

Le projet est une des initiatives soutenue par la Coopération luxembourgeoise pour améliorer la santé et le bien être des populations les plus démunies dans les zones montagneuses du nord Vietnam. L'objectif de ce projet est d'établir un réseau de soins de santé primaire auquel auront accès les populations rurales les plus pauvres de ces deux provinces.

Le projet entend soutenir le Ministère de la Santé et, plus largement, le Gouvernement du Vietnam, afin de trouver des solutions efficaces pour résoudre ou réduire les inégalités en matière de santé. En termes pratiques, cela signifie renforcer les capacités des gestionnaires de santé des deux provinces considérées et fournir les ressources adéquates aux besoins de santé des plus pauvres.

Trois districts de chaque province ont été sélectionnés pour la mise en place d'activités pilotes de ce projet. Les districts de Nguyen Binh, Ha Quang et Trung Khanh, qui se trouvent le long de la frontière chinoise de Guangxi, sont concernées pour la province de Cao Bang. Quant à la province de Bac Kan, ce sont les districts de Ba Be, Ngan Son et Na Ri qui ont été sélectionnés.

Les rapports d'enquête relatifs aux soins de santé primaires au Vietnam sont loin d'être positifs. La plupart du temps, le personnel médical employé



dans les centres de santé et dans les communes ne dispose pas des équipements adéquats pour pouvoir répondre aux pathologies les plus courantes (maladies et/ou blessures) qui représentent la majorité des consultations enregistrées dans les structures de soins. De fait, de plus en plus de patients se détournent des centres de santé communaux, préférant se rendre directement auprès d'une infrastructure sanitaire de l'échelon supérieur, à savoir un hôpital local, parfois privé, même si cette option représente une dépense bien plus onéreuse.

Le projet entend donc améliorer l'accès, l'utilisation ainsi que la qualité des services de santé de base en soutenant la formation du personnel des centres de santé communaux et des postes de santé villageois dans le but de renforcer leurs compétences, ainsi qu'en leur donnant les moyens

matériels de dispenser des soins de qualité.

Outre le renforcement des capacités du personnel de santé, 117 centres de santé seront appuyés afin de les rendre aptes à répondre aux besoins des patients. Cet appui se traduira notamment par la fourniture de matériel médical, offrant ainsi au personnel des conditions de travail plus adaptées.

VIE/027

DURÉE :

2009 - 2013



BUDGET TOTAL EUR :

4 999 100

DÉBOURSÉS 2011 EUR :

330 707



Formation professionnelle à Bac Kan



VIE/021

BUDGET TOTAL EUR :
4 595 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
295 603

DURÉE :
2006 - 2012

Le projet vise à améliorer la capacité et la qualité de la formation professionnelle à Bac Kan par la mise en place d'un lycée technique professionnel répondant aux besoins de la main-d'œuvre locale. Pour atteindre cet objectif, une nouvelle infrastructure entièrement équipée a été fournie et un programme scolaire développé.



Projet de Développement local à Quang Diên



VIE/023

BUDGET TOTAL EUR :
4 000 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
523 479

DURÉE :
2007 - 2012

Cette initiative entend contribuer à la réduction de la pauvreté du district de Quang Dien – province de Thuan Thien Hue - en promouvant le développement socio-économique. Le renforcement des capacités de gouvernance locale est au cœur de ce projet qui, par ailleurs, assure la réhabilitation d'infrastructures et la fourniture d'équipements.

Appui à la Chaîne du Froid - Réseau national de Transfusion sanguine



VIE/024

BUDGET TOTAL EUR :
3 100 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
353 742

DURÉE :
2007 - 2012

Depuis 1995, la Coopération luxembourgeoise soutient l'effort du Gouvernement vietnamien à améliorer « sa chaîne du froid » dans la gestion des produits sanguins. Le Luxembourg collabore également avec l'Organisation mondiale de la Santé pour fournir une assistance technique à quatre centres régionaux de transfusion sanguine.



© 2011 SIP / Charles Caratini

Appui à la Chaîne du Froid – Programme national d’Immunisation



VIE/025 

BUDGET TOTAL EUR :
4 200 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
362 823

DURÉE :
2007 - 2012

L’objectif du projet est de renforcer le Programme élargi de Vaccination (PEV) du Ministère de la Santé Vietnamien à travers une chaîne du froid optimisée et le soutien à la maintenance des équipements qui la constituent. La chaîne du froid constitue l’épine dorsale du PEV sans laquelle la vaccination dans les régions les plus éloignées du Vietnam serait impossible.



Projet de Développement du Marché des Capitaux



VIE/026 

BUDGET TOTAL EUR :
3 000 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
616 686

DURÉE :
2008 - 2012

Compte tenu du rythme soutenu des privatisations dans le secteur public au Vietnam, le Ministère des Affaires étrangères du Luxembourg a mandaté LuxDev pour mettre en œuvre un programme d’appui au développement des marchés financiers, en collaboration avec l’Agence de Transfert de Technologie financière luxembourgeoise.

Développement rural à l’Ouest de Nghe An



VIE/028 

BUDGET TOTAL EUR :
6 000 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
973 365

DURÉE :
2009 - 2013

Le Luxembourg mène un programme de coopération avec la province rurale de Nghe An depuis 1994. Cet appui a commencé à travers le projet VIE/007 «Nghe An, Développement Rural» et s’est poursuivi avec le projet VIE/014 «Développement agricole à l’Ouest de Nghe An ». Le présent projet est une phase de consolidation des interventions précédentes.

Assistance technique au Programme FIDA destiné aux Populations rurales de Cao Bang



VIE/029 

BUDGET TOTAL EUR :
2 475 044

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
540 609

DURÉE :
2009 - 2012

Par ce projet, le Luxembourg pourvoit à une partie de l’assistance technique d’un vaste programme mis en œuvre par le Fonds international de Développement agricole intitulé « *Developing Business with the Rural Poor* », dans la province de Cao Bang.

Renforcement des Ressources humaines dans le Secteur hôtelier et du Tourisme au Vietnam



VIE/031 

BUDGET TOTAL EUR :
2 950 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
314 432

DURÉE :
2010 - 2012

Ce projet représente la quatrième phase de l’appui du Luxembourg au secteur du Tourisme au Vietnam. En améliorant la qualité des formations dispensées par neuf écoles d’hôtellerie du pays, il entend renforcer les capacités des professionnels du secteur qui ne cesse de croître depuis une quinzaine d’années.



LuxDev is a member of



L u x e m b o u r g ' s
m u l t i - s t a k e h o l d e r
m i c r o f i n a n c e
p l a t f o r m f o r
F a c i l i t a t i o n ,
S t i m u l a t i o n a n d
I n n o v a t i o n .

14 members from
private, public sector
and civil society.

www.lrtm.lu





Kosovo
Monténégro
Serbie

Europe



STATISTIQUES

10 887 km²

Superficie - Kosovo

92 %

Alphabétisation
Kosovo

0.55 %

Taux d'accroissement
de la population
Kosovo

27

Âge moyen
Kosovo

Pristina

Capitale Kosovo

69

Espérance de vie à la
naissance - Kosovo

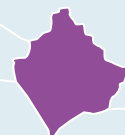
1 836 530

Population Kosovo

54/187

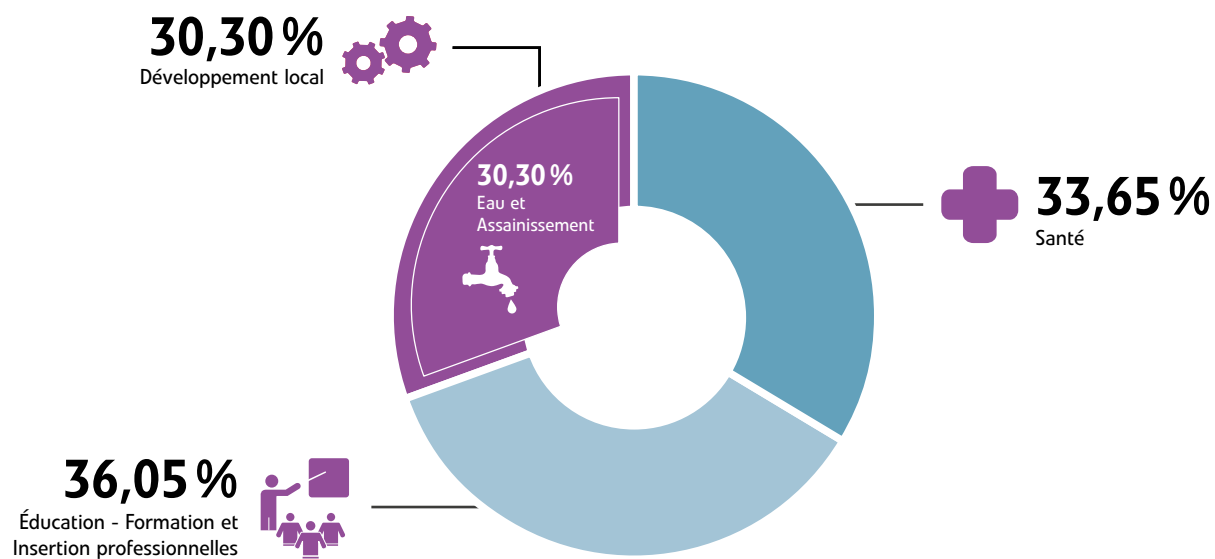
Indice de développement humain 2011
Monténégro

Kosovo

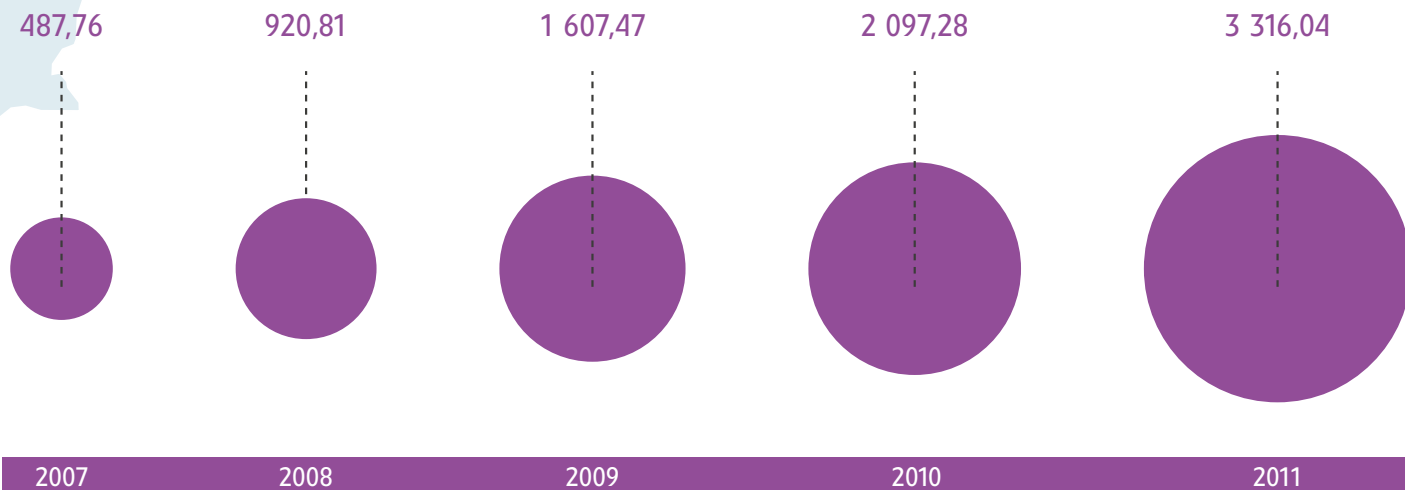




Distribution des déboursements 2011 par secteur



Évolution des activités au Kosovo (en millier EUR)



Renforcement du Secteur de la Santé au Kosovo

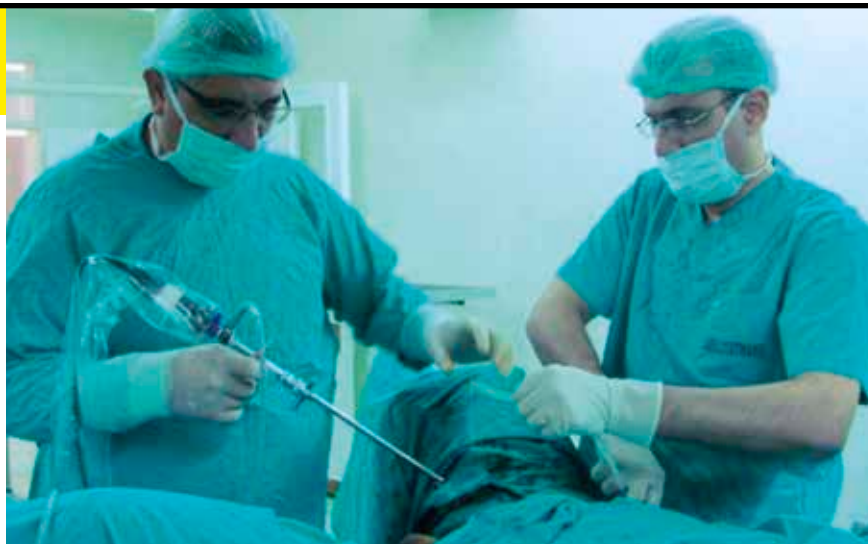
Formation avancée sur les Nouvelles techniques endoscopiques ►

Soutien du Kosovo dans sa route vers l'Union européenne

Lancé en 2009, le projet KSV/014 a été mis en place pour soutenir le Ministère de la Santé du Kosovo dans son objectif d'amélioration de la santé de la population, en renforçant sa capacité de mise en œuvre de la stratégie sectorielle de la santé. Cela a été fait, entre autre, par l'introduction de prise de décision basée sur l'évidence pour laquelle l'établissement d'un Système intégré d'Information de Santé (SIIS) était une condition sine qua non.

Au début du projet, ce système d'informations, qui aurait permis au Ministère de la Santé de prendre des décisions sur l'état de santé de la population bien documentées ou de prouver que des ressources supplémentaires dans le domaine de la santé serait un bon investissement à la fois pour les patients et la société, était non-existant.

Un SIIS n'est pas seulement un programme informatique, mais un système impliquant une multitude de partenaires (allant des patients, via la société médicale jusqu'aux organismes politiques et les organisations internationales) qui doivent tous tenir à jour leur partie du système, afin de fournir des informations correctes aux bonnes personnes pour que celles-ci prennent des décisions adéquates au bon moment. Par conséquent, le projet n'a pas commencé par l'installation du système informa-



tique mais par le soutien du Ministère dans la création de ses stratégies, ses lois, ses règles, ses organisations et dans la formation de son personnel afin que celui-ci ait les connaissances requises pour s'en servir efficacement.

En collaboration avec le Ministère de la Santé et d'autres partenaires dans le secteur de la santé, le projet a aidé à l'élaboration de la stratégie SIIS et son plan d'action, expliquant en détail comment mettre en place les bases du SIIS dans des institutions pilotes dans un premier temps au cours de l'année 2013 et par la suite dans toutes les institutions de la santé jusqu'à la fin 2020.

Un nouveau projet de loi inclut aujourd'hui ce que l'on peut appeler une constitution SIIS, qui ensemble avec les lois en vigueur sur la protection des données personnelles et droits du patient, fournit un cadre légal juridique complet en accord avec la législation européenne. Le

Ministère a été soutenu dans sa prise de décisions stratégiques pour le choix de la meilleure option de SIIS, dans sa topographie, son architecture ainsi que l'approche modulaire et évolutive de son acquisition.

60 personnes ont été nommées et formées dans les institutions de santé en tant que techniciens de proximité afin de faciliter la préparation, l'implémentation du SIIS. Les systèmes informatiques existants dans les institutions de santé ont été répertoriés et analysés. De nouvelles spécifications techniques pour le matériel nécessaire ont été préparées dans le cadre du processus d'acquisition.

En 2013, le SIIS fonctionnera dans les institutions pilotes, couvrant ainsi 40% du secteur de la Santé; et pour la première fois dans l'histoire de la République du Kosovo, il fournira la possibilité aux patients de recevoir un traitement adéquat basé sur des données probantes médicales provenant du système.

KSV/014

DURÉE:

2009 - 2013



BUDGET TOTAL EUR:

6 500 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR:

1 115 864

Appui à la Réforme de la Formation professionnelle au Kosovo



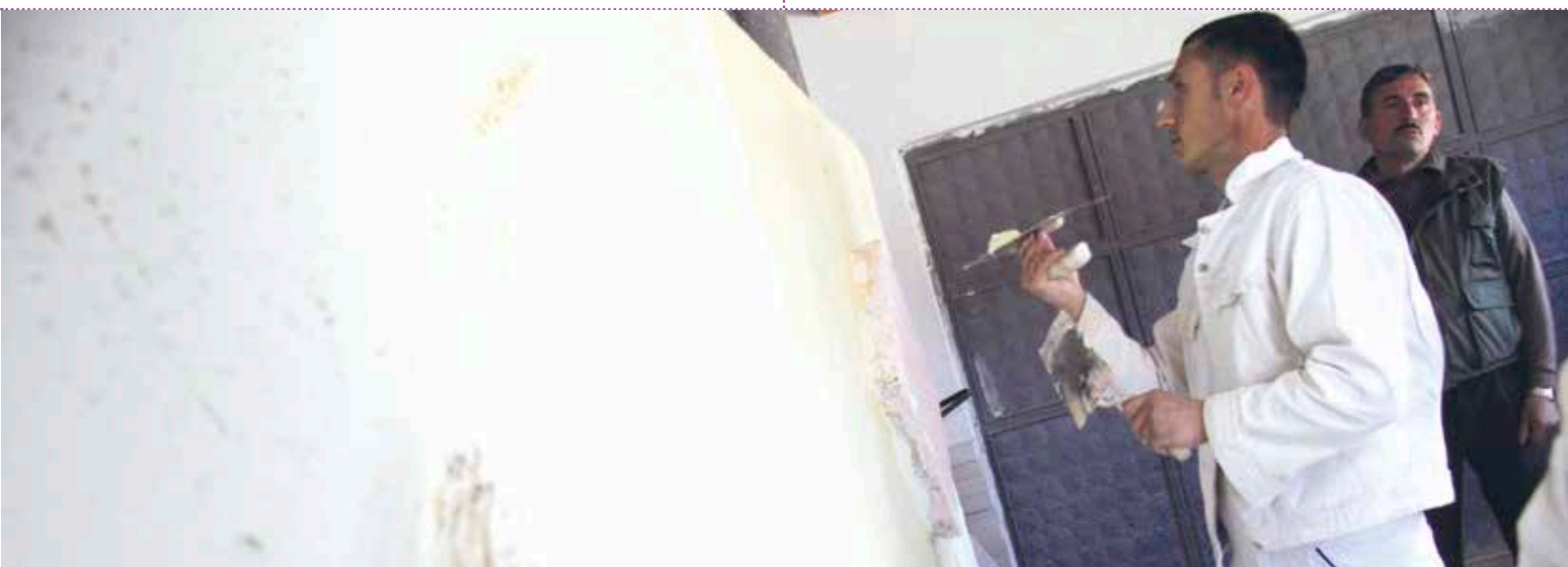
KSV/015

BUDGET TOTAL EUR :
8 000 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
360 641

DURÉE :
2010 - 2014

La Coopération luxembourgeoise, à travers ce projet, contribue à la mise en oeuvre de la réforme de la formation professionnelle au Kosovo. Le projet appuie à la création de deux Centres de Compétence: une école de commerce à Prizren et une école de santé à Ferizaj en intégrant la construction et l'équipement des centres, le développement de curricula de formation et le renforcement des capacités du personnel des centres.



Appui institutionnel et technique pour les Réseaux d'Approvisionnement en Eau, Mitrovica



KSV/016

BUDGET TOTAL EUR :
4 500 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
1 004 743

DURÉE :
2011 - 2013

Le projet, qui a démarré en avril 2011, a pour but de contribuer à la réalisation d'un approvisionnement fiable et durable en eau à la population de Mitrovica. Le remplacement des anciennes conduites d'eau, la mise en place d'un meilleur contrôle sur le réseau de distribution et le renforcement des capacités de l'entreprise régionale de Mitrovica sont les interventions essentielles du projet.

Appui à la Formation professionnelle au Kosovo



YUG/010

BUDGET TOTAL EUR :
5 650 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
834 794

DURÉE :
2006 - 2012

Le projet dont les principaux bénéficiaires sont les étudiants sans-emplois de 16-25 ans, s'est vu accordé en 2010, une extension budgétaire et temporelle afin de renforcer les capacités institutionnelles du Ministère du Travail et de la Protection sociale, principal pilier de la mise en oeuvre des activités du projet.



STATISTIQUES

13 812 km²

Superficie

11 naissances / 1 000

Taux de natalité

-0.633 %

Taux d'accroissement
de la population

Podgorica
Capitale

38

Âge moyen

657 394

Population

54/187

Indice de Développement Humain 2011

Monténégro

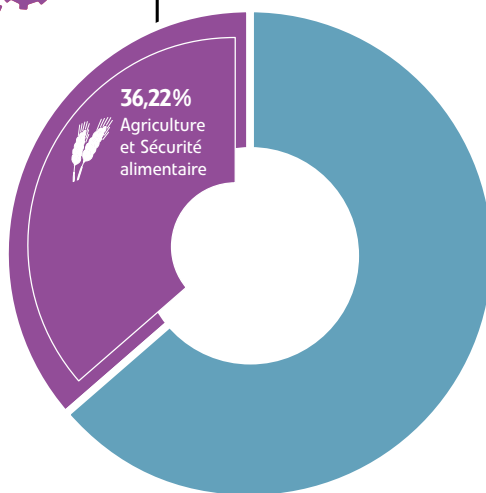




Distribution des déboursements 2011 par secteur

36,22%

Développement local



36,22%
Agriculture
et Sécurité
alimentaire



63,78%

Éducation - Formation et
Insertion professionnelles

Évolution des activités au Monténégro (en millier EUR)

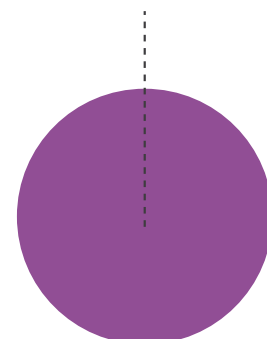
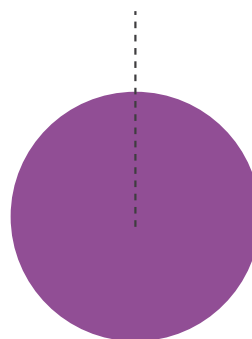
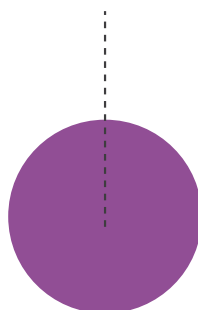
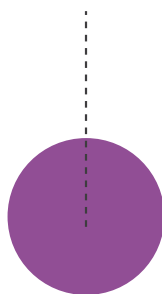
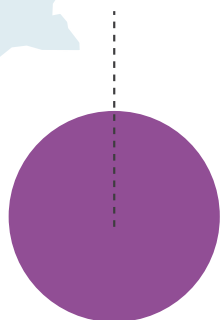
1 445,59

769,77

1 173,00

1 946,88

2 042,44



2007

2008

2009

2010

2011

Appui à la Formation professionnelle au Monténégro

Campagne de Sensibilisation à la Formation professionnelle ►

L'éclosion de la formation professionnelle au Monténégro

Le renforcement des capacités du personnel des écoles de formation professionnelle dans le Nord – Est du Monténégro et en particulier de celui du Centre de Formation (Centre VET) responsable de la gestion des écoles professionnelles de tout le pays, est au cœur de ce projet et l'année 2011 a été une année de réelle réussite.

Au cours de l'année 2011, le projet a soutenu le personnel local en mettant en place un certain nombre d'éléments constructifs importants qui permettront la durabilité des progrès réalisés longtemps après le terme du projet. Il s'agit notamment de :

- la publication d'une stratégie régionale pour la formation professionnelle pour le Nord-Est du Monténégro et mise en place d'unités centrale et locale de surveillance de sa mise en œuvre effective ;
- la mise en place de commissions de secteurs pour les qualifications dans les domaines du tourisme et de l'agriculture. Ces commissions, incluant des représentants de l'industrie et de divers organismes publics et privés, joueront un rôle important dans l'élaboration des qualifications et normes pertinentes à leurs secteurs ;
- l'installation d'un système intégré des connaissances dans le Centre VET. Ceci a impliqué la mise en place d'une infrastructure informatique



- appropriée ainsi que le développement de la gestion des connaissances / de l'information au sein du centre, l'amélioration et la modernisation de sa capacité d'information, la norme et le niveau de sa productivité. Le nouveau système facilite la gestion du contenu et un accès détaillé des contacts pour les utilisateurs externes ;
- la formation d'une centaine d'enseignants d'écoles professionnelles de la région en matière de méthodologie de formation participative pour les étudiants ;
- la mise en place d'une formation en anglais et en français afin d'aider à accroître les compétences en langues étrangères du personnel du Centre VET. Ceci afin qu'ils soient en mesure de communiquer et d'échanger avec leurs homologues internationaux, d'accéder, lire et comprendre la richesse de l'information internationale en matière d'éducation et de formation professionnelle et de participer à des réunions avec des associés étrangers avec un plus

grand niveau de compréhension et de professionnalisme ;

- la prise en charge du personnel local dans la conception d'un programme de formation en entrepreneuriat à inclure dans le programme de formation VET. Cette prise en charge incluait une visite en Irlande de jeunes entrepreneurs afin d'examiner le programme irlandais en matière d'entrepreneuriat.

Étant donné l'accent du projet sur le renforcement des capacités, il était particulièrement encourageant de constater que l'évaluation à mi-parcours indépendante de celui-ci a conclu :

« Le projet a une série de points forts, dont plusieurs peuvent être considérés comme étant «des pratiques exemplaires». Le projet est un solide argument de pratique exemplaire dans l'appropriation et le développement des capacités. La manière de travailler au sein du projet est génératrice de capacité et il est reconnu par les partenaires du projet, que celui-ci place le développement des capacités au cœur du projet. »

MNE/011

DURÉE :
2009 - 2013



BUDGET TOTAL EUR :

4 100 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :

1 302 691



Développement de la Sylviculture au Monténégro - Phase II



YUG/012 

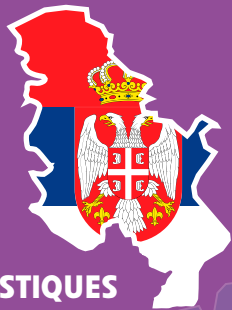
BUDGET TOTAL EUR :
5 500 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :
680 480

DURÉE :
2007 - 2013

Depuis 2003, la Coopération luxembourgeoise aide le Monténégro à améliorer les conditions du cadre institutionnel et technique pour le développement durable du secteur forestier. L'extension de deux ans du projet YUG/012 mettra l'accent sur l'établissement d'un cadre commercial et fiscal afin de promouvoir la biomasse ligneuse.





STATISTIQUES

77 474 km²

Superficie

96 %

Alphabétisation

41

Âge moyen

-0.464 %

Taux d'accroissement
de la population

Belgrade

Capitale

75

Espérance de vie à la
naissance

7 276 610

Population

59/187

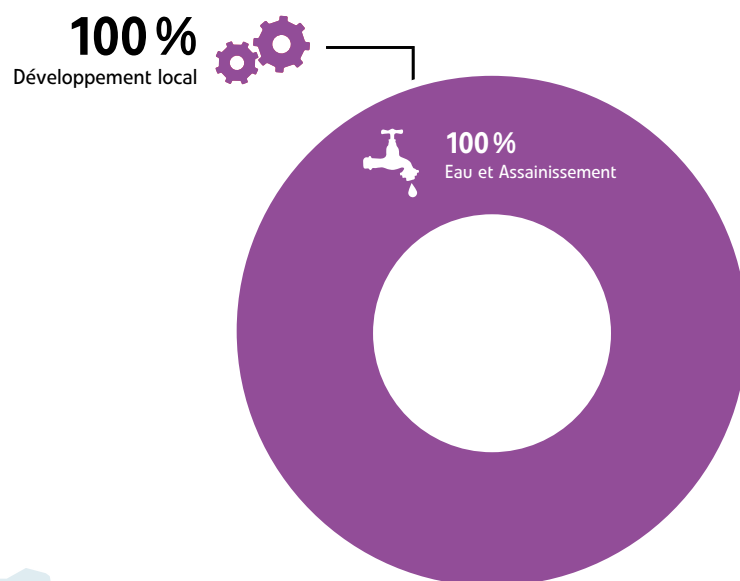
Indice de Développement Humain 2011

Serbie

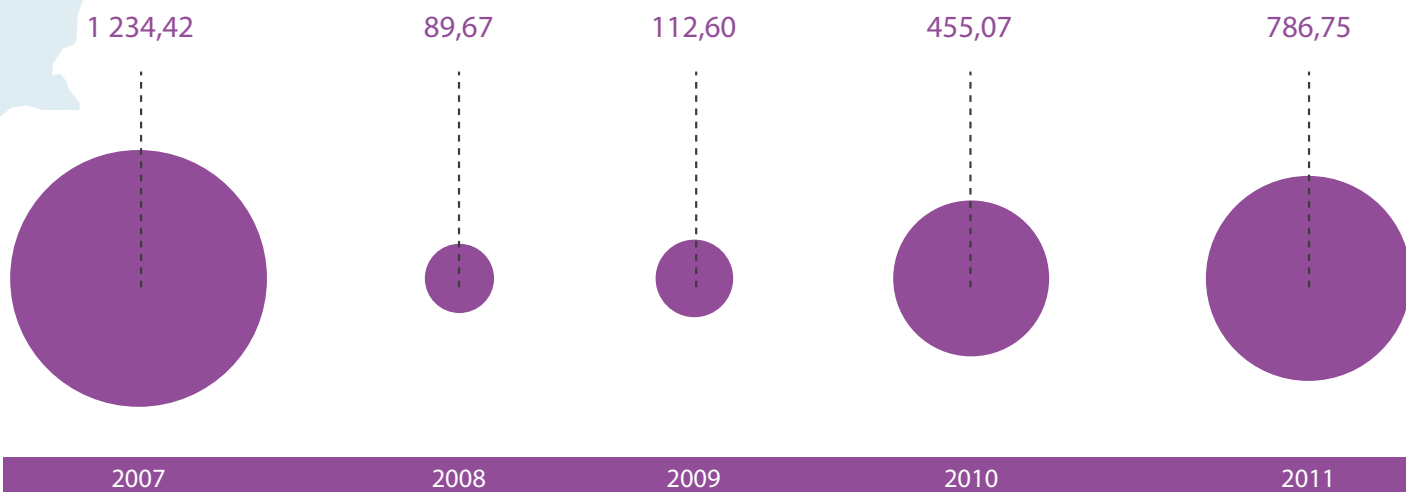




Distribution des déboursements 2011 par secteur



Évolution des activités en Serbie (en millier EUR)



Appui à la Municipalité de Novi Pazar - Phase II

Le projet, qui constitue la dernière intervention luxembourgeoise en Serbie, investi dans la réhabilitation et l'expansion du réseau du système d'approvisionnement en eau de Novi Pazar ainsi qu'à l'appui de la capacité l'entreprise municipale des eaux, à travers la fourniture d'outils de gestion informatiques modernes, la formation et un accompagnement pour le personnel de l'entreprise.



SRB/013

DURÉE:
2009 - 2013



BUDGET TOTAL EUR :

4 500 000

DÉBOURSÉS 2011 EUR :

786 746



Récapitulatif des fonds mis en oeuvre dans les différents pays partenaires

	Budget total EUR	Déboursés 2010 EUR	Déboursés 2011 EUR
Bureau de Dakar	134 309 323	15 324 740	18 884 703
<i>Sénégal</i>	73 129 323	9 964 147	8 025 036
<i>Mali</i>	61 180 000	5 360 593	10 859 667
Bureau de Hanoï	114 790 043	11 753 517	11 527 051
<i>Vietnam</i>	54 493 944	5 984 668	4 376 199
<i>Laos</i>	60 296 099	5 768 849	7 150 853
Bureau de Managua	77 606 421	9 573 290	12 291 431
<i>Nicaragua</i>	48 449 380	5 321 982	7 213 088
<i>El Salvador</i>	29 157 041	4 251 308	5 078 343
Bureau de Ouagadougou	107 149 568	8 479 633	8 031 876
<i>Burkina Faso</i>	43 137 819	6 659 046	6 820 271
<i>Niger</i>	64 011 749	1 820 587	1 211 604
Bureau de Praia	73 598 300	9 586 784	7 881 627
<i>Cap-Vert</i>	73 598 300	9 586 784	7 881 627
Bureau de Pristina	47 237 400	4 506 238	6 147 893
<i>Kosovo</i>	24 650 000	2 097 508	3 316 041
<i>Albanie</i>	2 000 000	6 780	2 664
<i>Monténégro</i>	16 087 400	1 946 882	2 042 442
<i>Serbie</i>	4 500 000	455 068	786 746
Gestion directe	117 710 076	14 907 596	13 558 777
<i>Afrique régionale</i>	29 295 000	2 265 425	4 605 102
<i>Mongolie</i>	11 031 300	497 431	1 353 466
<i>Namibie</i>	39 251 546	8 140 162	3 763 040
<i>Rwanda</i>	25 211 200	3 084 108	3 268 333
<i>Autres (Formation, ...)</i>	12 921 030	920 470	568 836
Total	672 401 131	74 131 798	78 323 358



A network of practitioners...

The network is an open-platform for exchange, coordination and harmonisation between practitioners in the field of European Development Cooperation. Our ultimate goal is to improve and promote harmonised and joint activities between all the European actors, on the implementation level.

...a European initiative

We represent European Donor Agencies and Administrations who are directly involved in implementing development aid. We share experiences, good practices and tools and aim at developing joint operations, in order to deliver a specific European contribution to achieving higher levels of effectiveness in poverty reduction. Thereby, the EU, who is already the world major donor, will also be collectively a more efficient and innovative actor. The guiding principles, working methods and organisational structure of the network are described in the Charter.

Progress in Development Cooperation

<http://www.dev-practitioners.eu>

Les premiers

100 jours

sur le terrain



Depuis 10 ans LuxDev gère un programme d'Initiation à la Coopération au Développement financé par le Ministère des Affaires étrangères luxembourgeois qui offre la possibilité à des jeunes gens de réaliser un stage pratique dans un des projets mis en œuvre par l'Agence. Après une formation d'environ un mois au siège de LuxDev, les candidats retenus sont détachés pendant 11 mois sur le terrain où ils occupent la fonction d'Assistant technique Junior (ATJ) auprès d'un collaborateur expérimenté de l'Agence.

Dans le cadre de ce programme ATJ, six stagiaires ont été détachés sur le terrain à la fin d'octobre 2011. Nous leurs avons demandé de nous décrire leur premières expériences personnelles et professionnelles à travers un récit et des images.

Photo ATJ sur le terrain. De gauche à droite debout : Laura Jungers (Mali), Marie-Blanche Valenne (Laos), Lena van den Kerchove (Mongolie), Jos Coumans (formateur). De gauche à droite assis : Ibrahima Blondin Diop (Kosovo), Yannick Baraquin (Burkina Faso) et Alexandre Wilhelm (Afrique régionale).

Laura Jungers

Mali



Après mon diplôme de premier cycle en anglais et d'anthropologie et mon Master de Recherche en anthropologie sociale, ethnologie et l'histoire culturelle en Écosse, j'ai décidé de revenir à Luxembourg et de devenir professeur d'anglais. Sachant que ce premier choix professionnel ne serait que temporaire et ayant ressenti depuis longtemps l'envie de vivre et de travailler dans un pays lointain, j'ai décidé de quitter ma vie agréable au Luxembourg et de postuler pour un stage chez LuxDev. Je ne pouvais pas croire en ma chance quand j'ai été acceptée et qu'on me proposait de partir pour le Mali en octobre.

L'arrivée au Mali

Deux jours après mon arrivée à Bamako, mon tuteur et l'ex-Assistant technique Junior (ATJ) m'ont emmené à notre bureau le plus reculé à Yorosso, une petite ville frontalière adjacente au Burkina Faso. Nous sommes arrivés vers environ 19 heures, il faisait sombre mais encore très chaud. Nous nous sommes assis sur un canapé sur la terrasse devant la maison où nous avons passé la soirée et avons dîné entourés de poules qui elles aussi essayaient d'attraper leur dîner. Aux environs de 22 heures je me suis couchée, en espérant m'endormir avant la coupure de courant de 23 heures. Il est clair que ça n'a pas fonctionné et que j'étais loin d'être endormie

quand le ventilateur s'est arrêté. Une très longue nuit a alors commencé. La chaleur dans notre chambre sans fenêtre devenait insupportable, je pouvais entendre les insectes ramper sur le sol et d'autres bêtes taper contre le mur, mais heureusement nous avions des moustiquaires (avec pas mal de trous quand même). Dans la matinée, après une nuit blanche je me suis levée avec le soleil levant, incapable de supporter la chaleur de la chambre.

Je ne te payerai pas la course parce que tu es mon esclave

Je me dirigeai vers la salle de bain en espérant pouvoir prendre une douche mais il n'y avait pas d'eau. C'est ainsi que j'ai eu un premier aperçu de ce que cela signifiait de vivre dans la «brousse».

Mon travail

Mon travail au Mali consiste à couvrir la communication au sein et en dehors du programme de coopération au développement, ce qui signifie

que je garde le personnel au courant de toutes sortes d'événements liés à notre travail, je soutiens les projets dans leurs efforts de communication basés sur des activités telles que les inaugurations ou des ateliers qui me permettent ensuite d'aller sur le terrain et apprécier les fruits de ce travail. Je participe à l'organisation des comités de pilotage, je prends des photos d'événements majeurs et des réunions pour notre base de données et j'ai travaillé sur un court documentaire et un magazine sur les résultats d'un projet de développement rural très réussi qui a consisté à développer la «Plaine de San» un vaste terri-



toire utilisé pour la culture du riz dans la région de Ségou.

En outre, je travaille pour le département des opérations où je fais le suivi des accords de mise en œuvre et des contrats.

L'ambiance

Un des éléments les plus remarquables de la culture malienne c'est le «*sinankuya*» qui pourrait être traduit en quelque chose comme «une relation de plaisanterie entre cousins». Quand je prends le taxi par exemple, le chauffeur va probablement me demander mon nom (mon nom malien c'est Aida Diarra) et s'il est Traoré (ce qui nous fait cousins), il y a de grandes chances qu'il me traite de mangeur de haricots. Je

rétorque ensuite à mon tour «Je ne te payerai pas la course parce que tu es mon esclave» et nous allons tous deux éclater de rire. Cette parenté sur le ton de la plaisanterie entre deux ethnies différentes sert comme brise-glace, aide à régler les tensions et peut même régler les conflits très graves. Certains prétendent même qu'elle a empêché des guerres civiles au Mali. C'est probablement ce qui fait des Maliens les personnes les plus aimables que j'ai rencontrées.

on est ensemble

Un aspect qui frappe lorsque l'on est à Bamako, c'est le trafic totalement chaotique. Un demi-million de motos fabriquées en Chine pour deux millions d'habitants transportant littéralement de tout, des chèvres à trois enfants ou du mobilier sur une seule mobylette. Ajoutez à cela les nids de poule, les gaz d'échappement et des camions complètement surchargés avec des personnes voyageant dessus.

En général, je crois que je me suis très bien habituée à ma nouvelle vie. J'en suis venue à accepter le fait de faire un certain nombre de concessions, qui sont devenues insignifiantes avec le temps, comme par exemple de ne pas être en mesure de trouver certains produits tels que la soie dentaire, la crème fraîche ou le fenouil, par ailleurs, j'ai commencé à aimer des produits locaux tels que «*l'aloco*» (banane plantain frite), «le pain de singe» (le fruit du baobab) ou la «*chitulu*» (beurre de karité). En même temps, je ne renonce à aucune de mes activités favorites comme aller au cinéma, en discothèque, à la salle de gym ou prendre un cours de salsa.

Beaucoup de gens me demandent si j'ai subi un choc culturel en arrivant au Mali. Je dois dire que je ne l'ai pas vraiment senti. Il est vrai que, pendant les premiers jours j'étais totalement fascinée par mon nouvel environnement avec ses moutons tout sales et tachés de latérite, les tonnes de sacs en plastique noirs qui traînent, les gens avec leurs vêtements colorés, les femmes portant toutes sortes de choses sur leurs têtes ou les enfants qui mendient avec leurs boîtes de conserves vides. Mais même si le Mali se classe parmi les cinq pays les plus pauvres dans le monde, les gens semblent, avec des moyens très limités, gagner leur vie. Le Mali n'est pas seulement un pays pauvre, c'est surtout un pays magnifique avec de belles personnes, probablement les plus sympathiques, polies, accueillantes et paisibles. Un pays avec une grande tradition musicale, culturelle et historique, où même les plus démunis vivent au jour le jour mais avec le sourire et avec une positivité qui ne connaît pas de frontières où comme ils disent au Mali: «on est ensemble».



Lena van den Kerchove

Mongolie



Après des études en arts visuels et une expérience professionnelle en relations publiques et communication au Luxembourg, une nouvelle étape s'imposait à moi : élargir mon champ d'expérience à un niveau international et me confronter à une culture et mentalité entièrement différentes.

Le programme d'Assistant technique Junior (ATJ) convenait parfaitement à ce souhait, car il permet à des jeunes gens motivés, engagés et pas forcément formés dans la coopération ou les relations internationales, d'approfondir leur expertise, de gagner en expérience et de se former sur le terrain.

Mon expérience en tant qu'ATJ a débuté en octobre 2011. Départ de Luxembourg, transfert via Paris puis Seoul, avec destination finale d'Oulan Bator.

Capitale de la Mongolie, pays d'une superficie de 1 564 116, enclavé entre la Russie au Nord et la Chine à l'Est/Ouest et Sud, Oulan Bator compte aujourd'hui 1 200 000 d'habitants. 60% vivent encore dans les «ger», les yourtes mongoles traditionnelles. Il n'y a ni eau courante, ni alimentation

électrique et la seule source de chauffage est un four à charbon, cause majeure de la pollution de l'air, extrêmement élevée à Oulan Bator. (En septembre 2011, le EcoCentric attribue le deuxième rang des capitales les plus polluées au monde à Oulan Bator, après Ahwaz en Iran).

Avec 1,8 habitants par km², la Mongolie est aussi le pays le moins peuplé sur terre. L'hiver affiche des pics de -55 alors que l'été peut afficher les +50 dans le désert du Gobi. Les routes sont annuellement détériorées par le gel des hivers rudes et le transport de bétail, d'aliments ou de marchandises est souvent une aventure dangereuse. Pays des extrêmes et de la démesure, on retrouve dans la Mongolie une jeunesse érudite et entreprenante, puis une culture nomade de tendance souvent fatale, acceptant faits et événements comme sort imposé.

Oulan Bator est un méli-mélo de périodes stylistiques et de religions : bâtiments soviétiques, tradition bouddhiste, philosophie nomade et spiritisme chamane. Se séparant en 1991 d'un système communiste de partage, l'économie mongole se voit

depuis 20 ans en pleine route du marché des capitaux.

Ne faisant pas partie des pays partenaires du Luxembourg, les deux Premiers Ministres ont signé en 2001 un accord bilatéral, résultants aujourd'hui en deux projets de Coopération luxo-mongole. Le premier est un projet de télémedecine en cardiologie, lancé en 2002. Le deuxième est un projet en régulation financière, voyant le jour en 2011. Mon expérience d'ATJ m'a rattachée aux deux projets de communication et relations publiques.

Le projet télémedecine forme les cardiologues de 31 hôpitaux d'état avec un centre de référence, le *Shastin Central Hospital* à Oulan Bator. Interventions in situ ou via un système de partage web, où docteurs et infirmières peuvent échanger information et conseil, le projet MON/005 renforce les capacités des cardiologues au niveau central et provincial, fournit l'équipement pour la cardiologie interventionnelle. Prochainement, la chirurgie cardiaque assurera le support technique du matériel et organisera des conférences et des formations à l'étranger.

Dans le cadre de ce projet, mon travail est ciblé sur la composante prévention, nouvelle dans la troisième phase du projet télé-médecine. État des lieux des activités de prévention lancées en Mongolie, recueil de textes sur la santé, étude de base sur la connaissance de santé des enfants et leurs habitudes d'alimentation, implémentation et évaluation de cette étude avec l'appui d'un sociologue, puis développement d'une stratégie de prévention en étroite collaboration avec un spécialiste de santé publique, développement de matériel pédagogique et organisation d'activités de prévention.

Le deuxième projet est dans le secteur de la régulation financière que le Luxembourg soutient depuis janvier 2011 avec le projet MON/004 'Financial Sector Capacity Building and Training Project'. C'est un projet qui soutient la Commission de Régulation financière en renforçant les capacités des différents départements avec *trainings, workshops* et séminaires, assistance au développement du nouveau plan stratégique, etc. Dans le cadre de ce projet, mes activités se concentrent aussi sur la communication, le développement et l'assistance à l'élaboration de brochures, soutien aux projets de communication et meetings avec

les autres parties prenantes du secteur financier de la Mongolie.

L'expérience en Mongolie me fait découvrir des dispositifs de pensée et de fonctionnement totalement différents, une culture fascinante et le développement d'un pays en plein essor. Elle me fait aussi comprendre la mise en œuvre d'un projet, les mécanismes de la coopération internationale, les procédures d'une agence de mise en place et les défis que cela pose. C'est un challenge professionnel et personnel, une ouverture d'horizon et un enrichissement considérable pour toute expérience future.



Marie-Blanche Valenne

Laos



Le programme d'Assistant Technique Junior (ATJ) de LuxDev offre aux candidats la possibilité d'être associé à l'un des multiples projets de développement répartis dans 18 pays différents.

Quand j'ai appris que j'avais été sélectionnée pour un projet au Laos (LAO/023), j'ai ressenti un sentiment d'enthousiasme. L'objectif général du projet est de renforcer la primauté et l'état de droit au Laos en améliorant la qualité de la formation juridique universitaire, celle-ci étant dispensée par la Faculté de Droit et de Sciences politiques de l'Université nationale du Laos. J'avais en effet exprimé un intérêt particulier pour l'enseignement, non seulement parce que j'avais enseigné auparavant mais également parce que j'avais mené, dans le cadre de mon master, une recherche sur les différences entre hommes et femmes dans l'accès à l'éducation. Par ailleurs, comme j'avais déjà séjourné en Asie du Sud-Est, je me réjouissais à l'idée d'habiter et de travailler au Laos, tout en contribuant un tout petit peu au développement socio-économique futur du pays.

L'arrivée à Vientiane ne fit que conforter mon enthousiasme de départ. L'accueil fut en effet des plus chaleureux. Rapidement, je fus présentée au groupe du projet LAO/023, puis à l'équipe dynamique de la faculté avec

ses 118 membres du personnel et ses 3 812 étudiants.

Mon introduction à la culture lao ne tarda pas non plus à se faire, grâce à des invitations à des mariages, à des Baci traditionnels ou à des cérémonies d'offrandes. Afin de faciliter mon intégration dans le tissu social du pays, j'ai vite ressenti le besoin de comprendre et de parler la langue locale. Je me suis donc mise, peu après mon arrivée, à suivre des cours de Lao. Dans le même état d'esprit, je me suis mise à porter le *sinh*, la jupe traditionnelle que toutes les femmes laotiennes portent pour aller au travail.

Grâce aux conseils avisés de Erik Häggqvist, mon superviseur et Conseiller technique Principal (CTP), j'ai pris conscience de la complexité ainsi que de la subtilité du fonctionnement de la faculté de droit. Cela m'a permis de travailler rapidement avec beaucoup d'autonomie et, le cas échéant, de lancer et de poursuivre de nouveaux projets, tout en développant mes connaissances des mécanismes de coopération au développement bilatérale. La gestion des projets est très diversifiée, que ce soit la construction de nouveaux dortoirs pour 400 étudiants ou l'allocation de bourses de formation au personnel enseignant. C'est ainsi que je me suis familiarisée aux outils et mécanismes de planifi-

cation, de budgétisation, de suivi et d'évaluation. Parallèlement, ceux-ci m'ont aussi permis de concevoir et de développer plus facilement de nouvelles idées et projets ponctuels.

Le projet LAO/023 a notamment pour objectif d'améliorer la connaissance de l'anglais au sein de la faculté. Le projet permet par exemple à des membres sélectionnés du personnel de suivre des cours de langue intensifs et de travailler avec le formateur d'enseignants pour l'anglais. Un faible niveau d'anglais a un impact direct sur les études et la probabilité d'emploi. Cela limite également l'avancement académique des membres du personnel, puisqu'ils sont dans l'incapacité de se perfectionner à l'étranger et d'y diffuser leurs publications. Il s'agit donc d'un problème important. C'est la raison pour laquelle j'ai également décidé, encouragée par mon superviseur, d'enseigner l'anglais juridique à des étudiants de troisième année. Ma classe à la faculté est intéressante, car elle est composée d'étudiants d'ethnies, de religions et d'origines socio-économiques différentes. Les robes oranges des moines bouddhistes contrastent avec les uniformes blancs des autres étudiants ainsi qu'avec les *sinh* colorés des filles. Par ailleurs, j'essaie de conseiller les membres du personnel et les étudiants dans la rédaction de lettres de motivations, de CV ou de divers formulaires.

Le projet a également essayé de rendre les méthodes d'enseignement plus interactives. La création de groupes au campus, comme le groupe de protection environnementale, le groupe d'éducation juridique communautaire, le groupe pour l'Égalité des sexes et l'association asiatique d'étudiants de droit (ALSA), a stimulé une participation plus active des étudiants. Cela les a encouragés à développer des compétences pratiques comme la levée des fonds, la communication et le travail d'équipe. La société civile au Laos est encore très jeune et les groupes d'étudiants représentent une façon de les y impliquer davantage. C'est dans ce contexte que je suis actuellement occupée à susciter la création de deux nouveaux groupes et, si tout va bien, d'autres devraient suivre d'ici peu.

Au cours des derniers mois, je me suis surtout occupée de l'organisation de la première foire de l'emploi. Traditionnellement, les étudiants visent

des emplois dans le secteur public, et ce malgré un véritable manque d'avocats dans le secteur privé. J'ai donc pensé qu'une foire de l'emploi permettrait de mieux faire connaître aux étudiants la réalité du marché du travail. L'idée d'un tel événement devait être présentée aux étudiants et au personnel, mais aussi aux employeurs potentiels. J'ai donc préparé des cartons d'invitations détaillés ensemble avec le reste de l'équipe. Par contre, ce fut difficile de contacter les compagnies que nous avions prévu d'inviter parce qu'il n'y a pas de réseau postal et que les emails ne sont souvent pas lus. Nous avons donc décidé d'envoyer les étudiants du groupe ALSA inviter les entreprises. Ces efforts ont été récompensés. La foire fut un grand succès et elle bénéficia même d'un écho dans les médias locaux. Les organisations qui ont participé comprennent cinq bureaux d'avocats ainsi que 10 organismes du secteur financier, de la coopération internationale,

du journalisme, de l'électricité, de l'audit et des services de conseil. Afin de pouvoir inscrire l'événement dans la durée, le budget est resté dans des limites très raisonnables. La faculté de droit a la ferme intention de renouveler désormais chaque année l'expérience.

Sur un plan professionnel, 100 jours sur le terrain représentent une formidable expérience, que ce soit au niveau du travail en équipe, de la gestion de projets de coopération au développement et des stratégies de développement de l'éducation. Désormais, je comprends mieux ce que cela veut dire de travailler dans un pays en voie de développement avec des ressources limitées.

Sur un plan humain, ces 100 jours sont aussi une expérience inoubliable qui m'ont permis de découvrir les traditions Lao, la langue, le style de vie, la cuisine et la musique de la culture laotienne et de sceller de nouvelles amitiés.



Yannick Baraquin

Burkina Faso



Désireux de voyager et de découvrir de nouveaux horizons, personnels et professionnels, j'ai décidé d'engager ma candidature pour un poste d'Assistant technique Junior (ATJ) au sein de LuxDev. Avant cela, j'ai effectué des études d'histoire en France, finalisés par une maîtrise. Par la suite, je décide de m'installer à Berlin, ville dans laquelle je travaillerais, après avoir pris des cours du soir, dans le domaine de la comptabilité. Après quatre années passées à Berlin, je débute un voyage de six mois en Inde et au Népal, où j'effectue, entre autres, différents volontariats. À partir du sud de l'Inde, je postule au poste d'ATJ, et après avoir passé l'interview de candidature avec succès, j'enchaîne mon voyage en Afrique, ma nouvelle destination.

Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, pays africain sub-saharien situé dans la zone climatique soudano-sahélienne, ancien empire des Mossis, ancienne colonie française de la Haute-Volta, indépendante en 1960, population actuelle d'environ 15 millions d'habitants.

C'est ici que se trouve le projet BKF/015 – Second Inventaire forestier national – auquel j'ai été affecté. Le projet a été créé suite à une demande du gouvernement burkinabé au gouvernement luxembourgeois. Le dernier inventaire

forestier au Burkina Faso date d'il y a plus de 30 ans, et afin de pouvoir mener une politique nationale ambitieuse des ressources forestières et du développement durable, une actualisation des données sur les ressources forestières disponibles est nécessaire. L'objectif spécifique du projet est de renforcer les capacités nationales pour assurer l'inventaire permanent des ressources forestières en vue d'en assurer une gestion durable, décentralisée et déconcentrée.

LuxDev met à disposition du projet un Conseiller technique Principal (CTP), au moins 15 ans d'expérience dans le domaine de la foresterie, et la majeure partie du financement. L'ATJ est placé sous la responsabilité du CTP, qui est son tuteur. La tête du projet BKF/015 est bicéphale, composé du CTP et du Coordonnateur national (CN), qui est chef de projet, et est issu du Ministère de tutelle : le Ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD). Le reste de l'équipe du projet est composée d'une secrétaire de direction, un comptable, deux chauffeurs et un spécialiste en systèmes d'informations géographiques, tous burkinabés, en attendant d'autres renforts de personnel au cours de la vie du projet.

En tant qu'ATJ, différentes tâches m'ont été attribuées en accord avec le

CTP et le CN, notamment :

- rentrer la planification budgétaire et des différentes tâches du projet sur le programme informatique FastTrack ;
- responsable de la gestion du matériel pour le travail de terrain du projet, p. ex. : 39 motos, gps, boussoles, etc. ;
- appui pour certains dossier d'appel d'offres.

Endéans les 100 premiers jours, le projet m'a déjà permis de pouvoir effectuer un voyage de travail d'une semaine au Niger pour suivre une formation sur le programme de planification FastTrack, ainsi que d'effectuer des missions en brousse dans le cadre de l'inventaire forestier à effectuer.

Par ailleurs, ma participation à divers réunions et ateliers, dont un national, m'ont permis de voir la dynamique de travail, et une gestion participative concernant la prise de décisions, entre l'unité de gestion du projet et les divers acteurs qui interviennent dans la vie du projet, notamment avec le ministère de tutelle.

J'ai également pu découvrir, d'une façon fragmentée, la façon de vivre et de penser des burkinabés, que ce soit des collègues de travail, des fonctionnaires, ou bien des gens croisés dans la rue et à travers le pays.

Avant de partir, je ne connaissais pas l'Afrique et n'avais pas d'expérience dans le domaine de la gestion de projet et de la coopération bilatérale.

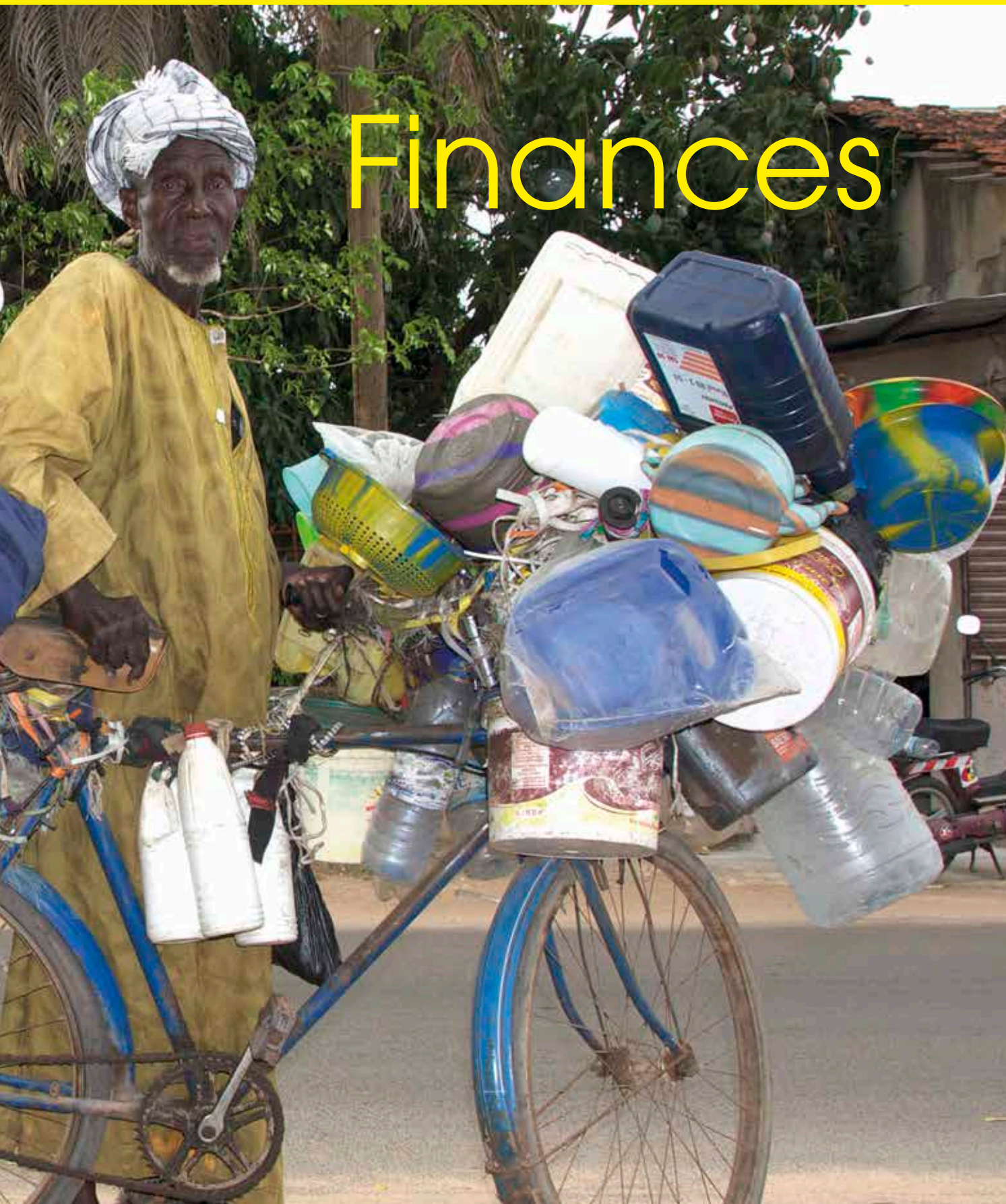
Après 100 jours sur le terrain, et grâce également aux introductions du CTP, j'ai déjà beaucoup vu et appris. En ce sens, je peux confirmer que le

programme de formation d'ATJ m'est bénéfique et me fait progresser vers plus de maturité autant professionnelle que privée.





Finances





SOMMAIRE



Le Rapport de Gestion	138
Compte-rendu analytique	140
Rapport du Réviseur d'Entreprises agréé	146
Bilan au 31 décembre 2011	148
Compte de Profits & Pertes pour l'exercice se clôturant au 31.12.2011	150
Annexe aux Comptes annuels 31 décembre 2011	152



le rapport de gestion

Situation de la société

En 2011, le montant total des déboursements effectués dans l'intérêt des 115 projets et programmes gérés par l'Agence s'est élevé à 78 323 358 EUR, dont 76 040 386 EUR pour le compte de l'État luxembourgeois, contre 74 131 798 EUR en 2010, soit une augmentation de 5,65%.

Pour couvrir les frais de fonctionnement en relation avec la mise en œuvre des projets et programmes, l'Agence a disposé d'un budget mis à disposition par l'État luxembourgeois de 9 186 365 EUR hors TVA pour 2011, dont 8 386 365 EUR ont été appelés au cours de l'exercice 2011.

Au 31 décembre, l'Agence comptait 115 collaborateurs (109 en 2010), qui se répartissent comme suit : 54 au siège et 61 sur le terrain, y compris dans les six bureaux régionaux.

L'Agence opère des bureaux régionaux à Praia, Dakar, Ouagadougou, Pristina, Hanoi et Managua.

En 2011, les pays partenaires privilégiés étaient au nombre de 10, comme les années précédentes : Cap-Vert, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger, Vietnam, Laos, Nicaragua, El Salvador et Namibie. L'Agence est restée opérationnelle dans cinq autres pays, à savoir le Kosovo, le Monténégro, la Serbie, le Rwanda et la Mongolie.

L'Agence a clôturé l'exercice 2011 avec un bénéfice de 2 423 EUR après impôts et rétrocession à l'État.

Évolution des affaires

Pour 2012, le Ministère des Affaires étrangères a réservé une enveloppe totale de 78 000 000 EUR (76 500 000 EUR en 2011) à l'Agence pour l'exécution de ses projets et programmes.

Pour couvrir les frais de fonctionnement en relation avec la mise en œuvre des projets et programmes, le Conseil d'Administration a approuvé un budget de 9 516 615 EUR à l'Agence pour 2012.

En 2012, l'Agence prévoit un nombre de collaborateurs sensiblement identique au 31 décembre 2011.

Autres faits marquants

Depuis le 1^{er} janvier 2012, la Namibie ne fait plus partie des pays partenaires privilégiés. Le programme Namibien a été clôturé le 31 décembre 2011.

le rapport de gestion

Évènements importants survenus après la clôture de l'exercice

Depuis mars 2012, la situation de sécurité s'est sensiblement détériorée au Mali. Au moment de la finalisation du Rapport Annuel 2011, le Gouvernement luxembourgeois a temporairement suspendu sa coopération au développement avec le Mali.

Principaux risques et incertitudes

Les récentes agitations dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest risquent d'avoir un impact sur les déboursements de l'Agence en 2012.

Luxembourg, le 23 mai 2012

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

compte-rendu analytique

1. PRODUITS

1.1. MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES

En date du 15 décembre 2010, le Conseil d'Administration a approuvé un budget de 9 186 365 EUR hors TVA à l'Agence pour l'exercice 2011. Au 31 décembre 2011, l'Agence avait appelé 8 386 365 EUR, soit 800 000 EUR en moins que le budget approuvé.

En outre, l'Agence a perçu les honoraires suivants pour l'exécution de différents projets financés par d'autres sources que le Fonds de la Coopération au Développement (FCD) :

- CVE/060 – Amélioration des structures d'accueil et de traitement des toxicomanes : le solde de 8 399 EUR, projet clôturé au 31.12.2011 ;
- NIG/116 – Soutien aux initiatives communales d'Eau et d'Assainissement scolaires dans le Département de Boboye au Niger : un forfait de 4 997 EUR, projet clôturé au 31.12.2011 ;
- LAO/412 – *Community Initiatives Support Project* : 7 % de 94 942 EUR, soit 6 646 EUR.

La somme du montant net du chiffre d'affaires de l'Agence pour l'exercice 2011 s'élève dès lors à 8 406 407 EUR (9 068 856 EUR en 2010).

1.2. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

En 2011, l'Agence a mis à la disposition des projets et programmes - gérés pour compte de l'État - des collaborateurs de l'Agence, dont les prestations ont été facturées aux frais réels aux projets et programmes concernés pour un montant total de 541 128 EUR (572 284 EUR en 2010).

Dans le cadre de l'exécution de son programme Assistants Techniques Juniors (ATJ), le Ministère des Affaires étrangères a confié à l'Agence la gestion des stagiaires sélectionnés. Les frais de gestion de ces stagiaires ont été facturés aux frais réels au Ministère des Affaires étrangères pour un montant total de 314 398 EUR (343 011 EUR en 2010).

Par ailleurs, l'Agence a comptabilisé divers autres revenus pour un montant total de 481 630 EUR (227 325 EUR en 2010), qui se composent comme suit : reprise sur provisions d'exploitation (398 304 EUR) ; reprise partielle de la provision pour congés non pris (25 321 EUR) ; aide à l'embauche de chômeurs âgés par le Fonds de l'Emploi (24 095 EUR) ; cessions d'actif (13 375 EUR) ; la refacturation d'heures (8 555 EUR) ; indemnités d'assurance (6 221 EUR) et divers autres revenus (5 759 EUR).

Actuellement, l'Agence participe à deux consortiums intervenant pour le compte de l'Union européenne.

Il s'agit d'une part d'un projet au Mali, démarré en 2008, (EUR/107) – Centre d'information et de gestion des migrations en collaboration avec l'Agence Belge de Développement – dont la clôture est prévue pour avril 2012, et d'autre part

compte-rendu analytique

d'un projet régional en Afrique australe (EUR/106) - Assistance à la surveillance des eaux de pêche de la SADC (*Southern African Development Community*). Ce projet a été clôturé au 31 décembre 2011 mais l'Agence est encore en attente du quitus de la part de la Commission européenne.

Les résultats dégagés pour ces deux consortiums en 2011 sont : 2 089 EUR pour le projet au Mali et 25 650 EUR pour le projet en Afrique australe.

La somme des produits des consortiums pour l'Agence en 2011 s'élève dès lors à 27 739 EUR (152 915 EUR en 2010).

La somme des autres produits d'exploitation de l'Agence pour l'exercice 2011 s'élève dès lors à 1 364 895 EUR (1 142 620 EUR en 2010).

1.3. AUTRES INTÉRÊTS ET AUTRES PRODUITS FINANCIERS

L'Agence a perçu des intérêts des établissements bancaires en 2011 d'un montant de 18 332 EUR (16 580 EUR en 2010) ainsi que des gains de change de 756 EUR (10 406 EUR en 2010); le fonds de pension a généré des intérêts pour un montant total de 4 591 EUR soit un total de 23 679 EUR (26 986 EUR en 2010).

1.4. PRODUITS EXCEPTIONNELS

L'Agence a reçu le décompte d'impôts de l'Administration des Contributions pour l'exercice 2009. L'Administration a remboursé un montant de 5 279 EUR à l'Agence.

2. CHARGES

2.1. AUTRES CHARGES EXTERNES

Parmi les charges, il y a lieu de relever quatre postes qui représentent 69% de l'ensemble, à savoir :

- le loyer du siège et des bureaux régionaux pour un montant de 793 305 EUR (781 490 EUR en 2010) ;
- les frais de déplacements pour un montant de 440 122 EUR (441 606 EUR en 2010) ;
- les honoraires pour un montant de 180 382 EUR (246 033 EUR en 2010) ;
- les frais liés au détachement du personnel expatrié 309 140 EUR (353 111 EUR en 2010).

Les autres charges externes, pour un montant total de 762 202 EUR (707 678 EUR en 2010), se composent principalement des frais postaux et courrier express, de documentation, des assurances, des contrats de maintenance, des frais de formation et des frais en relation avec le rapport annuel 2011.

compte-rendu analytique

La somme des charges s'élève dès lors à 2 485 151 EUR (2 529 918 EUR en 2010).

2.2. LE PERSONNEL

Les frais de personnel en 2011 se composent comme suit :

- salaires et charges du personnel siège pour un montant de 4 297 225 EUR (4 676 907 EUR en 2010) ;
- salaires et charges du personnel de nos bureaux régionaux (expatriés et personnel local) pour un montant de 1 697 016 EUR (1 132 618 EUR en 2010) ;
- salaires et charges de la mise à disposition de personnel aux projets et programmes pour un montant de 541 128 EUR (572 284 EUR en 2010) ;
- salaires et charges des stagiaires (programme ATJ) pour un montant de 314 398 EUR (343 011 EUR en 2010) ;
- pensions complémentaires pour un montant de 125 892 EUR (134 288 EUR en 2010).

Le montant total des frais de personnel de l'Agence pour l'exercice 2011 s'élève dès lors à 6 975 659 EUR (6 859 108 EUR en 2010).

Au 31 décembre 2011, les effectifs de l'Agence étaient répartis comme suit :
(hors congé maternité, maladie longue durée, congé parental et congé sans solde)

	01.01.2011	31.12.2011	Variations
PERSONNEL SIEGE :	53	54	+1
Direction Générale	2	2	0
Direction des Opérations	3	2	-1
Direction Expertise & Qualité	1	1	0
Direction Ressources Humaines	0	1	+1
Communication	3	3	0
Expertise, Qualité et Évaluation	5	7	+2
Affaires hors Convention	1	1	0
Ressources Humaines	6	7	+1
Opérations	16	15	-1
Procédures et Contrats d'Achats	7	6	-1
Comptabilité & Finances	4	4	0
Gestion des Risques	1	1	0
Informatique	4	4	0
Secrétariat	1	1	0

compte-rendu analytique

PERSONNEL BUREAUX RÉGIONAUX :	37	41	+4
Personnel expatrié	11	9	-2
Personnel local	30	37	+7
PERSONNEL MIS À DISPOSITION :	5	6	+1
Mis à disposition siège	1	2	+1
Mis à disposition terrain	4	4	0
STAGIAIRES :	10	9	-1
TOTAL :	109	115	+6

2.3. CORRECTIONS DE VALEURS

L'Agence a comptabilisé pour l'exercice 2011 des corrections de valeur pour un montant total de 103 713 EUR (109 873 EUR en 2010).

2.4. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation pour un montant total de 181 830 EUR (797 568 EUR en 2010) correspondent :

- à la provision pour litiges en cours de 144 399 EUR (432 142 EUR en 2010) ;
- à la rétrocession de l'excédent d'exploitation de 9 692 EUR (212 510 EUR en 2010). Le résultat de l'exercice 2011 avant rétrocession s'élève à 12 115 EUR et le résultat net de l'Agence après rétrocession s'élève à 2 423 EUR ;
- à la quote-part des résultats de 27 739 EUR (152 915 EUR en 2010) des associations momentanées où l'Agence est engagée pour la conclusion de projets d'assistance technique pour le compte de la Commission européenne ou de tiers.

Les résultats reportés relatifs aux projets concernés continuent de se voir appliquer le principe de précaution des années passées, et sont provisionnés à hauteur de 100 %, et ce jusqu'au moment de la clôture des projets. La somme totale des provisions d'exploitation en rapport avec les consortiums s'élève à 520 793 EUR au 31 décembre 2011.

2.5. INTÉRÊTS ET CHARGES FINANCIÈRES

L'Agence a payé en 2011 des frais bancaires facturés par les établissements bancaires d'un montant de 10 203 EUR (8 911 EUR en 2010) ainsi que des pertes de change de 18 168 EUR (8 380 EUR en 2010). Le fonds de pension a généré des frais pour un montant total de 4 970 EUR. Le total des intérêts et charges financières s'élève donc à 33 341 EUR (17 291 EUR en 2010).

compte-rendu analytique

2.6. CHARGES EXCEPTIONNELLES

Les charges exceptionnelles s'élèvent à 10 547 EUR (4 647 EUR en 2010) et correspondent aux frais en relation avec la clôture de notre bureau régional à Windhoek en Namibie.

2.7. IMPÔTS

L'Agence a comptabilisé des provisions pour impôt sur le revenu des collectivités pour un montant de 3 130 EUR (15 630 EUR en 2010) et pour l'impôt sur la fortune de 4 465 EUR (4 215 EUR en 2010).

3. ACTIF

Les immobilisations incorporelles et corporelles de l'Agence s'élèvent à 214 306 EUR en 2011 (222 295 EUR en 2010).

Les créances de l'Agence résultant de ventes et de prestations de services s'élèvent à 758 376 EUR au 31 décembre 2011 (550 714 EUR en 2010) et se composent des créances vis-à-vis des consortiums (520 793 EUR) ; des créances de projets et programmes (195 000 EUR); des créances de divers clients (26 888 EUR) ; des créances de nos bureaux régionaux (2 744 EUR) ; des fonds à recevoir de la Caisse de Mutualité (7 315 EUR) et des fonds à recevoir du Fonds de l'Emploi (5 636 EUR).

Les autres créances ont diminué à 61 796 EUR (583 679 EUR en 2010), il s'agit des créances d'impôts (61 296 EUR) ainsi qu'une créance envers un fournisseur (500 EUR).

Les avoirs en banque de l'Agence s'élèvent à 1 476 027 EUR au 31.12.2011 (2 312 082 EUR en 2010).

Le compte de régularisation de l'actif affiche un solde de 248 417 EUR au 31.12.2011 (215 164 EUR en 2010). Il s'agit essentiellement des charges payées d'avance pour le loyer du siège pour 2012.

En conséquence, le total de l'actif s'établit à 2 758 921 EUR au 31.12.2011 (3 883 934 EUR en 2010).

compte-rendu analytique

4. PASSIF

Les capitaux propres s'élèvent à 866 314 EUR au 31.12.2011 (863 891 EUR en 2010). Cette augmentation s'explique par l'incorporation du bénéfice de l'exercice 2010 dans les résultats reportés.

Les provisions s'établissent à 1 257 260 EUR au 31.12.2011 (1 554 801 EUR en 2010). Ce montant se compose principalement des provisions effectuées en rapport avec les consortiums (520 793 EUR), des provisions pour litiges (280 910 EUR), des provisions pour impôts (25 139 EUR), des provisions pour congés non pris (103 536 EUR) ainsi que de la rémunération variable 2011 (326 882 EUR).

Les dettes sur achats et prestations de services de l'Agence, avec échéance inférieure à un an, s'élèvent à 318 134 EUR (312 841 EUR en 2010). Ce montant se compose des factures de nos fournisseurs restant à payer au 31 décembre 2011.

Au 31 décembre 2011, l'Agence a des dettes fiscales envers l'Administration de l'Enregistrement de 85 299 EUR (119 485 EUR en 2010) et envers la Sécurité Sociale de 218 483 EUR (276 761 EUR en 2010).

Les autres dettes de l'Agence se composent du résultat de l'exercice 2011 dont le remboursement des 4/5 du bénéfice de l'Agence à l'État est de 9 692 EUR (212 510 EUR en 2010).

Le compte de régularisation du passif affiche un solde de 3 739 EUR au 31.12.2011 (21 041 EUR en 2010). Il s'agit des produits constatés d'avance d'honoraires encaissés d'avance pour l'exécution de projets financés par d'autres sources que le Fonds de la Coopération au Développement.

En conséquence, le total du passif s'établit à 2 758 921 EUR au 31.12.2011 (3 883 934 EUR en 2010).

Luxembourg, le 23 mai 2012

rapport du réviseur d'entreprises agréé

**Aux Actionnaires de
Lux-Development S.A.
10, rue de la Grève
L-1643 Luxembourg**

Rapport du réviseur d'entreprises agréé

Rapport sur les comptes annuels

Conformément au mandat donné par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 25 mai 2011, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de Lux-Development S.A., comprenant le bilan au 31 décembre 2011 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Conseil d'Administration pour les comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du Réviseur d'Entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du Réviseur d'Entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le Réviseur d'Entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des

rapport du réviseur d'entreprises agréé

comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.


Opinion

À notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de Lux-Development S.A. au 31 décembre 2011, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires

Le rapport de gestion, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les comptes annuels.

KPMG Luxembourg S.à r.l.
Cabinet de révision agréé



P. Wies

Luxembourg, le 23 mai 2012

bilan au 31 décembre 2011

ACTIF	Note(s)	31.12.2011 (EUR)	31.12.2010 (EUR)
ACTIF IMMOBILISÉ			
Immobilisations incorporelles	2.2, 3.1		
Concessions, brevets, licences et marques		13 206,04	21 577,00
Immobilisations corporelles	2.3, 3.2		
Terrains et constructions		18 823,92	16 697,82
Autres installations, outillage et mobilier		182 275,63	184 020,49
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ		214 305,59	222 295,31
ACTIF CIRCULANT			
Créances	2.4		
Créances résultant de ventes et prestations de services			
- dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	4.1	758 375,92	550 713,79
Autres créances			
- dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	4.2	61 796,00	583 678,97
Avoirs en banques, Avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse		1 476 027,41	2 312 081,30
TOTAL ACTIF CIRCULANT		2 296 199,33	3 446 474,06
COMPTES DE RÉGULARISATION	5	248 416,55	215 164,48
TOTAL DE L'ACTIF		2 785 921,47	3 883 933,85

Les notes en annexe font partie intégrante de ces comptes annuels

bilan au 31 décembre 2011

PASSIF	Note(s)	31.12.2011 (EUR)	31.12.2010 (EUR)
CAPITAUX PROPRES			
Capital souscrit	6	250 000,00	250 000,00
Réserves			
- réserve légale	7	25 000,00	25 000,00
- autre réserve	8	38 000,00	38 000,00
Résultats reportés	9	550 890,62	497 763,09
Résultat de l'exercice		2 422,97	53 127,52
TOTAL CAPITAUX PROPRES		866 313,59	863 890,61
PROVISIONS			
Provisions pour impôts		25 139,17	24 603,99
Autres provisions	10	1 232 121,06	1 530 197,35
TOTAL PROVISIONS		1 257 260,23	1 554 801,34
DETTES NON SUBORDONNÉES	11		
Dettes sur achats et prestations de services			
- dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		318 134,73	312 840,76
Dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale			
- dettes fiscales		85 298,83	119 485,02
- dettes au titre de la sécurité sociale		218 483,27	276 760,93
Autres dettes			
- dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		9 691,89	735 114,53
TOTAL DETTES		631 608,72	1 444 201,25
COMPTES DE RÉGULARISATION		3 738,93	21 040,65
TOTAL DU PASSIF		2 758 921,47	3 883 933,85

Les notes en annexe font partie intégrante de ces comptes annuels

compte de profits & pertes

pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2011

CHARGES	2011 (EUR)	2010 (EUR)
CHARGES		
Autres charges externes	2 485 151,36	2 529 917,95
Frais de personnel		
Salaires et traitements	6 022 649,65	5 942 051,07
Charges sociales couvrant les salaires et traitements	827 117,27	782 769,01
Pensions complémentaires	125 892,35	134 288,42
	6 975 659,27	6 859 108,50
Corrections de valeur sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles	103 712,64	109 872,62
Autres charges d'exploitation	181 830,66	797 567,89
Intérêts et autres charges financières		
Autres intérêts et charges	33 341,06	17 291,14
Charges exceptionnelles	10 547,17	4 647,33
Impôts sur le résultat	3 130,40	15 629,67
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus	4 465,00	4 215,00
Bénéfice de l'exercice	2 422,97	53 127,52
TOTAL DES CHARGES	9 800 260,54	10 391 377,63

Les notes en annexe font partie intégrante de ces comptes annuels

compte de profits & pertes

PRODUITS	2011 (EUR)	2010 (EUR)
PRODUITS		
Montant net du chiffre d'affaires	8 406 407,23	9 068 856,11
Autres produits d'exploitation	1 364 895,26	1 295 535,75
Autres intérêts et autres produits financiers autres intérêts et produits financiers	23 678,73	26 985,76
Produits exceptionnels	5 279,32	-
TOTAL DES PRODUITS	9 800 260,54	10 391 377,63

Les notes en annexe font partie intégrante de ces comptes annuels

annexe aux comptes annuels

31 décembre 2011

NOTE 1 - GÉNÉRALITÉS

L'Agence luxembourgeoise pour la Coopération économique internationale, en abrégé «Lux-Development S.A.» («l'Agence») a été constituée le 9 août 1978, pour une durée illimitée sous forme de société à responsabilité limitée. Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 décembre 1998, l'Agence avait été transformée en société anonyme. Le siège social de l'Agence est établi à Luxembourg.

Sur mandat du Ministère des Affaires étrangères luxembourgeois, l'Agence exécute des projets de coopération aux développements bilatéraux et intergouvernementaux financés par le Grand-Duché de Luxembourg.

Selon l'article 2 de ses statuts, l'Agence a pour objet la mise en œuvre, pour compte de l'État du Grand-Duché de Luxembourg et dans le cadre de la politique luxembourgeoise de coopération au développement, de projets et programmes de coopération bilatérale. Au-delà de cette tâche principale, l'Agence peut être chargée par l'État du Grand-Duché de Luxembourg d'opérations ponctuelles en matière d'aide d'urgence, d'autres tâches dans le domaine de la coopération au développement et de toutes autres missions de coopération internationale.

L'Agence réalise son objet social conformément à la convention conclue avec l'État du Grand-Duché de Luxembourg en date du 20 octobre 2008 précisant les modalités de l'exécution des tâches définies à l'alinéa précédent.

L'Agence agit à titre fiduciaire pour compte de l'État du Grand-Duché de Luxembourg. Les flux comptables fiduciaires ne sont pas renseignés au bilan ni au compte de profits et pertes de l'Agence. Seules les positions ayant un impact sur le bilan et le compte de profits et pertes sont renseignées.

L'Agence peut accomplir, au Luxembourg et à l'étranger, toutes opérations, prospectives ou consultatives, financières, commerciales ou techniques, mobilières ou immobilières, se rapportant directement à son objet ou qui sont susceptibles d'en faciliter la réalisation.

L'Agence peut également, à titre exceptionnel, fournir des services de conseil, d'assistance, d'étude ou de gestion de projets et programmes de coopération au développement pour d'autres organismes nationaux et internationaux. Ces prestations de services doivent être compatibles avec les principes de la politique luxembourgeoise de coopération au développement et ne doivent comporter aucun élément susceptible d'entraîner un quelconque préjudice pour les projets et programmes de coopération luxembourgeoise au développement. L'acceptation de telles prestations de services par l'Agence est soumise au cas par cas à l'accord préalable du Ministre ayant dans ses attributions la coopération au développement du Conseil d'Administration.

Aux mêmes conditions que celles définies à l'alinéa précédent, l'Agence peut entrer en relation avec des entreprises, groupements ou associations ayant un objet analogue, similaire ou connexe en vue de favoriser la réalisation de son objet social.

L'Agence intègre dans ses comptes annuels les actifs, passifs, charges et produits relatifs à ses bureaux régionaux basés à Praia, Dakar, Ouagadougou, Pristina, Hanoi et Managua.

annexe aux comptes annuels

31 décembre 2011

NOTE 2 - PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'Agence sont établis conformément aux dispositions de la législation luxembourgeoise aux pratiques comptables généralement admises au Luxembourg.

Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi du 10 décembre 2010 modifiant la loi du 19 décembre 2002, le schéma de présentation du bilan et du compte de profits et pertes repris à l'article 34 et 46 a été modifié.

2.1. CONVERSION DES DEVISES

L'Agence tient sa comptabilité en euro (EUR) et les comptes annuels sont exprimés dans cette devise.

Pour les bureaux régionaux tenant une comptabilité dans une autre devise que l'EUR, la conversion à la date de clôture du bilan se fait suivant les principes suivants :

- les actifs immobilisés libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de transaction ;
- les créances et avoirs en banques faisant partie de l'actif circulant ainsi que les autres dettes à court terme exprimés dans une autre devise que l'EUR sont valorisés sur base des cours de change en vigueur à la date de clôture ;
- les autres postes de l'actif et du passif exprimés dans une devise autre que l'EUR sont convertis individuellement au plus bas, respectivement au plus haut, de la valeur au cours de change historique ou de la valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les produits et les charges exprimés dans une devise autre que l'EUR sont convertis dans la devise du bilan au cours de change de fin de mois.

Ainsi, seuls sont comptabilisés au compte de profits et pertes les bénéfices et pertes de change réalisés ainsi que les pertes de change non réalisées.

2.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur prix d'acquisition. Elles font l'objet de corrections de valeur linéaires sur quatre ans.

2.3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur prix d'acquisition et font l'objet de corrections de valeur sur la durée normale d'utilisation du bien.

Les taux de dépréciation utilisés par l'Agence sont les suivants :

annexe aux comptes annuels

31 décembre 2011

Matériel informatique	33,33 %
Mobilier de bureau	25 %
Matériel divers	25 %
Matériel roulant	20 % et 25 %
Frais d'aménagement et de décoration des locaux loués	20 %

2.4. CRÉANCES

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. En cas de perte probable, une correction de valeur est enregistrée.

2.5. DETTES

Les dettes sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

2.6. ASSOCIATIONS MOMENTANÉES (CONSORTIA)

La quote-part dans les résultats des associations momentanées qui revient contractuellement à l'Agence est reprise dans le compte de profits et pertes. Une provision de la même hauteur est comptabilisée afin de neutraliser le résultat. Les résultats sont reconnus à la clôture des projets.

NOTE 3 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

3.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Prix d'acquisition

Prix d'acquisition au début de l'exercice

Acquisitions

Cessions

Prix d'acquisition à la fin de l'exercice

2011 (EUR)	2010 (EUR)
33 904	37 653
-	499
-	(4 248)
33 904	33 904

annexe aux comptes annuels

31 décembre 2011

Corrections de valeur

Corrections de valeur cumulées au début de l'exercice	(12 327)	(8 153)
Corrections de valeur de l'exercice	(8 371)	(8 422)
Reprise de corrections de valeur sur cessions	-	4 248
Corrections de valeur cumulées à la clôture de l'exercice	(20 698)	(12 327)
Valeur comptable nette	13 206	21 577

3.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Prix d'acquisition

	2011 (EUR)	2010 (EUR)
Prix d'acquisition au début de l'exercice	974 955	927 448
Acquisitions	95 723	85 934
Cessions	(96 429)	(38 427)
Prix d'acquisition à la fin de l'exercice	974 249	974 955

Corrections de valeur

Corrections de valeur cumulées au début de l'exercice	(774 237)	(709 627)
Corrections de valeur de l'exercice	(95 342)	(101 451)
Reprise de corrections de valeur sur cessions	96 429	36 841
Corrections de valeur cumulées à la clôture de l'exercice	(773 150)	(774 237)
Valeur comptable nette	201 099	200 718

annexe aux comptes annuels

31 décembre 2011

NOTE 4 - CRÉANCES

4.1. CRÉANCES RÉSULTANT DE VENTES ET DE PRESTATIONS DE SERVICES

Les créances incluent un montant de 520 793 EUR (2010 : 501 117 EUR) envers les Associations Momentanées (Consortia) (voir Note 10).

4.2. AUTRES CRÉANCES

Les autres créances d'un montant de 61 796 EUR (2010 : 583 678 EUR) se composent des avances payées à l'Administration des Contributions

NOTE 5 - COMPTES DE RÉGULARISATION

Le compte de régularisation à l'actif d'un montant total de 248 417 EUR (2010 : 215 164 EUR) est essentiellement dû aux frais payés d'avance par le siège pour l'année 2012 de 206 320 EUR et aux factures payées d'avance par les bureaux régionaux pour l'exercice 2012 de 42 097 EUR.

NOTE 6 - CAPITAL SOUSCRIT

Le capital souscrit s'élève à 250 000 EUR réparti en 400 parts de 625 EUR chacune.

NOTE 7 - RÉSERVE LÉGALE

Conformément à la loi luxembourgeoise sur les sociétés anonymes, l'Agence affecte un minimum de 5% de son bénéfice net à la réserve légale. Cette affectation cesse d'être obligatoire quand la réserve représente 10% du capital social. Cette réserve n'est pas distribuable.

NOTE 8 - AUTRE RÉSERVE

Au titre des exercices précédents, l'Agence a opté pour la réduction de l'impôt sur la fortune, dû au titre de ces mêmes années d'imposition. Pour bénéficier de cet allègement de charge fiscale, l'Agence s'engage à inscrire, avant la clôture de l'exercice qui suit la réduction, à un poste de réserve un montant correspondant au quintuple de la réduction demandée, et à maintenir cette réserve au bilan pendant les cinq années d'imposition qui suivent l'année de réduction.

annexe aux comptes annuels

31 décembre 2011

Si cette réserve n'est pas maintenue jusqu'à la fin de cette période quinquennale (pour une raison autre que l'incorporation au capital), la charge fiscale serait augmentée pour l'année d'imposition en question d'un cinquième du montant de la réserve utilisée.

NOTE 9 - RÉSULTATS REPORTÉS

	2011 (EUR)	2010 (EUR)
Résultats reportés au début de l'exercice	497 763	461 616
Bénéfice de l'exercice précédent	53 127	36 147
Résultats reportés à la clôture de l'exercice	550 890	497 763

L'affectation du résultat de 2010 a été décidée lors de l'Assemblée Générale du 25 mai 2011.

NOTE 10 - AUTRES PROVISIONS

Les autres provisions se composent comme suit :

	2011 (EUR)	2010 (EUR)
Provisions pour litiges	280 910	432 142
Provisions pour frais de personnel	326 882	468 081
Provisions pour congés non pris	103 536	128 857
Provisions sur quote-part de résultat dans les associations momentanées (Consortia) (Voir notes 4.1 et 13)	520 793	501 117
	1 232 121	1 530 197

NOTE 11 - DETTES NON SUBORDONNÉES

Les dettes sont reprises à leur valeur nominale. Toutes les dettes ont une durée résiduelle inférieure à un an et ne sont pas couvertes par des sûretés réelles données par l'Agence.

annexe aux comptes annuels

31 décembre 2011

Les autres dettes dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an se composent de la rétrocession de l'excédent d'exploitation à l'État.

Selon les termes de l'article 25 de la convention conclue avec l'État luxembourgeois en date du 20 octobre 2008, l'Agence rétrocède depuis 2004 quatre cinquièmes à l'État luxembourgeois.

Le résultat de l'exercice 2011 avant rétrocession s'élève à 12 115 EUR. La rétrocession à l'État s'élève 9 692 EUR. Le résultat net de l'Agence après rétrocession s'élève à 2 423 EUR.

NOTE 12 - PERSONNEL

Le nombre de personnes employées en moyenne au cours de l'exercice est de 115 employés (2010 : 109 employés) qui se composent en personnel siège, personnel expatrié, personnel local, personnel mis à disposition et de stagiaires.

NOTE 13 - AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation pour un montant total de 181 831 EUR (2010 : 797 568 EUR) correspondent : aux provisions pour litiges en cours enregistrées en 2011 de 144 399 EUR ; à la rétrocession de l'excédent d'exploitation de 2011 de 9 692 EUR ainsi qu'à la quote-part des résultats de 27 739 EUR des associations momentanées où l'Agence est engagée pour la conclusion de projets d'assistance technique pour le compte de la Commission européenne ou de tiers.

La quote-part dans les résultats réalisés par ces associations momentanées qui revient contractuellement à l'Agence est toujours reconnue dans le compte de profits et pertes, mais une provision de la même hauteur est comptabilisée au passif afin de neutraliser le résultat (voir notes 4.1 et 10). Les résultats ne seront reconnus qu'à la clôture des projets.

NOTE 14 - CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Les charges exceptionnelles d'un montant de 10 547 EUR se composent des frais de clôture de notre bureau régional à Windhoek en Namibie.

Les produits exceptionnels d'un montant de 5 279 EUR correspondent au remboursement de l'Administration des Contributions du surplus d'impôts payés en 2009.

NOTE 15 - MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Au 31 décembre 2011, le montant net du chiffre d'affaires se compose comme suit :

annexe aux comptes annuels

31 décembre 2011

	2011 (EUR)	2010 (EUR)
Fonds mis à disposition pour frais de fonctionnement		
Ministère des Affaires étrangères	8 386 365	9 025 198
Honoraires pour l'exécution de différents projets financés par d'autres sources que le fonds de la Coopération au développement :		
Ministère des Affaires étrangères	13 396	13 885
Ministère des Finances	6 646	29 773
	8 406 407	9 068 856

NOTE 16 - AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Au 31 décembre 2011, les autres produits d'exploitation se composent principalement de :

- mise à disposition de personnel : 541 128 EUR en 2011 (2010 : 572 284 EUR).
Il s'agit du personnel de l'Agence mis à disposition des projets et programmes déployés pour le compte du Ministère des Affaires étrangères ;
- stagiaires : 314 398 EUR en 2011 (2010 : 343 011 EUR) ;
Il s'agit du programme Assistant Technique Junior (ATJ) du Ministère des Affaires étrangères.
- autres revenus : 538 031 EUR en 2011 (2010 : 227 325 EUR).
Il s'agit essentiellement de la reprise sur provisions d'exploitation, de la reprise partielle de la provision pour congés non pris et de l'aide à l'embauche de chômeurs âgés par le Fonds de l'Emploi.

NOTE 17 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Au 31 décembre 2011, l'Agence ainsi que ses bureaux régionaux ont des engagements sur des baux de location jusqu'à la fin 2015 de 1 831 896 EUR (2010 : 2 400 040 EUR).

NOTE 18 - RÉGIME DE PRÉVOYANCE EXTRA-LÉGAL

L'Agence a mis en place, en faveur du personnel, un régime de prévoyance extra-légale comportant les avantages suivants : pension de retraite, invalidité et capital décès. Le régime de prévoyance est géré par une compagnie d'assurance luxembourgeoise contre paiement d'une prime annuelle. L'Agence n'a pas de provision pour pensions ni de créances dans ses livres.

annexe aux comptes annuels

31 décembre 2011

NOTE 19 - COMPTES FINANCIERS GÉRÉS POUR LE COMPTE DE TIERS

L'Agence détient au 31 décembre 2011 pour compte de l'État Luxembourgeois un montant de 11 770 199 EUR (2010 : 17 897 013 EUR), dont 20 878 (2010 : 108 555 EUR) du Ministère des Finances, destiné au financement de projets bilatéraux de coopération au développement exécuté par l'Agence sur mandat du Ministère des Affaires étrangères.

L'Agence détient pour le compte des consortia un montant de 516 213 EUR (2010 : 536 008 EUR).

L'Agence détient pour le compte d'autres bailleurs de fonds un montant de 841 872 EUR (2010 : 254 224 EUR).

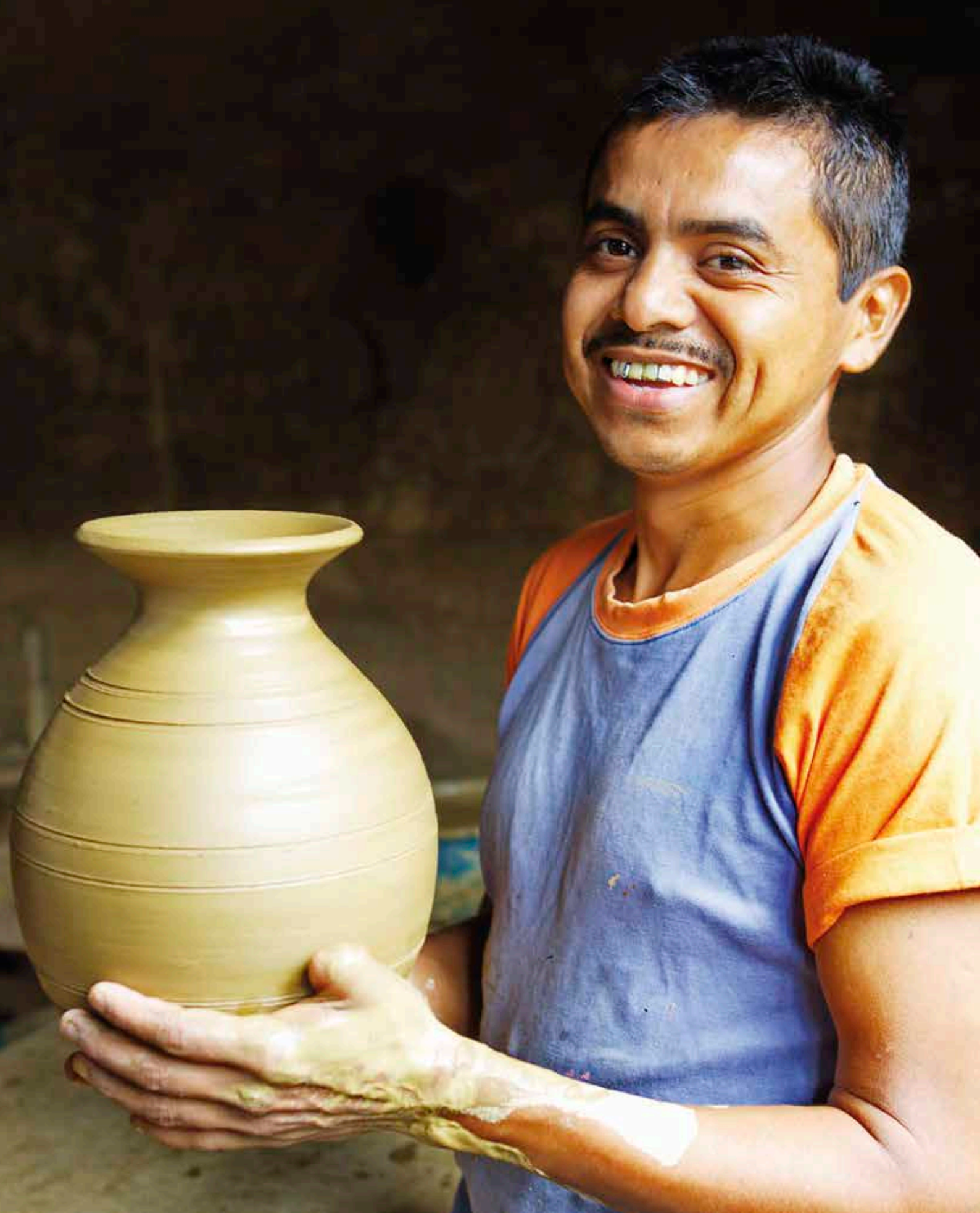
Ces montants ne sont pas inclus au bilan de l'Agence, mais font l'objet d'un suivi par des comptes hors-bilan.

NOTE 20 - HONORAIRES D'AUDIT

Les honoraires concernant les prestations facturées durant l'exercice à l'Agence par le cabinet d'audit sont présentés dans le tableau ci-dessous :

	2011 (EUR)	2010 (EUR)
Contrôle legal des comptes annuels	100 560	100 440
Autres services d'assurance	-	-
Service de conseil fiscal	-	5 600
Autres services	-	10 000
	100 560	116 040

Ces honoraires sont présentés sous « Autres charges externes » au compte de profits et pertes.



crédits

Coordination LuxDev | Richard Schmid

Rédaction | Richard Schmid, François Bary & Conseillers géographiques

Rédaction Dossier spécial: Eau et Assainissement | Marc Riehl

Conception graphique et Réalisation | Cathy Scheltien

Crédits Photos

Couverture : Magatte Diouf, Aristide et Ibrahima Fofana, Sénégal

Deuxième de couverture : Richard Schmid, Mali

page 3 : Lena van den Kerchove, Mongolie

page 4 : Julio D'Elia, Sénégal

page 7 : Jérôme Vançon, Burkina Faso

page 16 : Susana Villaroel, Cap-Vert

page 24 : Richard Schmid, Laos

page 27 : © 2011 SIP / Nicolas Bouvy, Niger

page 32 : Lena van den Kerchove, Mongolie

page 40 : Étienne Bouvier, Mali

page 43 : © 2011 SIP / Nicolas Bouvy, Burkina Faso

page 44 : Jean-Loup Blister, Burkina Faso

page 49 : Stefanie Afonso, Cap-Vert

page 50 : Mauro Lupo, Cap-Vert

page 51 : Jacques Gruloos, Cap-Vert

page 53 : © 2011 SIP / Luc Deflorenne, Cap-Vert

page 53 : © 2011 SIP / Luc Deflorenne, Cap-Vert

page 53 : © 2011 SIP / Luc Deflorenne, Cap-Vert

page 55 : Richard Schmid, Mali

page 56 : Richard Schmid, Mali

page 57 : © 2009 SIP / Charles Caratini, Mali

page 66 : © 2011 SIP / Nicolas Bouvy, Niger

page 67 : © 2011 SIP / Nicolas Bouvy, Niger

page 67 : © 2011 SIP / Nicolas Bouvy, Niger

page 69 : Célestin Radison, Rwanda

page 70 : Célestin Radison, Rwanda

page 71 : Célestin Radison, Rwanda

page 73 : Mathieu Reichling, Sénégal

page 77 : Anne Bastin, Sénégal

page 78 : Mathieu Reichling, Nicaragua

page 81 : Ricardo Villacorta, El Salvador

page 82 : Arturo Silva, El Salvador

page 83 : Roberto Caneses, El Salvador

page 85 : © 2010 SIP / Luc Deflorenne, Nicaragua

page 86 : Juan Ramón Rivera, Nicaragua

page 87 : Jean-Louis Augeras, Nicaragua

page 90 : Mathieu Reichling, Vietnam

page 94 : Erik Haggqvist, Laos

page 95 : Peter Hansen, Laos

page 101 : Lena van den Kerchove, Mongolie

page 101 : Lena van den Kerchove, Mongolie

page 103 : © 2011 SIP / Charles Caratini, Vietnam

page 104 : Raja Chowdry, Vietnam

page 105 : Richard Schmid, Vietnam

page 106 : © 2011 SIP / Charles Caratini, Vietnam

page 108 : Horst Idler, Vietnam

page 110 : Armen Čekić, Monténégro

page 117 : Laurence Thill, Monténégro

page 121 : Darko Abrahamski, Serbie

page 122 (haut) : Darko Abrahamski, Serbie

page 122 (bas) : Esma Medjedovic, Serbie

pages 126-127 : Laura Jungers, Mali

pages 128-129 : Lena van den Kerchove, Mongolie

pages 130-131 : Marie-Blanche Valenne, Laos

pages 132-133 : Yannick Baraquin, Burkina Faso

page 134 : Mathieu Reichling, Sénégal

page 137 : Inti Ocon, Nicaragua

page 161 : Joel Astruc, Nicaragua

page 163 : Richard Schmid, Mali

Tous nos remerciements aux auteurs des photos. Pour des raisons de place, il nous est impossible de tous les mentionner.

© LuxDev | imprimé sur PEFC - Couverture : MagnoStar - couché brillant sans bois blanc 170 g/m²

Intérieur : RapidoGloss - couché brillant avec bois blanc 70 g/m²



LuxDev

A 10, rue de la Grève, BP 2273, L-1022 Luxembourg
T +352 29 58 58 1 | **F** +352 29 58 58 200
E ask@luxdev.lu | www.luxdev.lu